

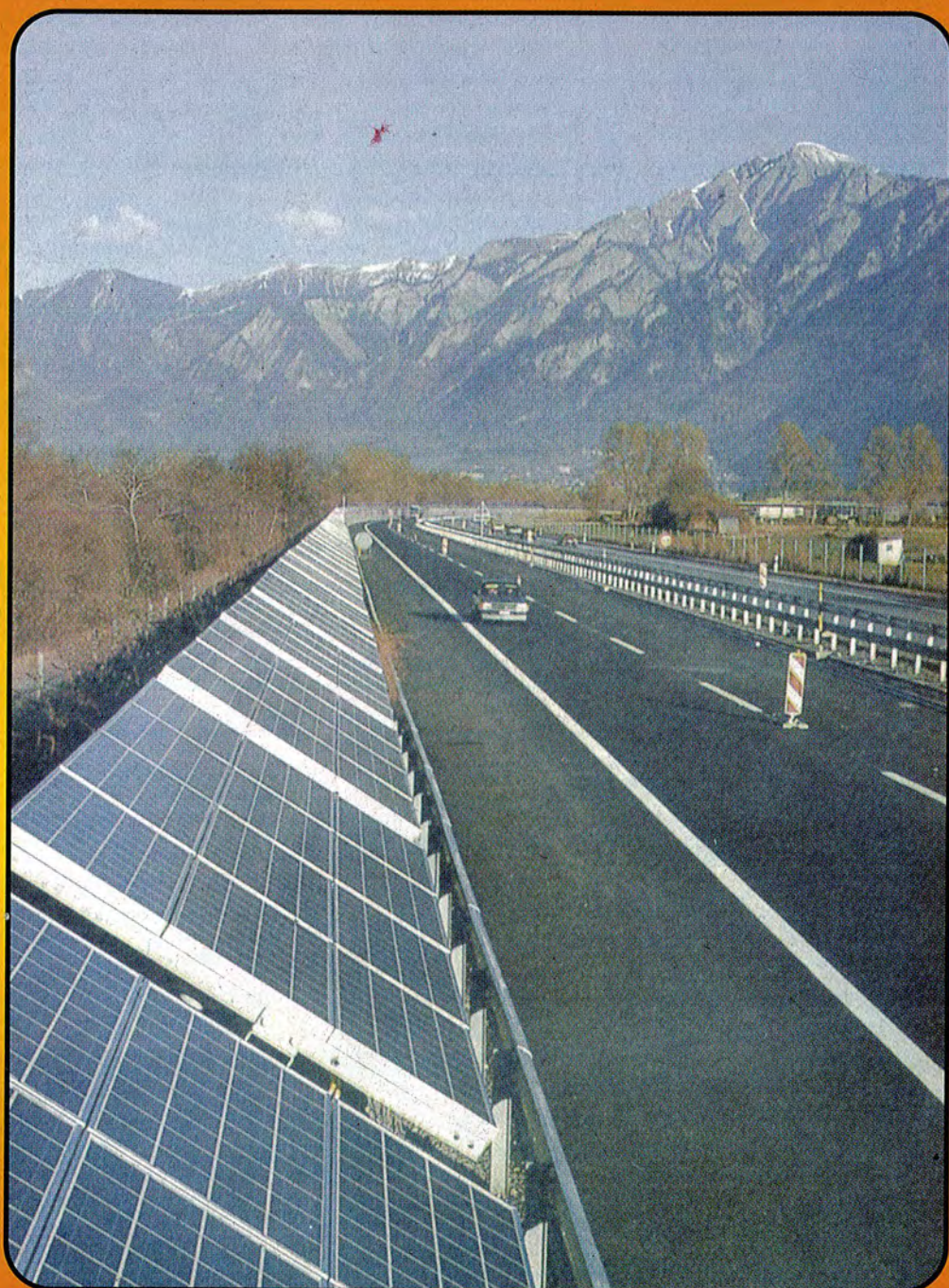
SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N°203
AVRIL 96

23 F

- LE MYTHE DE L'ÉNERGIE PROPRE
- LE MYTHE DE LA FILIÈRE CIVILE
- LE MYTHE DE LA RENTABILITÉ
- LE MYTHE DE L'INDÉPENDANCE
- SUPERPHENIX
- LA HAGUE
- LES DÉCHETS
- TCHERNOBYL
- ÉCONOMISER L'ÉNERGIE
- EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE
- HYDRAULIQUE
- BOIS
- ÉNERGIE SOLAIRE
- ÉNERGIE ÉOLIENNE
- ÉNERGIE ET SOCIÉTÉ



SORTIR DU NUCLEAIRE

Sommaire

Alternatives	page 4
• Paris : Vivre et Travailler Autrement	
Paix	page 5
• Ventes d'armes : contre Eurosatory 96	
• La France sur la voie du désarmement	
Environnement	page 6
• Transports	
Annonces	page 7

Sortir du nucléaire

Dossier collectif paginé de I à XXIV	
• Le nucléaire : vous n'en reviendrez pas !	11
• Le mythe de l'énergie propre	12
• Le mythe de la filière civile	13
• Le mythe de la rentabilité économique	14
• Le mythe de l'indépendance nationale	16
• Peut-on expliquer Superphénix ?	17
• Accident dans une PWR	18
• La Hague : pollution radioactive	19
• Déchets nucléaires	20
• Tchernobyl : dix ans après	21
• Et Malville explosa	22
• Huit scénarii pour décrocher	24
• Economiser l'énergie	25
• Efficacité énergétique et cogénération	26
• Micro-centrales hydrauliques	27
• Le bois : une énergie encore mal utilisée	28
• Energie solaire : la première des énergies	29
• Energie éolienne : un courant d'air frais	30
• Energie et société	31
Nucléaire	page 33
• La Hague : nouvelles révélations	
Energies	page 33
Nord-Sud	page 34
• Salaire de misère : soyez sport !	
Santé	page 34
Politique	page 35
• Mobilisation contre le G7	
Société	page 35
Livres	page 36
Courrier	page 38

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 9 mars 1996.

Plus d'intérêt que le livret A !

Les locaux où se trouve Silence ont été achetés par une Société civile immobilière. Des emprunts ont été faits pour compléter le capital et les huit associations locataires, regroupées au sein de la Fédération des Ateliers, cherchent à compléter le capital de cette société. Achat du local et travaux ont coûté 660 000 F. Silence, par l'opération "Un toit pour l'écologie" s'est engagé à apporter 150 000 F. Les autres associations ont participé ainsi qu'un certain nombre de personnes (une quarantaine actuellement dont beaucoup sont des abonnés de Silence) et 460 000 F ont déjà été collectés début mars. Il reste donc à trouver 200 000 F.

Contrairement au "Toit pour l'écologie" où vous faites un don à Silence qui ensuite prend des parts, l'achat de

parts dans la SCI est un placement financier indexé sur la valeur du local. Un actionnaire est en fait un co-proprétaire. Les parts sont de 2500 F (que l'on peut payer en 5 x 500 F, un versement tous les deux mois). En cas de besoin, il est possible de récupérer ses parts en les revendant... Les autres actionnaires étant prioritaires pour racheter les parts pendant un délai de six mois, il faut donc s'y prendre à l'avance. Vu le marché immobilier actuel, il s'agit donc d'un placement de faible intérêt financièrement parlant, mais d'un grand intérêt idéologiquement parlant ! Si vous êtes intéressé(e) par ce placement "éthique", vous pouvez recevoir un dossier complet en écrivant à : **Jacques Caclin, SCI Dumenge, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon.**

Alsace : appel aux bénévoles

Plus on est de lecteurs, moins on travaille. Pour tenir le stand de Silence à la Foire de Rouffach, du jeudi 16 au dimanche 19 mai (pont de l'Ascension), nous cherchons des volontaires. Si cela vous intéresse, passez-nous un coup de fil le jeudi (heures de bureau) ou écrivez-nous.

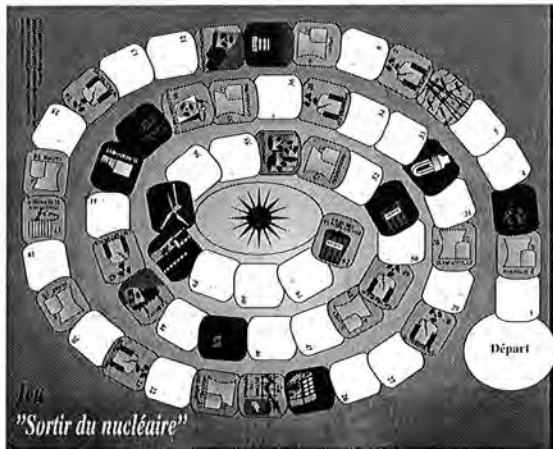
Souscrivez et gagnez un jeu "Sortir du nucléaire"

Afin de compléter la somme nécessaire à l'achat de notre part au sein de la société propriétaire de nos locaux (150 000 F sur 600 000 F), nous vous invitons à faire un don à notre compte "Un toit pour l'écologie". Et pour vous encourager à participer, nous enverrons un jeu "Sortir du nucléaire" à toute personne qui fait un don d'au moins 100 F.

En février, nous battons notre record de dons en un seul mois ! Comme quoi le mois le plus court n'est pas forcément le moins fructueux. Si le rythme se maintient, cette rubrique pourrait disparaître avant l'été ! On remarquera que ce mois-ci presque tous les dons viennent du Sud-Est de la France... pourtant nous avons des abonnés à peu près partout. Etrange !

Alazraki (B.-du-Rhône)	200 F
Bauder (Allemagne)	200 F
Bobillier (Loiret)	200 F
Boutry (Alpes H-Pro.)	100 F
Briand (B.-du-Rhône)	200 F

Chastes (Alpes H-Pro.)	150 F	Richard (Jura)	100 F
Dies (Hautes-Alpes)	5000 F	Simeon (Ardèche)	100 F
Genty (Alpes H-Pro.)	100 F	X (Jura)	300 F
Kessler (Paris)	300 F	X (Aveyron)	2000 F
Freschel (Alpes Marit.)	150 F		
Nickel (Isère)	100 F	Total Février	9400 F
Poincheval (Alpes H-P.)	200 F	Reste à trouver :	32750 F



SILENCE
"Ecologie, alternatives et non-violence"
9 rue Dumenge, 69004 LYON
Tel: 78.39.55.33.
CCP 550.39 Y LYON

imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans chlore par Ateier 26 - Loriot - Tel: 75.85.51.00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins, composit)

N° de Commission paritaire: 64946
N° ISSN 0756-2640
Date de parution: 2ème trimestre 1996
 Tirage: 3 700 ex

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda
Vice-Présidente : Pertine
Trésorière : Myriam Cognard
Administrateur : Jacques Caclin-Mpouma

Réalisation du journal

Directeur de publication : Dominique Zanda
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard

Publicité : Michel Jarru
Relations commerciales : Eve Malafosse
Documentation : Claude Crolet
Rédaction : Christian Glasson

Francis Vergier
Sylviane Poulenard
Michèle Dussauf-Delorme
Patrice Bouverel
Conseillers scientifiques : Roger Bernard
Richard Grantham
Jacques Grinevald
Henri Peral
Henri Pezéral
André Pico

Dessinateurs : Alho
Mullio
Lasserre

Correctrice : Chantal Grosmondard
Conception maquette : Hubert Plisson
Expédition : Maloin

Deborah Blache
Christiane Chapon
Loïc Gaudin
Bernard Perez
Vincent Marlin
Christian Rony
Xavier Sérédine
Myriam Travasino
Raymond Vignal
Georges David
Suzanne Vignal

Correspondants : Georges David
Alain Claude-Gallié
René Hamm
Eric Marquis
José Oria
Mireille Oria
Jean-Luc Thierry
Et pour ce numéro : 50 revues et toutes les associations adhérentes aux Européens contre Superphénix

Couverture :
Autoroute Suisse © H.N.Rostvik

Pour participer au journal

N°204 - Mai
Comité de rédaction et clôture des articles : samedi 30 mars à 14 h
Clôture des brèves : vendredi 5 avril à 12 h
Expédition : vendredi 19 avril à 18 h

N°205 - Juin
Comité de rédaction et clôture des articles : samedi 20 avril à 14 h (*)
Clôture des brèves : vendredi 3 mai à 12 h
Expédition : mercredi 15 à 18 h (**)

(*) avancé d'une semaine à cause de la manifestation Tchernobyl-Malville du 27 avril à Lyon
(**) avancé de deux jours à cause du pont de l'Ascension

Le journal est réalisé en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Un repas à 21h30 est offert par Silence.

Le mois de
LASSERPE



EDITORIAL

Informer, pas déformer

26

avril 1986 : accident de Tchernobyl. Le nuage radioactif s'est arrêté à la frontière. Il faudra une dizaine de jours pour que les autorités reconnaissent que la France est aussi contaminée.

Presque tous les médias ont servilement reproduit

la version officielle sans aucun recul sur les informations transmises. Ils ont beau jeu ensuite de crier au "mensonge".

Presque dix ans plus tard, le 8 décembre 1995, un grave accident se produit dans le surgénérateur de Monju au Japon. Seule la chaîne franco-allemande Arte développe l'information dès le 10 décembre. Il faut attendre le 15 du mois pour que paraisse un article dans Libération, le 20 pour le Monde.

En cas d'accident nucléaire, c'est en quelques heures qu'il faut faire passer l'information. Force est de constater que les grands médias n'assurent pas un relais fiable.

Initiative sans précédent, près de 50 revues de toute importance se sont associées pour réaliser un dossier commun à l'occasion du dixième anniversaire de l'accident de Tchernobyl. Outre le désir de faire passer une information différente, il s'agit aussi d'un message à tous les médias : osez regarder ce qui se passe partout dans le monde. Le nucléaire est rejeté car trop dangereux, trop complexe, trop cher. Brisez l'enceinte de confinement du lobby nucléaire et laissez échapper un autre nuage : celui d'un avenir bâti sur la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables.

Michel BERNARD



PETITES PHRASES

"On ne peut empêcher les oiseaux noirs de voler au dessus de nos têtes ; mais on peut les empêcher d'y faire leurs nids" Proverbe Chinois.

"Mes jeunes ne travailleront pas. Les hommes qui travaillent ne peuvent rêver et la sagesse nous vient des rêves". Smohalla, chef indien, début du XIXème siècle.

EN ROUTE VERS ECOTOPIA

Comme chaque année, Ecotopia réunira des jeunes écologistes venus de toute l'Europe. Le camp de cette année se tiendra à partir du 4 août en République Tchèque. Pour l'annoncer, une tournée de 18

artistes partira le 1er juin de Talamh, en Ecosse et passera par l'Angleterre, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Pologne, la Suède, le Danemark, la Finlande, la Lituanie, la Lettonie et l'Ukraine... avec peut-être un saut à Lyon pour le contre-sommet du G7 fin juin.

Renseignements : SET, Merzhauer Str. 150/07, D-79100 Freiburg, tél : 19 (49) 761 407 100.

ESPAGNE : COMMUNAUTE DE LOS ARENALEJOS

La communauté de Los Arenalejos, d'inspiration libertaire, propose son programme d'activités : du 1er au 6 avril, reboisement de collines en espèces autochtones ; du 12 au 18 avril, stage d'apiculture solaire puis de greffe sur oliviers,

enfin mise en place d'un verger conservatoire ; du 26 au 28 avril, stage de yoga ; du 25 au 28 juillet, deuxièmes rencontres sur la maternité a-patriarcale et la famille ; du 1er au 15 septembre, chantier international de construction d'une maison bioclimatique en terre et bois.

Programme complet et conditions : Colectividad Los Arenalejos, Lista de Correos, 29567 Alozaina, Malaga, Espagne, tél : 908 05 42 08.

BELGIQUE : SYSTEME D'ECHANGE LOCAL

Après la France où les SEL (voir Silence n°194) se développent comme une trainée de poudre, c'est au tour des Belges de se lancer dans l'aventure. Un collectif appelé "Vendredi 13" après avoir expérimenté le système développé dans d'autres pays s'est posé la question de la valeur de la monnaie fictive : pourquoi l'heure de travail d'un plombier ne serait-elle pas payée au même niveau que celle d'un dentiste, même en monnaie fictive ? Et ce collectif essaie de modifier le fonctionnement du Sel en proposant le principe "une heure égale une heure". Si cela marche pour les services, comment déterminer la valeur des marchandises échangées ?

Pour en savoir plus : Vendredi 13, 30 rue de Parme, B 1060 Bruxelles, tél : 02/534 64 65.

CENTENAIRE DE CELESTIN FREINET

Pour marquer le centenaire de la naissance de Célestin Freinet, l'Institut Coopératif de l'Ecole Moderne, ICEM, organise une rencontre largement ouverte dans le cadre de son 43ème congrès qui se déroulera du

26 au 29 août au centre international de Valbonne Sophia-Antipolis dans les Alpes-Maritimes. De nombreux forums permettront de comparer les méthodes pédagogiques mises en place par Freinet, mais également par d'autres praticiens. Des échanges d'expériences, de techniques seront faits dans de multiples domaines.

Renseignements : ICEM-PF, 18 rue Sarrazin, 44000 Nantes, tél : 40 89 47 50.

CUN DU LARZAC CHERCHE INVESTISSEURS

Le Cun du Larzac, qui, depuis vingt ans, a développé un centre alternatif unique en France autour des approches liées à la non-violence, est logé dans des bâtiments qui appartiennent à une SCI, société civile immobilière (comme Silence dans ses nouveaux locaux). Afin de poursuivre son développement, le CUN cherche de nouveaux actionnaires (1000 parts à 500 F). La vidéo de présentation du CUN est offerte à partir de 4 parts.

Renseignements : Cun du Larzac, 12100 Millau, tél : 65 60 62 33.

PARIS : 21 TER RUE VOLTAIRE

En 1976, à l'initiative du Cédétim, association de solidarité internationale, une société civile était constituée pour permettre l'achat d'une maison rue de Nan-teuil. Cette maison gérée par une structure commune appelée Centre International de Culture Populaire allait accueillir une cinquantaine d'associations. Les lieux étant devenus trop petits, un nouveau lieu a été recherché, l'ancienne maison vendue et depuis un an, les associations se sont installées au 21 ter rue Voltaire. Les nouvelles structures d'accueil (17 salles sur deux niveaux) permettent d'offrir plus d'espace, mais des travaux sont nécessaires et une souscription a été lancée pour financer le chantier. Pour y participer : CICIP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél : (1) 43 72 15 73.

PARIS : VIVRE ET TRAVAILLER AUTREMENT

Le salon "vivre et travailler autrement" se tiendra cette année du 11 au 15 avril dans un nouveau lieu : à Bercy Expo, 40 av. des Terroirs de France, 75012 Paris (m° Bercy ou Gare de Lyon). 220 exposants seront au rendez-vous. De nombreuses conférences permettront de débattre sur l'économie alternative et solidaire. Extraits du programme :

Vendredi 12 avril : **la Corse** (identité, agri bio, musique), tout l'après-midi.

Samedi 13 avril : **Un monde sans armes nucléaires** avec le Dr Abraham Meyer, de l'association des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, à 14 h.

Dimanche 14 avril : **Le nouvel humanisme** avec Georges Krassovsky à 12 h. **Réseaux d'échanges de savoirs** avec Claire et Marc Heber-Suffrin, à 14 h. **Les Systèmes d'échanges locaux** avec Alain Bertrand, à 16 h. En parallèle : **Actions solidaires, économie salubre** avec Jacques et Aline Archimbaud du REAS, à 13h30.

Lundi 15 avril : **Le vélo, la vraie alternative** avec Michel Delmotte, à 14 h.

L'intégration des migrants au travers de leurs propres médecines avec Tobie Nathan, à 15h30. **Médecines alternatives et médecine officielle : exemple de la faculté de Bobigny** avec Michel Matarosso, à 17h30.

Programme complet : SPAS, tél : (1) 45 56 09 09.



TCHETCHENIE : GUERRE DU PETROLE

Actuellement, pour livrer le pétrole aux occidentaux, les exploitations de la mer Caspienne utilisent un oléoduc qui passe par Grosny, capitale de la Tchétchénie. Devant les exigences de Doudaev de taxer ce passage, le consortium des oléoducs de la mer Caspienne (COC) et la multinationale Chevron Oil ont décidé de construire un nouvel oléoduc passant plus au nord et évitant la Tchétchénie. Le tracé retenu passe par Boudennovsk où les travaux devaient démarrer lorsqu'a eut lieu la première prise d'otages par les Tchétchénes. Les travaux

ont été suspendus. Deuxième tentative de commencer les travaux dans la ville de Kizliar... et nouvelle prise d'otages par les Tchétchénes, nouvelle suspension des travaux... Là, comme ailleurs, l'argent noir commande les guerres. (source : Courrier International, 1er février 1996)

ISRAEL : TORTURE LEGALE ?

Alors que le processus de paix se poursuit lentement, le gouvernement israélien a jeté de l'huile sur le feu début janvier, en prolongeant de trois mois l'"usage limité des pressions physiques" par le Shin Beh, le service de sécurité intérieure, lors des interrogatoires de suspects palestiniens. Cette pratique est autorisée depuis 1987. Un projet de loi a même vu le jour pour légaliser ces pratiques de torture. Amnesty International est montée au créneau pour protester : ce serait la première fois qu'un pays se dote d'une loi autorisant officiellement la torture. (source : Libération des 11 et 13 février 1996)

LA FRANCE SUR LA VOIE DU DESARMEMENT

Dernier pays à adapter sa politique de défense après la chute du mur de Berlin, la France s'engage enfin à faire des réductions de budget : fermeture du site de missiles nucléaires du plateau d'Albion, en Provence (mais maintien des sous-marins nucléaires), fermeture de la partie militaire du site d'enrichissement d'uranium de Pierrelatte (mais maintien de la partie civile fabricant l'uranium enrichi pour les centrales nucléaires), fermeture du centre d'expérimentation nucléaire de Moruroa (mais maintien des militaires en Polynésie), diminution progressive de nombre des employés de la Direction des applications militaires du CEA (d'environ 20 % d'ici l'an 2000)... et probablement mise en place d'une armée de métier accompagnée d'un service civil volontaire mixte. Chirac voulant maintenant que la France devienne moteur dans la course au désarmement, nous lui suggérons :

- de renoncer aux simulations des essais dans les Landes, simulations beaucoup plus coûteuses que les essais de Moruroa.
- l'abandon de la force de frappe nucléaire, c'est-à-dire l'arrêt des sous-marins nucléaires lance-engins et des Mirages porteur de têtes.
- l'arrêt de production de plutonium par la fermeture du centre de traitement de la Hague.
- le démantèlement des têtes nucléaires existantes,
- l'arrêt du programme nucléaire civil pouvant servir à alimenter une nouvelle course aux armements,
- l'annulation des commandes d'avions Rafale,
- la reconversion rapide des usines de production d'armement et l'arrêt des ventes d'armes à l'étranger...

VENTES D'ARMES : CONTRE EUROSATORY 96

Le salon Eurosatory, salon des marchands de canon, se tiendra cette année du 24 au 29 juin à l'aéroport du Bourget. Pour y assurer une présence non-violente, des volontaires sont recherchés. Prendre contact avec Michel Nodet, Communauté de l'Arche de Saint-Antoine, tél : 76 36 45 52.



ARMEE ET REFRACTAIRES

En attendant la fin du service, certains continuent à militer activement. C'est le cas de 5 réfractaires : Lionel, Thomas (deux objecteurs insoumis), Renaud, Mathieu et Laurent (objecteurs déserteurs) qui viennent de lancer ensemble un appel à la solidarité. Vous pouvez signer la pétition en leur faveur en prenant contact avec l'APOC, 32 rue Coutellerie, 13002 Marseille, tél : 91 56 52 19 ou en suivant leurs aventures dans le RIRE, journal du Réseau d'information aux réfractaires (60 F par an, même adresse).

NAMUR : NON-VIOLENCE

L'université de paix de Namur organise des formations dans les domaines suivants : "comment suis-je face au

pouvoir ?" (30 et 31 mars), "Moi et la violence physique" (20 et 21 avril), "comment vivre plus simplement dans un monde matérialiste" (11 et 12 mai), "communication non-violente" (5 au 15 août et 23 au 25 août). Programme complet : Université de paix, Boulevard du Nord 4, B 5000 Namur.

AVEYRON : MEDIATION SCOLAIRE

Face à la violence dans les écoles, des groupes ont développé des techniques de médiation qui fonctionnent déjà dans quelques collèges. Pour aider les éducateurs, le MIR, mouvement international de la réconciliation, organise du 2 au 4 juillet une session de formation sur le sujet à Bonnet-combe, dans l'Aveyron. Pour recevoir le programme complet : MIR, 114 rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : (1) 45 44 39 42.



ENVIRONNEMENT

GRANDE-BRETAGNE : REFUS DE L'ARGENT DE SHELL

Suite à la mise en lumière des pratiques de Shell dans les pays du Sud (voir Silence n°201), la Société Royale de Géographie de Grande-Bretagne a décidé fin décembre de rompre ses relations avec Shell. Une décision courageuse car la compagnie pétrolière versait chaque année 320 000 F. A quand la même initiative de la part des groupes de protection de l'environnement

qui en France touchent de l'argent de Elf, de Total, d'EDF, de la COGEMA, de Rhône-Poulenc... (source : Politts, 18 janvier 1996)

RESEAU ECOLE.ET NATURE

Le Réseau Ecole et Nature présente dans son dernier catalogue plus de 300 séjours pour l'année 96 : camps, stages, chantiers, formations, rencontres, classes environnement... pour enfants, ados, adultes, familles. On peut le recevoir

en le demandant à Réseau Ecole et Nature, 16 rue Ferdinand Fabre, 34000 Montpellier.

SURVEILLANCE DES RAPACES

De février à août, le Fonds d'intervention pour les rapaces, FIR, organise des surveillances des sites de rapaces. Il cherche des bénévoles pour étendre son action.

Contact : FIR, 11 avenue du Château de Malmaison, 92500 Rueil-Malmaison.

CEVENNES : SANGLIERS ET PARC NATIONAL

Les chasseurs, pour s'assurer des parties de chasse faciles, ont pris l'habitude d'élever du gibier et de le relâcher à la veille de l'ouverture de la chasse. Ensuite, le massacre n'en est que plus saignant. Mais que se passe-t-il quand on fait des lâchers à proximité d'un parc national comme celui des Cévennes ? Eh bien, ces mauvais joueurs que sont les sangliers vont s'y réfugier pour ne plus être pris pour cible par leurs assassins. Et qu'est-ce qu'ils font dans ce paradis : ils copulent comme des bêtes. Résultat : dans la zone périphérique du Parc National des Cévennes, les dégâts sont de plus en plus importants : prairies, cultures, potagers retournés, murs de terrasses ancestrales détruites, érosion accélérée. Les cervidés, eux aussi plus

TRANSPORTS

• 4 ET 5 MAI : POUR UNE AUTRE POLITIQUE DES TRANSPORTS.

Un collectif réunissant de nombreuses grandes associations écologistes et environnementalistes (Jour de la Terre, Amis de la Nature, Bulle Bleue, Ecolo-J, Ecologie pour Paris, Ecologie-Energie-Survie, Fubicy, FNAUT, MNLE, MEI, MDB, Mouvement humaniste (une secte !), Rollermania, Tram 92, Les Verts...) organise à Paris et appelle à organiser ailleurs deux jours sur la politique des transports avec, le 4 mai, des marches, des animations, des promenades ponctuées d'animation, des convergences à vélos..., le 5 mai, des piqueniques. Ce week-end se veut revendicatif (en faveur des transports en commun, du vélo, des piétons...) et informatif (du genre : la moitié des transports en voiture font moins de 2 km !). Pour en savoir plus : Le Jour de la Terre, Lisbeth Berger, 18 rue de la Folie Méricourt, 75011 Paris.

• **PARIS : RELANCE DU RESEAU VERT.** Le réseau Vert proposant de redonner de la place aux piétons et aux vélos va-t-il enfin voir le jour à Paris ? Les dernières grèves ont permis de comptabiliser plus d'un million de vélos en circulation selon les chiffres de la Préfecture. Le

conseil municipal du 20ème arrondissement (gauche) a voté le 11 décembre le principe d'une grande consultation avec ses associations de quartier pour réactualiser les propositions de rues à fermer à la voiture. Il a voté un budget de 300 000 F pour faire cette concertation. Les six arrondissement de gauche ont accepté de suivre la démarche en janvier... tant et si bien que fin janvier, Jean Tibéri, le maire, a proposé le développement de deux axes Nord-Sud et Est-Ouest pour les cyclistes... mais pas avant 1999 ! Les élus écologistes vont multiplier les pressions pour éviter que ne se renouvellent les lamentables "pistes vertes" de Chirac (un simple coup de peinture verte pour délimiter une bande au milieu des couloirs de voitures). Contact : Denis Baupin, Les Verts, 107 avenue Parmentier, 75011 Paris, tél : (1) 43 55 10 01.

• AUTOROUTE LYON-TOULOUSE : LA DIAGONALE DU FOU.

Pour s'opposer au nouveau délire autoroutier en vue, des collectifs se sont mis en place tout au long du tracé Lyon-Toulouse pour demander le simple aménagement en deux fois deux voies de l'actuelle RN88 existantes. Contacts : Rhône : Sauvegarde des monts du Lyonnais, tél : 78 87 03 20 • Loire : Sauvegarde des cotéaux du Jarez, tél : 77 83 64 38

• Haute-Loire : Nature Haute-Loire, tél : 71 05 94 25
• Lozère : Non à la 2ème autoroute, tél : 66 32 31 20
• Région Midi-Pyrénées : UMINATE, tél : 61 33 50 88
Coordination : Nature Haute-Loire, 47 Bd Saint-Louis, 43000 Le Puy-en-Velay.

• RHIN-RHONE : CALENDRIER.

Les opposants ne désarment pas : après la manifestation du dimanche 31 mars à Dole, un colloque sur les transports se tiendra à Besançon le samedi 11 mai. Une nouvelle manifestation sera ensuite organisée à Besançon le dimanche 9 juin. Enfin, des marches seront organisées fin août - début septembre qui convergeront de Bourgogne, d'Alsace, de Franche-Comté, de Suisse, d'Allemagne vers le seuil de partage des eaux Rhin-Rhône pour un immense rassemblement. Renseignements : Saône et Doubs Vivants-WWF, 3 rue Beauregard, 25000 Besançon, tél : 81 81 30 72.

• VALLEE D'ASPE : DEVELOPPER LA GOUTTE D'EAU.

Eric Pétetin, locataire du gîte de la Goutte d'Eau, a reçu en début d'année sa quittance de loyer portant sur l'ensemble de l'année 1996... ce qui semble vouloir indiquer qu'il dispose d'au moins un an pour trouver une solution aux menaces

d'achat de l'ancienne gare par les communes qui veulent le faire partir. Pour étudier les possibilités d'aménagement et comment négocier pour rester sur place, un week-end de réflexion est organisé les 20 et 21 avril chez lui. Sont particulièrement invitées les personnes qui ont des expériences d'aménagement de locaux, de centres alternatifs ou ayant déjà eu des démêlés de ce genre entre locataires et propriétaires. Le reste du programme est inchangé (voir Silence n°201). Pour en savoir plus : Eric Pétetin, La Goutte d'Eau, 64490 Cette-Eygun, tél : 59 34 78 83.

• NANTES : PLACE AU VELO !

Trois associations nantaises, membres de la Fédération des usagers de la bicyclette, Fubicy, organisent le samedi 1er juin, à 14h30, place du commerce, à Nantes, une balade-manifestation à vélo pour demander la mise en place d'une politique de la ville favorable aux vélos. Une charte du vélo sera déposée à la mairie à cette occasion. Renseignements :
• Place au vélo, 18 rue Louis Lumière, 44000 Nantes, tél : 40 94 16 09
• Ecolo-J 44, 2 Bd de Launay, 44000 Nantes, tél : 40 71 82 66
• Association nantaise de défense de l'environnement, BP 847, 44020 Nantes cédex, tél : 40 12 49 73.

nombreux, écorcent les arbres. Malgré une multiplication par 5 depuis 1988 des prises de sanglier, les dégâts augmentent sans cesse, décourageant les agriculteurs et ceux qui mîsaiert sur le tourisme vert. Pendant ce temps, les chasseurs s'enrichissent par la viande du gibier.

Une association s'est mise en place pour contrer le pouvoir du lobby des viandards et proposer un retour à la normale : Collectif Cévenol pour l'équilibre raisonnable des gros gibiers c/o B Michaud-Soret, 48110 Saintw-Martin de Lansuscle, tél : 66 45 92 81. (correspondance Pierre et Annie Péguin)

LOT : DECHETS ULTIMES

Le site de Puy-Blanc sur la commune de Cambes,

dans le Lot, a été choisie comme centre de stockage de résidus ultimes (CDRU). Dans ce type de décharges (dites de classe 2), on retrouve principalement les machefers des usines d'incinération et des encombrants industriels en principe inertes... Le site visé est une ancienne tuilerie avec sa carrière d'argile attenante. Le risque de pollution de la nappe phréatique est important et cette eau s'écoulerait ensuite dans la rivière Célé puis dans le Lot. Depuis l'annonce du projet en août 95, plus de 3300 signatures ont été réunies contre le projet. Les communes concernées se sont prononcées contre le projet. Les opposants proposent de choisir une zone industrielle déjà polluée comme site de stockage alors que l'ancienne tuilerie

ne présente aucun danger. Elle dénonce également le choix d'utiliser les zones rurales pour stocker des déchets dont l'essentiel provient des villes alentours. D'autres communes du sud du département sont également visées : Cézac, Ste Alauzie, Pern, St-Paul de Loubressac, Belfort-du-Quercy. Pour en savoir plus : Du côté de Puy Blanc, 46100 Cambes, tél : 65 40 04 09.

PUY-DE-DOME : VOLCANS ET TOURISME

Giscard veut absolument ouvrir un Centre européen du Volcanisme dans le Puy-de-Dôme avec comme objectif d'attirer 500 000 visiteurs par an dans une des régions les moins polluées de France. Ce projet d'un coût estimé à 400 millions

de francs serait en grande partie enterré mais ouvrirait en surface un trou de 200 mètres sur 100 profond de 5 à 35 mètres. Les opposants ont déjà réuni plus de 10 000 signatures contre ce projet ruineux.

Contact : Comité de liaison pour la sauvegarde des volcans d'Auvergne, 63200 Riom, tél : 73 88 77 21.

ILLE-ET-VILAINE : ATELIER AU VERT

L'atelier galerie Yann Glénot propose un stage dessin en pleine nature pour adultes du 22 au 26 avril, près de Dol (35). Hébergement et repas prévus. Autre stage annoncé en été, en bord de mer. Contact : Yann Glénot, 28 rue Clémenceau, 35400 Saint-Malo, tél : 99 82 12 16.



EMPLOIS - OFFRES

- Ferme biodynamique cherche couple(s) d'éleveur(s) connaissant ou ayant envie de connaître biodynamie, homéopathie vétérinaire et autre mode de vie passant par le parler juste avec les animaux. Emploi non salarié, mais collaboration. Renseignements : Monique Marc, Ploch Redon, 34700 Les Salces Saint Privat, tél : 67 44 70 73.
- Cherche berger(e)s pour élevage caprin, ovin, bovin, équin en bio. Possibilité de contrat-formation, partenariat, intéressement. Contact : Association sauvegarde environnement gardois, Ferme Equestre des Garrigues, Mas de Cabrières, 30320 Marguerites, tél : 66 75 30 82.
- EYFA, European Youth For Action, à Amsterdam, cherche deux jeunes pour compléter son équipe de permanents. Attention, les candidatures doivent leur parvenir avant le 29 mars (téléphoner si nécessaire). Profils de postes :
 - un coordinateur pour les programmes d'échanges Est-Ouest. Le poste se passe pendant la moitié de l'année à Amsterdam, l'autre moitié en voyages. Il faut organiser des rencontres entre jeunes de différents pays, expérience antérieure dans une organisation internationale de jeunes appréciée, capacité à travailler de manière autonome, plusieurs langues parlées souhaitées.
 - un directeur administratif chargé de faire la liaison entre les différents salariés, d'assurer le suivi documentaire et les questions administratives, siège en permanence à Amsterdam.

- Bonne connaissance informatique, expérience dans autre organisation internationale, connaissances financières, anglais courant, bonne capacité d'animation de groupe. Salaire initial : 1200 NLG (soit environ 4000 FF), évolution par la suite. EYFA, PO Box 94115, 1090 GC Amsterdam, Pays-Bas, tél : 19 31 20 665 77 43, fax : 19 31 20 692 87 57.
- Apiculteur professionnel, suite à un accident du travail en 1994, j'ai dû arrêter mon activité. Je dispose d'un logement de 3 pièces, d'un bâtiment agricole, de savoir-faire, d'emplacement de ruches, d'une marque et d'un circuit commercial. Je propose à un jeune, homme ou femme, ou à un couple motivé et intéressé par la production biologique,
 - un essai gratuit de 6 mois en souhaitant à l'issue vendre mes bâtiments agricoles et le terrain (300 000 F),
 - une aide à la formation technique et commerciale.
 Références souhaitées. Michel Besson, Chemin de la Caronne, 83340 Le Luc.
 - Offre emplois de gardiennages un peu partout en France, stabilité de l'emploi garanti pour plusieurs générations (sauf éventuelle stérilité). Salaire motivant. Envoyer CV à : ANDRA, service recrutement, 1 rue Jean Monnet, 92290 Chatenay Malabry ou prendre rendez-vous au (1) 46 11 80 37 (à partir du 1er avril).
- ## EMPLOIS - DEMANDES
- Microbiologiste, expérience PME production et structure régionale de conseils et suivi des professionnels étudie toute proposition d'étude ou

d'emploi. J.L. Charriaux, 35 chemin des Romains, 34560 Montbazin, tél (soir) : 67 78 71 24.

OBJECTEURS

- Les Amis de la Terre, 38 rue Meslay, 75003 Paris, offrent 3 postes d'objecteurs à partir de mars 96 : un poste de documentaliste ou d'aide documentaire, un poste de secrétaire (connaissance traitement de textes), un poste de gestion administrative (courrier, classement, photocopies...).
- Le bureau éducation à l'environnement de la Ligue pour la protection des oiseaux de Lorraine, 11 allée des Aulnes, 57400 Sarrebourg, tél : 87 03 27 83, propose un poste d'objecteur de conscience pour de l'animation auprès de jeunes, assurer la coordination avec les adhérents lors des campagnes de protection (Faucan pélerin, Chouette chevêche, Busard cendré), et participer à la gestion courante (courriers, tél...).

RENCONTRES

- Je cherche à correspondre avec des individu-e-s, des assos... intéressés par l'autonomie conviviale, le troc, l'activité libre, la "vie à plusieurs", la gratuité... Les donneur-euse-s de leçon et les moralistes m'ennuient. Recherche également collections des revues Sexpol, Tankonolasanté, Marge, Gardes-Fous, Franck Buendia, La Josselière, 41360 Epulsoy.
- Réf 203-1. Je cherche à participer à un projet à venir ou à rentrer dans une structure existante, d'esprit libertaire, le plus végétarien possible, avec aussi une ouverture sur l'extérieur, avec vente de produits divers. Expérience en bâtiment, jardins paysagers. J'ai 45 ans. Ecrire au journal.
- Riom Ecologie, c/o Dominique Chermette, 19 route de Prompsat, 63140 Châtel-Guyon, tél : 73 86 01 79, cherche association dans une ville de taille similaire (20 à 30 000 habitants) pour développer un "jumelage écologique". Des échanges sur les expériences et les dossiers municipaux devraient permettre un enrichissement commun des connaissances. Des rencontres conviviales sont envisageables et souhaitables.

A VENDRE

- Vends 2,5 hectares futoies, accessible par route, à 20 km de Nioré (Deux-Sèvres). Tél : 49 33 36 26. Remy Boulet.
- Vends ou loue tipis (pour centre de vacances, de loisirs...), tentes trappeur, yourte de l'armée russe. Bon état. Prix intéressant. Tél : 53 81 18 42. Maryline.

VILLEGIATURES

- A louer pour les vacances : appartement meublé avec terrasse dans hameau campagne Haute-Savoie. 2 chambres, cuisine, salle de bains, 800 F la semaine. Possibilité location à l'année, 2000 F par mois, charges comprises sauf électricité. Tél : 50 77 53 47. Forget.
- Au cœur du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges, à 1000 m d'altitude, un terrain municipal d'un hectare accueille groupes et associations pour des séjours campés, rustiques et conviviaux, en harmonie avec la nature. Site pastoral en lisière de forêt, accès carrossable, aduction d'eau potable, calme garanti. Animations culturelles gratuites. Participation symbolique d'un franc par nuitée et par campeur. Contacts : Terrain de Camp du Remspach, Hubert Martin, 71a, rue du Hilsenfirst, 68610 Linthal.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement. Pour passer une annonce domiciliée au journal, joindre en plus, un chèque de 30 F. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe timbrée, écrire au crayon le numéro de l'annonce sur l'enveloppe puis glisser le tout dans une autre enveloppe que vous envoyez à Silence. Silence se réserve le droit de ne pas publier des annonces qui lui déplaisent.

VOICI NOTRE MANIÈRE DE CONJUGUER FUTUR ET NATURE.



Le Conseil régional prépare
l'avenir des générations futures.

La qualité de vie des habitants de la région passe par la protection des espaces naturels, et la préservation de la flore et de la faune. C'est nécessaire mais pas suffisant. Préparant l'avenir des générations futures, le Conseil régional Nord - Pas de Calais va plus loin. Pour éviter de laisser de nouvelles friches industrielles à nos enfants, le Conseil régional s'engage dans la voie de la diversification des énergies en faisant une large place aux énergies renouvelables. Celles-ci valorisent les potentiels locaux (vent, soleil, bois) mais aussi des compétences scientifiques et des savoir-faire industriels. Aujourd'hui, la filière des énergies renouvelables crée plus d'emplois que les filières traditionnelles. Concrètement, le Conseil régional finance la réalisation d'une centrale éolienne à Dunkerque. Il soutient aussi la création d'une usine de pales d'éoliennes à Douai. L'énergie éolienne est propre. Elle ne produit ni déchet, ni pollution, ni friches industrielles en fin de vie. Elle est l'un des symboles du développement durable.

Pour en savoir plus sur la politique
"Énergie" du Conseil régional,
écrivez à : Direction Énergie -
Environnement - Déchets
5, place Rihour - 59000 Lille

A NOUS DE JOUER !

RÉGION
NORD
PAS DE CALAIS
CONSEIL RÉGIONAL



SORTIR DU NUCLEAIRE

Tchernobyl... ...Superphénix



10 ans, ça suffit !

GREENPEACE

Réalités

DAMOCLES

SILENCE

CHARLIE HEBDO

CLER

L'Arantelle
des Cévennes



CONTRATON

Politis

Alternatives
Economiques

NON-VIOLENCE
ACTUALITE

Nature
Loire

ionix

Biomasse
Normandie

La lettre des
ÉCOLOGISTES



L'ACRONIQUE
DU NUCLEAIRE

Observez

LA GAZETTE
NUCLEAIRE

STOP MALVILLE

ALTERNATIVE
D'ÉNERGIE
L'impatient

wise-Paris

Les Européens contre Superphénix, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon - CCP 548 64 H

SORTIR DU NUCLÉAIRE

HORS-SÉRIE ■ AVRIL 1996

Ce hors-série a été coordonné par :

Les Européens contre Superphénix

9, rue Dumenge
69004 Lyon

Tél : 78.28.29.22 ■ Fax : 72.07.70.04

Revue et groupes ayant participé à la rédaction de ce hors-série :

- ACROnique, 18, rue Sarvognan-de-Brazza, 14000 CAEN
- Alternatives économiques, 39, rue du Sentier, 75002 PARIS
- Charlie Hebdo, 9, bis rue Abel-Hovelacque, 75013 PARIS
- Contratom, CP 65, 1211 GENEVE 11, Suisse
- Damoclès, BP 1027, 69201 LYON Cedex 01
- Gazette nucléaire, 2, rue François-Villon, 91400 ORSAY
- Greenpeace magazine, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 PARIS
- L'Impatient, 9, rue Saulnier, 75009 PARIS
- Non-Violence Actualités, BP 241, 45202 MONTARGIS Cedex
- Observez, BP 311, 47800 AGEN
- Politis, 2 B, rue Jules-Ferry, 93100 MONTREUIL-SOUS-BOIS
- Réalités de l'Ecologie, 33, route Bessières, 31240 L'UNION
- Silence, 9, rue Dumenge, 69004 LYON
- Stop Malville, 9, rue Dumenge, 69004 LYON
- Biomasse Normandie, 42, av. du 6 juin, 14300 CAEN
- Comité de Liaison Energies Renouvelables (CLER), 28, rue Basfroi, 75011 PARIS
- World Information Service on Energy (WISE), 31-33, rue de la Colonie, 75013 PARIS

Si vous désirez le diffuser,
vous pouvez le commander
à l'adresse ci-dessus au prix, port compris,
de : 15 FF l'exemplaire,
60 FF les 10 ex., 300 FF les 100 ex.

Chèque à l'ordre des
Européens contre Superphénix
(CCP 548 64 H LYON)

Ce numéro a été imprimé
à 60 000 exemplaires.

Dépôt légal à date de parution

Maquette P. Bouveret

POUR EN SAVOIR PLUS

Vous avez apprécié ce hors-série,
participez à la campagne "Sortir du
nucléaire" en :

- envoyant un don aux Européens contre Superphénix (CCP 548 64 H Lyon) ;
- en vous abonnant au bulletin Stop Malville (50 FF pour un an) ;
- en nous commandant du matériel de soutien.

La liste complète du matériel disponible et des ouvrages cités en référence vous sera envoyée contre une enveloppe timbrée à votre adresse.

Revue encartant ce hors-série :

- Arantelle des Cévennes, BP 30, 07140 LES VANS
- ContrAtom, CP 65, CH-1211 GENEVE, Suisse
- Observez, 19, rue Lantiez, 75017 PARIS
- La lettre des Ecologistes, 45, rue Parmentier, 16000 ANGOULEME
- Ionix, 8, rue des Ecoles, 68700 UFFHOLTZ
- Nature Loire, 4, rue Richelandière, 42100 SAINT-ETIENNE
- Les Réalités de l'Ecologie, 33, rue Bessières, 31240 L'UNION
- Silence, 9, rue Dumenge, 69004 LYON
- Stop Malville, 9, rue Dumenge, 69004 LYON

Revue participant à la promotion de ce hors-série :

- A Contre-Courant, 1, rue Hugo, 52100 BETTANCOURT-LA-FERREE
- Alternatives Non-Violentes, BP 27, 13122 VENTRABEN
- Bureau International de la Paix, Rue de Zurich, 41, CH-1201 GENEVE, Suisse
- Campagnes Solidaires, 17, place de l'Argonne, 75019 PARIS
- Coedra info, 5, rue des Camélias, 35133 PARIGNÉ
- ContrAtom, CP 65, CH-1211 GENEVE, Suisse
- Ecologie et Politique, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 PARIS
- Epines Dromois, 6, rue Marguerite, 26000 VALENCE
- Haute-Savoie Nature, 58, avenue de Genève, 74000 ANNECY
- Iguski Lore Uhaldia, 64220 UHART CIZE
- Info Crie-rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 VALENCE
- Info-uranium, 7, rue de l'Auvergne, 12000 RODEZ
- Isère Nature, 5, place Bir-Hakeim, 38000 GRENOBLE
- Nature Loire, 4, rue Richelandière, 42100 SAINT-ETIENNE
- Ortzadar, BP 28, 64990 MOUGUERRE
- Petit Tétras, 20, rue Croix-d'Or, 73000 CHAMBERY
- Rencontre, 7, rue Pierre-Magne, 24000 PERIGUEUX
- Rhône Nature, 32, rue Sainte-Hélène, 69001 LYON
- Rouge, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 MONTREUIL-SOUS-BOIS
- Rouge & Vert, 40, rue de Malte, 75011 PARIS
- Savoie Nature, 20, rue Croix-d'Or, 73000 CHAMBERY
- Sortir du nucléaire Vaud, CP 195, CH-LAUSANNE 9, Suisse
- Stop Essais, Bonneville, 12120 COMPLAGRANVILLE
- Stop Golfech, Maison des Associations, 108, bd de la Liberté, 47000 AGEN
- Témoignage Chrétien, 49, rue du Faubourg Poissonnière, 75009 PARIS
- Union Pacifiste, 66, bd Vincent-Auriol, 75013 PARIS
- Verts Contact, 107, av. Parmentier, 75011 PARIS

Le nucléaire, vous n'en reviendrez pas !

Quand des écologistes ont dit que la politique de la bagnole et du camion à tout prix allait asphyxier les villes, ça a peut-être fait sourire les ministres des transports successifs, amis des patrons de compagnies pétrolières et d'industriels de l'automobile, mais la réalité a donné raison aux écologistes. Nos villes sont aujourd'hui invivables, l'air qu'on y respire y est empoisonné. Cet empoisonnement rapporte à une poignée d'industriels, Monsieur Volkswagen, monsieur Peugeot, monsieur Shell, mais ruine les poumons de millions de citoyens. L'écologie avait raison, mais comme elle n'a pas réussi à convaincre, elle a perdu, et c'est elle qui est médiatiquement ridicule, et non les salopards qui s'enrichissent sur nos cancers du poumon.

Quand les écologistes ont dit que les réserves d'eau potable de la planète étaient menacées d'épuisement, les marchands d'engrais, les responsables d'usines fabriquant des nitrates, et autres industriels de la chimie ont haussé les épaules en ricanant qu'il y aurait toujours assez d'eau pour mettre des glaçons dans leur whisky, mais voilà qu'aujourd'hui même, la Bretagne connaît des problèmes d'eau potable...

Dans les années soixante-dix, quand la France a commencé à installer son parc nucléaire, quelques zozos ont prétendu que c'était une folie, déjà pour une raison simple : « *Nous n'avons aucune idée de ce que l'on peut faire des déchets.* » Comme la question des sources d'énergie est un problème majeur et directement politique, beaucoup de gens se sont saisis de cette contestation antinucléaire pour protester contre le pouvoir politique de l'époque. Pompidou d'abord, Giscard ensuite. Ce qui eut pour conséquence que beaucoup de couillonnades mélangées à pas mal de vérités ont été dites contre l'industrie nucléaire. Les experts d'EDF et du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) n'ont eu aucun mal à réfuter les couillonnades, et se sont tus quant aux vérités dérangeantes, ridiculisant la lutte antinucléaire à bon compte.

La publicité criminelle de la Cogema, « *l'énergie nucléaire, quand il n'y en a plus, il y en a encore* », présente les déchets comme un phénomène positif selon un processus pour le moins gênant : si les déchets sont riches en plutonium effectivement plein d'énergie, celui-ci dangereux, indestructible, est tout juste bon à faire des armes atomiques.

Je me souviens d'un excellent roman de Thierry Jonquet, numéro 2000 de la Série noire. Si j'ai bonne mémoire, il y était question d'un vieux qui vit des années dans son appartement HLM, sans jamais sortir les ordures de chez lui. Ça s'entasse, ça pourrit, il y en a partout, il dort dessus, c'est ignoble. Il paraît que c'est un comportement maladif que l'on rencontre chez certaines personnes. C'est également celui des responsables de l'énergie atomique. Sauf que les sacs poubelles sont radioactifs et que leur entassement menace toute la planète.

Les Allemands se sont payés une belle unité de retraitement. Mais les Verts sont puissants en Allemagne, et les normes de sécurité, sévères. Résultat : l'usine flambant neuve, restera fermée. Mais il faut foutre les déchets quelque part. Les Allemands ont regardé sur la carte, et ils n'ont pas eu besoin de chercher longtemps. Ils ont un voisin idéal dont les normes de sécurité sont calculées en fonction de ce que ça rapporte de ne pas en avoir. Un voisin chez lequel le mouvement écologiste a autant de poids qu'un poil de bidet. Et ce voisin, c'est la France. A Cadarache, zone à haut risque sismique, on va donc retraiter à tour de bras, et à La Hague, où attendent des tonnes de plutonium japonais, on va recevoir les déchets allemands.

Pourquoi ces questions, qui mettent en jeu la sécurité publique, ne sont-elles pas débattues publiquement au Parlement ? Pourquoi des activités civiles sont-elles traitées comme s'il s'agissait d'activités militaires frappées du "secret défense" ? De quel droit les responsables de l'énergie atomique se placent-ils au-dessus des règles du jeu démocratique ? Si vraiment il n'y a aucun problème et si l'on veut que les citoyens réagissent en adultes, il faut les informer totalement. Mais tout, au contraire, dans l'attitude du lobby nucléaire, laisse à penser que ce problème des déchets est très grave, aucunement résolu, et que moins les populations en ont conscience, mieux ça vaut. Peut-être la commission d'enquête parlementaire sur les sectes aurait-elle dû se pencher un peu sur la Cogema. Quand, dans leurs spots publicitaires, je les vois, déguisés en savants, au milieu de leurs tuyauteries, j'ai toujours un peu peur qu'ils nous préméditent une torréfaction ethnique. ▲

Le mythe de l'énergie propre

Le nucléaire, qui n'émet pas de gaz à effet de serre comme les centrales thermiques, serait une énergie écologique selon les publicités d'EDF. Mais on ne peut cacher que le nucléaire fuit tout au long de la filière, et l'on sait qu'il n'existe pas de seuil en-dessous duquel la radioactivité serait sans danger. La multiplication des sources de contamination, et leur accumulation dans le temps, accroît les risques d'altération génétique et de cancer.

Mines d'uranium et centres de traitement du minerai

Outre les pollutions communes à toutes les mines (poussières, bruit, modification du régime des cours d'eau), les mines d'uranium génèrent une pollution radioactive ; avec le radon, que respirent les travailleurs et qui se répand à l'air libre par les bouches d'aération ; dans l'eau, par les diverses opérations d'extraction et, notamment, par le lessivage par les pluies des stériles (tas de déchets d'extraction d'uranium laissés à l'air libre).

À la fin des années 70, les écologistes du Limousin mirent en évidence une augmentation du nombre de cancers dans le canton de Bessines où se trouvent de nombreuses mines. En 1988, une étude sur près de deux mille mineurs français, réalisée par la Cogema, propriétaire des mines, montre une mortalité par cancer du poumon et du larynx nettement plus forte que la moyenne française.

Centrales et installations nucléaires

Les centrales nucléaires sont autorisées à rejeter en permanence des effluents radioactifs gazeux ou liquides (du tritium principalement et une dizaine d'autres radioéléments) et des produits chimiques (chlorures, phosphates, ammoniac, chlore, acide borique, hydrocarbures), ainsi que d'importantes quantités d'eau chaude. Celle-ci détruit une bonne partie de la faune et de la flore tout en accroissant les effets de la pollution chimique. Le risque est accru quand le débit du fleuve est insuffisant (Golfech, Civaux...).

Les pollutions accidentelles sont courantes : multiples fuites au Centre d'études nucléaires de Grenoble, fuite de

plutonium dans la Loire à la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux (1980), contamination de 62 employés par une fuite d'iode radioactif à la centrale de Dampierre (1994)... Des rejets volontaires sont illégaux : Fessenheim (entre 1977 et 1984), Superphénix (présence de plutonium dans les sédiments du Rhône), Nogent-sur-Seine (excès de métaux lourds)...

En 1991, une enquête de la Commission des Communautés européennes a révélé que les déclarations des doses de radioactivité reçues par les travailleurs des centrales étaient sous-estimées, et qu'il existait de nombreuses fraudes à ce sujet, principalement lorsqu'il s'agissait des travailleurs provenant d'entreprises sous-traitantes.

Les lignes à haute tension

Les lignes à moyenne et basse tension peuvent être enterrées, mais pas celles à très haute tension générées par les centrales nucléaires. Outre le côté inesthétique, elles génèrent une pollution électromagnétique. Des éleveurs ont eu à souffrir de lourdes pertes dans des élevages et plusieurs études (étrangères) mettent en cause un risque accru de leucémies infantiles à proximité des lignes.

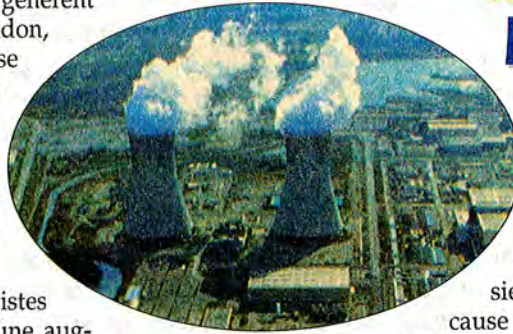
Le "traitement" des déchets

En 1983, une étude britannique révèle des taux anormalement élevés de cancers et de leucémie chez les enfants vivant dans le voisinage du centre de traitement des déchets de Sellafield (équivalent de l'usine française de La Hague). Une nouvelle étude parue en 1990, montre que ces maladies ont été induites par l'exposition, intense et répétée, des pères travaillant dans l'usine. En 1995, une étude française montre à son tour un surplus de cancers, à proximité du centre de La Hague.

La dissémination des sources nucléaires

Prés de 300 000 sources radioactives sont utilisées dans l'industrie ou la médecine. Ces sources sont recensées par l'OPRI, office de protection des rayonnements ionisants, service du ministère de la santé... mais aucun contrôle n'est effectué pour vérifier l'absence de pollutions. Ainsi, la CRIL-Rad a pu constater, en juin 1990, des doses d'iode radioactif dans la Garonne, en aval de Toulouse, qui prouvent des rejets provenant, probablement, des hôpitaux.

Il faudrait encore parler de la fabrication du combustible (Pierrelatte, Romans...), des transports... Vue la politique de secret qui domine en France, ces quelques exemples ne constituent que la pointe de l'iceberg. ▲



POUR EN SAVOIR PLUS

- *Nucléaire ? Non merci !*, coordonné par Henry Chevallier, co-éditions Utovie et Silence. Diffusé par Les Européens contre Superphénix (50 FF + port).
- *Le Rem*, bulletin d'information de la CRIL-Rad, Le Cime, 471 avenue Victor Hugo, 26000 Valence.
- "Radioactivité : les faibles doses", hors-série n° 5 de *Silence*.

Le mythe de la filière civile

Le nucléaire est comparable aux deux visages de Janus avec sa face éclairée : l'industrie électronucléaire et sa face obscure : la bombe atomique.

Lorsque les savants découvrirent la puissance de l'énergie développée par la réaction en chaîne de l'atome, à la fin des années 30, la seconde guerre mondiale approchant, ils comprirent très rapidement l'usage militaire de cette découverte. Ainsi Roosevelt, alors président des États-Unis, donna en 1941 le feu vert pour la mise en place du "Projet Manhattan" auquel participèrent nombre de têtes pensantes de la physique nucléaire qu'ils soient Américains, Canadiens, Anglais, et Français. Le résultat de ce projet est bien connu : le largage des bombes sur Hiroshima le 6 août 1945, puis ensuite sur Nagasaki 3 jours après. L'ère atomique débutait.

Dès cette époque, des savants tel Frédéric Joliot-Curie envisageaient déjà une double utilisation pour cette découverte : la bombe atomique et le réacteur nucléaire. Cependant, il faut bien reconnaître — comme le rappelle Jacques Attali dans son étude réalisée à la demande de l'ONU sur *l'Économie de l'apocalypse*, — qu'« au départ, la production d'énergie nucléaire civile n'était qu'un sous-produit involontaire de l'activité militaire »...

Au regard des "dégâts" causés par l'explosion de *Little Boy* sur Hiroshima et de *Fat Man* sur Nagasaki, quelques-uns des "pères" de la bombe ainsi que quelques hommes politiques réalisèrent le danger que pouvait présenter pour la sécurité mondiale le développement d'une telle arme... Ainsi, les Nations unies, nouvellement créées, établirent des propositions pour l'élimination des armes atomiques dans les arsenaux nationaux.

France : un demi-siècle de pouvoir nucléaire

En France le développement des applications de la fission nucléaire a été placé dès l'origine sous la houlette du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) créé en octobre 1945 par ordonnance du gouvernement provisoire. Le CEA est alors doté d'un statut d'exception : organisme "civil", sa première réalisation n'en est pas moins militaire : il s'agit de la pile Zoé, qui produit le premier plutonium français dès décembre 1949...

Depuis toute l'industrialisation de l'énergie nucléaire en France ainsi que le développement de la force de frappe se sont réalisés sous l'impulsion et le contrôle du CEA, et en dehors de tout débat un tant soit peu démocratique. ▲

Officiellement les États-Unis encourageaient de telles initiatives, espérant ainsi maintenir leur monopole nucléaire. Mais l'explosion de la première bombe atomique soviétique en 1949 vient ruiner ces illusions, d'autant plus que d'autres pays, comme la Grande-Bretagne et la France, développent, elles aussi, des recherches nucléaires. Aussi, les Américains prennent-ils conscience de la nécessité de faire des concessions. En 1953, le président Eisenhower prononce le célèbre discours "Atom for Peace" qui annonce au monde l'intention des États-Unis de diffuser les applications pacifiques de l'atome... Ils ouvrent ainsi la voie à la prolifération, car en l'état actuel des technologies, l'énergie nucléaire civilé fournit à tout utilisateur un accès possible à la production de l'arme atomique.

Toutefois, ce n'est qu'à partir du milieu des années 1960, que l'industrie nucléaire civile prit une certaine autonomie par rapport aux exigences du militaire et bascula progressivement dans une logique commerciale. Logique qui aurait dû conduire à une accélération du développement de l'énergie d'origine nucléaire, d'autant plus après la hausse du prix du pétrole en 1973-74... Cela n'a pas été le cas. Plusieurs accidents — de Three Miles Island à Tchernobyl — sont venus renforcer les exigences écologiques et de sûreté, qui, par contrecoup, ont renchéri le coût du nucléaire vis-à-vis des autres énergies. Ensuite on s'est également aperçu que nul ne savait que faire des combustibles irradiés qui commençaient à s'accumuler... Aussi, les programmes de construction de centrales ont alors ralenti presque partout — voire ont été arrêtés — sauf en France et en Asie. ▲

POUR EN SAVOIR PLUS

- CEA : un demi-siècle de pouvoir nucléaire, 1945-1995", dossier paru dans *Damocles* n° 67, 4^e trim. 95, 40 FF, c/o CDRPC, BP 1027 - 69201 Lyon cedex 01.
- *Les essais nucléaires français 1960-1996*, *Conséquences sur l'environnement et la santé*, Bruno Barrillot, CDRPC, 1996, 384 p., 180 FF (port compris).
- *Les déchets nucléaires militaires français*, Bruno Barrillot et Mary Davis, CDRPC, 1994, 384 p., 180 FF (port compris).
- *Économie de l'apocalypse. Trafic et prolifération nucléaires*, Jacques Attali, Fayard, 1995, 210 p.
- *La tentation nucléaire*, Marie-Hélène Labbé, Payot, 1995, 340 p.
- *Le cycle de la dissuasion (1945-1990). Essai de stratégie critique*, Alain Joxe, La Découverte/FEDN, 1990, 314 p.



I l paraît que le mode de production nucléaire est, pour l'électricité, le moins coûteux de tous : c'est EDF qui nous le rappelle régulièrement. Pourtant, partout ailleurs qu'en France — et qu'en Chine ! —, les programmes sont en panne et le marché des centrales thermiques, florissant.

Sous-estimation des coûts des déchets et des coûts d'un accident possible

On explique habituellement ce décalage au mode de calcul assez particulier retenu en France. En gros, on considère comme nul le coût du retraitement et de la gestion des déchets radioactifs : le retraitement parce qu'il a pour but d'extraire le plutonium, matière première militaire ; la gestion des déchets parce que, conformément aux habitudes prises par les économistes, ce qui se passe après la production n'est pas du ressort du producteur, mais de la collectivité. Il en est ainsi pour les bouteilles ou les sacs en plastique, pour les carcasses de voitures, les rejets de carbone ou les effluents nitrés. Certes, cela est en train d'évoluer quelque peu, au nom du principe "pollueur/payeur". Mais le coût de la pollution est calculé au plus juste, et se limite à ce que l'on peut mesurer effectivement : dans le domaine de la radioactivité, l'affirmation mille fois répétée qu'elle est totalement sous contrôle, et que le stockage est parfaitement maîtrisé, revient à ne comptabiliser que le coût direct, non le coût potentiel. Ce dernier terme désigne ce que la collectivité devrait supporter — comme indemnisation des victimes, manque à produire ou dégâts irréversibles sur l'environnement — au cas où le cycle nucléaire serait perturbé par des accidents. L'affirmation officielle est que l'accident est exclu.

Or ce n'est pas vrai. Même si la probabilité est faible — et souvent très faible car, c'est vrai, aussi bien EDF que le CEA ont multiplié les procédures de sécurité —, une probabilité faible n'est jamais nulle. Et une probabilité faible associée à un risque majeur donne quelque chose qu'aucun assureur n'est prêt à couvrir : Tchernobyl est l'exemple

même du risque inassurable. Lorsque les producteurs sont privés, comme aux États-Unis, le coût de l'assurance devient tellement prohibitif — et le comportement de prudence des sociétés d'assurance est tellement handicapant pour les producteurs — que le nucléaire devient nettement plus coûteux que là où, comme en France, le risque est assuré par l'État, lequel ne facture pas ses services...

Sous-estimation des coûts de démantèlement et de développement

Acette sous-estimation structurelle du coût de production, s'ajoute une autre sous-estimation : celle du coût de démantèlement. Les mêmes principes provoquent les mêmes effets. Les mêmes principes : d'abord l'absence de risque ; ensuite sa prise en charge implicite par la collectivité. Enfin, une bonne partie des coûts de développement — pour ne rien dire des coûts de recherche — a été prise en charge au titre de la recherche scientifique ou militaire, et n'a donc pas à être amortie.

Résultat : entre les estimations par le marché — aux États-Unis, en Grande-Bretagne — et les évaluations d'ingénieurs — en France ou en Allemagne —, une différence de l'ordre de 10 à 15 centimes par kwh produit. Cette différence, c'est ce que le contribuable accepte implicitement de payer, par le biais d'une socialisation des risques et des coûts environnementaux.

Les effets pervers de l'électricité nucléaire

En rester là serait cependant trompeur. Car, si le kwh d'origine nucléaire revient, en France, un tiers de moins que ce qu'il coûte officiellement aux États-Unis, ce n'est pas seulement pour des raisons de sous-évaluation administrative. L'électricité d'origine nucléaire possède une particularité : son coût est composé essentiellement de coûts fixes. Qu'une centrale tourne ou non, elle coûte à peu près la même chose. Ce qui signifie que, pour le producteur,

vendre un kwh de plus, c'est encaisser une recette supplémentaire sur laquelle un faible montant servira à couvrir des coûts supplémentaires. C'est au nom de cette logique qu'EDF exporte de l'électricité à 15 centimes, voire moins. En produisant trois-quarts de l'électricité à partir de nucléaire, EDF est totalement entrée dans cette logique des "économies d'échelle" : son intérêt est de vendre le plus possible : vendre 5 % de plus, c'est de gros gains en perspective, vendre 5 % de moins, c'est de grosses pertes en perspective. D'où le *forcing* permanent à la consommation, y compris dans les usages où il s'agit d'un gaspillage évident (chauffage électrique). Au contraire, dans les pays où le nucléaire ne représente que 20 à 30 % de la production (États-Unis, Grande-Bretagne), la demande supplémentaire ne peut être satisfaite que par du courant produit dans des centrales thermiques dont les coûts de fonctionnement sont, *grosso modo*, proportionnels aux quantités produites. Pas d'économie d'échelle possible, dans ce cas. Donc pas d'intérêt à vendre plus. Et même, parfois, un intérêt évident à modérer la consommation, car il peut arriver que celle-ci contraigne à construire des centrales inutilisées en dehors des heures de pointe. Dans ces conditions, certains producteurs d'électricité américains jouent la carte de la maîtrise d'énergie, en prenant en charge chez les usagers des travaux destinés à réduire la consommation : ils se remboursent sur les économies réalisées par le consommateur.

On voit donc les effets pervers de l'électricité nucléaire, qui pousse à la consommation alors qu'un développement durable impliquerait au contraire que l'on s'efforce de consommer moins. Il convient en outre de prendre en compte un autre effet pervers : le coût d'opportunité. En gros, l'équipement électronucléaire français (56 tranches, plus les lignes à haute tension, plus le retraitement à La Hague et la production du combustible) a coûté à la collectivité de 700 à 800 milliards de F, cristallisés en béton, acier ou ingénierie complexe. Cette énorme somme — une année entière d'investissements de toute l'économie française — a été prélevée pour l'essentiel dans les années quatre-vingt. Et, bien entendu, ce qui était dépensé là ne pouvait l'être ailleurs : c'est cela qu'on appelle un coût d'opportunité. Pas dépensé ailleurs ? C'est-à-dire dans la modernisation de l'industrie, dans la mise au point de sources alternatives d'énergie, dans la réduction des consommations, dans la formation des hommes, ou dans tout autre projet de développement collectif. Le résultat saute aux yeux : un système productif moins performant que chez nos concurrents, des investissements collectifs (logements, formation...) sacrifiés, bref un retard économique et social dommageable pour l'ensemble du pays et qui se traduit, notamment, par du chômage et de la pauvreté. Le choix massif du nucléaire a joué, dans les années quatre-vingt, le rôle que la guerre d'Indochine puis d'Algérie ont joué dans les années cinquante : une forme de gaspillage de richesses qui auraient pu être plus utiles ailleurs. Mais la grandeur a ses impératifs... ▲

Question capitale

En 96, peut-on encore soutenir les initiatives protégeant notre environnement ?

Oui, avec la NEF,
votre argent
finance

- la protection de l'environnement,
- l'agriculture écologique,
- la création de petites entreprises,
- les innovations sociales et culturelles

Alors, souscrivez à son
capital !

La Société Financière Coopérative de la NEF
procède à l'augmentation de son capital
(visa de la COB n° 95-320 du 1/08/95)

NEF
société financière

Bulletin à retourner à la Société Financière de la NEF • 46, rue de la Burge
03160 Bourbon l'Archambault • Tél. : 70 67 18 50

Je souhaite recevoir sans frais la notice visée par la COB
ainsi qu'une documentation sur l'activité de la NEF et les formules d'épargne.

M. - Mme - Melle
Adresse
Code Postal Ville
Tél. :

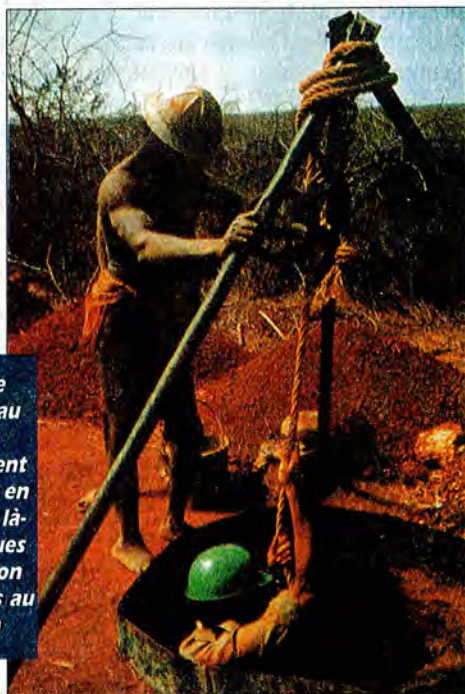
Le mythe de l'indépendance nationale

Ce n'est pas très charitable, mais on n'est pas là pour la charité. Notre vieux Giscard, qui fait se tordre de rire les habitués des Guignols, n'a pas toujours été, rappelons-le aux lecteurs les plus jeunes, un personnage ridicule. On le croira difficilement, mais il fut un temps où cet homme-là incarnait, aux yeux des Importants qui font l'opinion, toute l'intelligence française. C'était il y a quelques siècles, à une époque où, Giscard étant président de la République — si ! —, Raymond Barre se voyait intronisé meilleur économiste de France. Imaginez le désastre dans lequel nous serions aujourd'hui, si nous ne les avions pas eus.

Or donc, de son élection en 1974 jusqu'à sa chute en 1981, Giscard rêva une France nouvelle, moderne et décontractée, pacifiée et puissante, dotée pour comble d'une autonomie énergétique que le monde entier, tôt ou tard, nous envierait. Il s'agissait — mais qui oserait rappeler désormais certaines envolées de ce temps disparu ? —, de transformer la France en une Arabie Saoudite du nucléaire, sûre d'elle-même et dominatrice.

Pour ça, on a vu. Un triomphe pareil ne se rencontre pas tous les jours, en tout cas pas sous les sabots d'un cheval. Malgré les centaines de milliards de francs investis dans le nucléaire, la France reste très banalement un pays dépendant, en particulier pour son approvisionnement en uranium, sur quoi repose — on l'oublie, comme tout le reste — le merveilleux édifice nucléaire. Il y a seulement dix ans, au moment où Tchernobyl exprimait toute la belle puissance de l'atome, la France se la jouait tranquille. De l'uranium ? Mais il y en avait chez nous même, dans nos belles provinces métropolitaines. O belles mines de Bessines, Saint-Hippolyte ! En 1988, ces petites chéries produisirent pour notre confort moderne 3 394 tonnes d'uranium, pratiquement la moitié de nos besoins.

Giscard, Barre, mais aussi Mitterrand, Henu, Chevènement, pouvaient être fiers de leur patrie : nous voguions vers des horizons que n'atteindraient jamais, ni le Japon, ni les États-Unis, ni l'Allemagne. Et puis, la réalité se fit plus marâtre que prévu. D'un côté les gisements s'épuisaient, de l'autre le coût de production en France devenait de plus en plus exorbitant. De près de 3 400 tonnes en 1988, on passa à 2 149 en 1992, pour ne plus atteindre qu'autour de 1 000 tonnes l'an dernier. En 1999, notre grande nation ne produira plus sur son sol que 400 tonnes d'uranium, alors qu'il lui faudra au même moment environ 8 500 tonnes pour alimenter ses centrales. En somme, il suffira d'acheter 95 % de nos besoins en uranium à l'étranger pour être indépendant. Il fallait y penser.



Recherche d'uranium au Sénégal. Contrairement aux normes en vigueur ici, là-bas les tenues de protection sont limitées au minimum

La Cogema ne songe qu'à ça, et veille à diversifier, règle de base, ses approvisionnements. Nous achetons de l'uranium — la nucléocratie en achète sur notre compte collectif — à des pays aussi variés que l'Australie, les États-Unis, le Portugal, le Canada, la Chine, le Gabon et le Niger.

L'été dernier, au moment de la grande bagarre contre les essais français à Moruroa et Fangataufa, on a bien rigolé. Pardi ! Les Australiens, un peu gênés aux entournures, se découvraient nos fournisseurs d'uranium, à hauteur de 3 % de nos besoins, une misère. Et notre bon HiroChirac, qui connaissait ses chiffres, de proposer à Canberra de stopper ses livraisons si elle était aussi fâchée que ça de notre politique. On en resta là, car en vérité, pour rester dans le domaine anglo-saxon, ce n'était que *peanuts*. Tout autre est la situation des pays inféodés comme le Gabon et le Niger, chasse gardée française depuis les fallacieuses indépendances d'il y a trente-cinq ans. Comme vous n'aurez pas manqué de le constater, Omar Bongo, le potentat de Libreville, peut résolument tout se permettre avec la France, depuis l'importation de putes de luxe jusqu'à l'organisation de faits divers sanglants — n'entrons pas dans le détail — sur le sol français. Il est riche de pétrole ? Certes, mais aussi d'uranium, ce qu'on tait volontiers. Quant au Niger, notez plutôt l'extrême attention portée à la situation locale depuis le tout dernier putsch militaire. Bien difficile de savoir si la France est derrière les factieux ou si elle essaie de leur faire regagner les casernes. Mais l'uranium et nos honorables correspondants sur place de la Cogema, sont au cœur du touchant altruisme de notre diplomatie. Comment donc parvenir à l'indépendance sans détruire celle des autres ? La France est un beau pays. ▲



Superphénix, construit à Creys-Malville dans l'Isère, restera dans l'histoire comme le témoin le plus caricatural de l'enthousiasme délirant des pionniers du nucléaire et des scientifiques pour la surgénération. Celle-ci devait permettre une multiplication par 100 de la quantité d'énergie disponible, et donc, multiplier notre bonheur d'autant !

Une technique vite abandonnée

Le deuxième surgénérateur expérimental américain Enrico Fermi, de 80 mégawatts thermiques, ayant fondu partiellement en octobre 1966 et menaçant d'exploser pendant deux mois, les techniciens américains furent ramenés à une réalité plus modeste. Les Américains abandonnaient leur programme dans les années 70.

Les Français lançaient le leur. Après un essai sur le site militaire de Cadarache (Rapsodie mis en service en 1957), la crise pétrolière de 1973 provoque la mise en route d'un programme nucléaire ambitieux. Un surgénérateur est construit à Marcoule (280 MW, mis en service en 1973) immédiatement suivi par la mise en route du projet Superphénix (1200 MW, plans datant de 1973).

Mis en route le 6 septembre 1986, après dix ans de construction et de multiples manifestations (80 000 personnes, un mort et de multiples blessés le 31 juillet 1977), Superphénix a connu, depuis, tant de pannes qu'il a finalement consommé plus d'électricité qu'il n'en a produit (à l'arrêt, il consomme l'équivalent d'une ville de 40 000 habitants !).

Aujourd'hui, passé de « premier réacteur de la filière industrielle » à « prototype » puis en « laboratoire expérimental », Superphénix présente toujours les mêmes dangers : risque d'explosion ou d'incendie du sodium (5 000 tonnes), risque d'emballement nucléaire du plutonium (5 tonnes).

En 1991, le gouvernement britannique ferme son surgénérateur de Dounray. En décembre 1995, il arrête même son programme nucléaire (*The Economist* titre « *Nous y avons cru, nous avons eu tort !* »).

En Allemagne, le surgénérateur de Kalkar, de 280 Mw, entièrement construit, ne sera jamais mis en marche.

Trois surgénérateurs de faible puissance ont vu le jour en Russie. Un seul, de taille modeste, est encore en fonctionnement.

Seuls le Japon et la France continuent à dépenser des milliards.

Un gouffre financier

Le réacteur a déjà englouti plus de 50 milliards de francs et il en faudra au moins encore 20 pour l'arrêter. Comment se fait-il que dans ce monde où le marché règne sans partage, la réalité économique n'entraîne pas l'arrêt immédiat de Superphénix ? Comment EDF, avec près de 150 milliards de dettes, peut-elle se permettre de poursuivre l'expérience ?

Nous sommes dans une véritable dictature : celle des décideurs du CEA, le Commissariat à l'énergie atomique, qui a produit la bombe atomique sans qu'aucun débat n'ait eu lieu au Parlement. Le même CEA qui refuse de stopper Superphénix en se moquant de l'avis de la population.

La majorité de la France contre Superphénix

Un avis pourtant largement en faveur de l'arrêt de Superphénix : l'IPSN, Institut de protection de l'énergie nucléaire, organisme favorable au nucléaire, a réalisé deux sondages. Le premier, datant de janvier 1989, donnait déjà 40 % des Français pour l'arrêt du réacteur contre 30 % pour son maintien en activité. Le même sondage réalisé en septembre 1995 donne 53 % pour l'arrêt immédiat contre 23 % pour la poursuite.

Plus de 5 000 plaintes individuelles ont été déposées en 1994 et 1995 pour « mise en danger de la personne humaine ». Une vingtaine de communes suisses (dont Genève, Lausanne, Bâle...) ont porté plainte contre le gouvernement français.

Le 8 décembre 1995 se déroulait le plus grave accident du nucléaire japonais : un feu de sodium dans le seul surgénérateur du pays. Un surgénérateur 4 fois moins puissant que Superphénix. Il est à l'arrêt pour au moins deux ans et le gouvernement japonais a arrêté son programme. Faudra-t-il un accident majeur pour en finir avec Superphénix ? ▲

POUR EN SAVOIR PLUS

- *Superphénix, le dossier*, édité par les Européens contre Superphénix (30 FF. + port).
- *Livre jaune sur la société du plutonium*, Appel de Genève, éd. La Baconnière (Suisse).
- *Superphénix : histoire folle d'un monstre*, vidéo de 53 mn.
- *A l'ombre de Superphénix*, vidéo de 30 mn (Arte).

Accident dans une centrale PWR

La sûreté dans l'industrie nucléaire a, selon ses promoteurs pour but la protection de l'homme et de l'environnement face aux risques potentiels des installations, réacteurs, centre de retraitement, usine Melox...

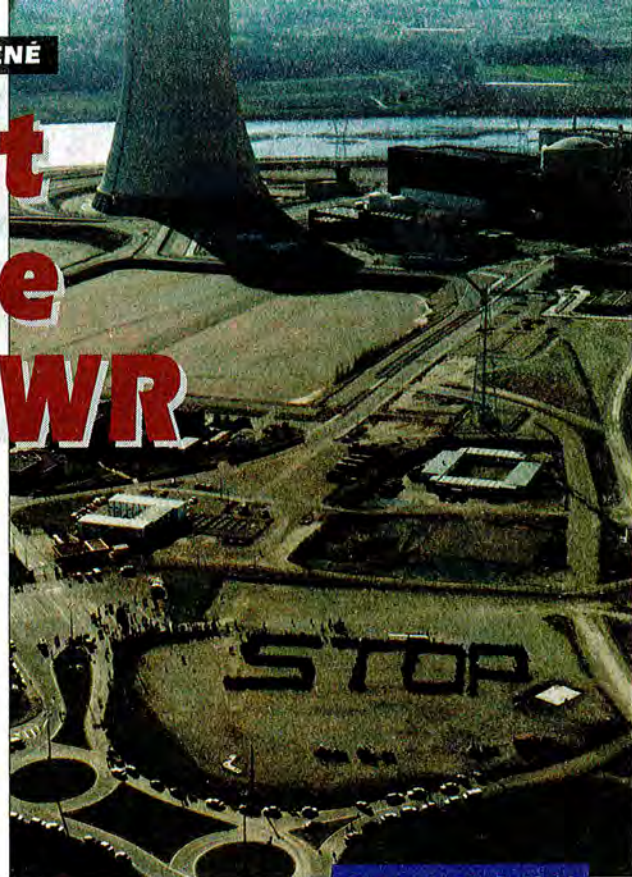
Les accidents font partie de la société industrielle. Mais avec le nucléaire l'accident industriel devient majeur. En effet, sa spécificité est de rendre un territoire, une installation inaccessible à l'homme pour un temps pouvant atteindre le siècle. Ce fait n'existe pour aucune autre industrie. Un coup de grisou dans une mine de charbon, une explosion de gaz détruisent, tuent, mais l'accès au site reste possible.

En 1957 à Windscale, en Angleterre un incendie du graphite et de l'uranium a conduit à la destruction d'un réacteur. Trente ans plus tard, quand la gravité de l'accident a été admise, on a pu dire que les rejets radioactifs ont provoqué des leucémies, des cancers de la thyroïde et qu'il a fallu plus de 10 ans pour partiellement décontaminer le site. Or il s'agissait d'un petit réacteur (70 MW). Windscale est devenu Sellafield pour que l'oubli soit plus facile.

En 1969 à Saint-Laurent-des-Eaux, en France, la fusion de quelques éléments combustibles a entraîné un an d'arrêt du réacteur, et 170 intervenants pour effectuer la réparation. En 1980 le même incident a entraîné 2 ans d'arrêt.

En 1979 Three Mile Island, aux États-Unis, une vanne coincée en position ouverte entraîne un dénoyage du cœur, une explosion hydrogène. Après plusieurs heures d'efforts et de manœuvres variées, le réacteur fut arrêté. Il a fallu plusieurs années avant de pouvoir pénétrer dans le bâtiment réacteur et visionner les dégâts. Si les rejets furent peu importants (l'enceinte de confinement a tenu), le réacteur est un déchet radioactif qu'on ne sait pas comment traiter, quinze ans plus tard.

En avril 1986, Tchernobyl en Ukraine, l'explosion dans un canal de réacteur entraîne sa destruction et la sortie d'un nuage ayant arrosé l'Europe entière. Dix ans après dans un rayon de 30 km tout est contaminé, 135 000 personnes ont été déplacées, des centaines d'enfants souffrent de cancers de la thyroïde, des maladies du système immunitaire affaiblissent les populations.



Centrale de Golfech
(Tarn-et-Garonne)

© VSDNG

Pour tous ces accidents, on a pu chiffrer la perte de production, le coût du démantèlement. On a ajouté la perte éventuelle de l'installation, le coût du déplacement de populations, coût qui se chiffre en milliards de francs.

Que risquons-nous en France ? Outre le cas de Superphénix traité dans la page précédente, les réacteurs à eau pressurisée sont affectés de défauts préoccupants : fissuration des tubes d'instrumentation des couvercles de cuve nécessitant leur remplacement, fissuration des tubes de générateurs de vapeur imposant leur changement, déféctuosité des barres de contrôle, vieillissement accéléré des aciers, etc. Par ailleurs, la pratique d'EDF consistant à soustraire massivement les opérations de maintenance augmente la possibilité de travaux mal suivis, mal exécutés.

Il est vrai que nous sommes dotés d'une autorité de sûreté qui a marqué des points, et qui a su s'ériger en contrôleur. Cependant trop de pressions pèsent encore sur la sûreté. Il faut que la DSIN (Direction de la sûreté des installations nucléaires) puisse arrêter une installation, s'il s'avère que les critères de sûreté l'exigent.

Le pays s'est engagé dans un programme démesuré, construit trop vite, ne laissant aucune place à une autre source d'énergie. L'importance du parc provoque une inertie considérable, introduit des délais énormes pour la mise en œuvre des modifications ou réparations incontournables.

Tchernobyl a servi d'aiguillon, souhaitons que la DSIN arrive à imposer une sûreté à la hauteur du programme français, sinon, nous risquons l'accident majeur et nous serons tous touchés. ▲

POUR EN SAVOIR PLUS

▪ Tchernobyl-sur-Seine, Hélène Crie et Yves Lenoir, Calmann-Lévy.

La Hague : pollution radioactive

Perdue à la pointe de la presqu'île du Cotentin (Manche), la Hague est plus connue pour son usine d'extraction du plutonium — pudiquement appelée usine de retraitement des combustibles irradiés — que pour la beauté de ses paysages.

L'usine de la Cogema — l'exploitant — est la plus grosse du monde. Elle traite les combustibles usés de 67 réacteurs nucléaires européens et japonais. C'est probablement aussi une des usines les plus polluantes, avec une autorisation de rejet en mer d'effluents radioactifs, près de 1 400 fois supérieure à celle d'un réacteur nucléaire.

Adjacent, le Centre de stockage de la Manche (CSM), géré par l'Andra (Agence nationale des déchets radioactifs), est le premier centre de stockage français. Avec 530 000 m³ de déchets radioactifs, le CSM est plus que plein et va être fermé. Il faudra le surveiller au moins 800 ans. Le contenu radioactif du site est très mal connu. Des documents internes à l'Andra ont permis à l'ACRO (association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest) de révéler que l'exploitant s'était dépêché de stocker dans des fûts périssables (non enrobés de béton), durant les cinq derniers mois d'exploitation, d'importantes quantités de plutonium. Le CSM fuit déjà. Cela est dû à une gestion hasardeuse et à quelques accidents.

La pollution du site

L'Andra surveille 126 piézomètres, qui permettent d'accéder aux nappes phréatiques, mais ils sont classés "secret nucléaire" : il est impossible d'obtenir la publication de la contamination en tritium des nappes, sauf en une dizaine de points. Avant 1986, les contaminations les plus marquantes variaient de 140 000 à 440 000 bq/l⁽¹⁾, alors que l'on trouve moins de 1 bq/l habituellement dans l'eau. Pourquoi cacher les résultats des mesures ? Peut-être de honte de devoir avouer que cette contamination par endroit dépasse d'au moins 3 fois les limites sanitaires françaises. La Cogema et l'Andra publient bien des bulletins d'information qui contiennent leurs résultats de surveillance. En comparant aux résultats remis aux autorités, l'ACRO a relevé 29 erreurs en 5 ans qui vont toutes dans le même sens : sous-estimer la contamination. Quelle confiance accorder aux exploitants ?

L'ACRO, doté d'un laboratoire, surveille régulièrement ce site. Le dernier bilan publié ne permet pas d'être optimiste : on retrouve un cocktail radioactif dans des lieux où, ni la Cogema, ni l'Andra, n'ont d'autorisation de rejets. Par

exemple, la rivière Sainte-Hélène, qui prend sa source sur le site nucléaire, charrie directement vers la mer du césium, du cobalt, du rhodium et du tritium, après avoir traversé villages et pâturages. Le tritium atteint des taux voisins de 500 bq/l contre 11 et 26 bq/l dans le Rhône, en aval des installations nucléaires. Quant au césium-137, que l'on trouve partout en France, à la suite des essais nucléaires atmosphériques et de Tchernobyl, à des taux ne dépassant pas généralement les 10 bq par kilogramme de sédiments secs, il pollue les boues de la Sainte-Hélène à des taux dépassant les 2 000 bq/kg par endroits.

Une dispersion inquiétante

Des mesures faites par l'ACRO chez des particuliers montrent que nous pouvons être inquiets. Le tritium de l'eau bu par les vaches se retrouve dans le lait avec un taux de transfert important, commençant là son voyage dans la chaîne alimentaire. La Cogema en a mesuré jusqu'à 480 bq par litre de lait. L'ACRO a détecté des éléments radioactifs artificiels dans des coquillages de Haute-Normandie, qui peuvent provenir de la Hague. Ces éléments sont entraînés encore beaucoup plus loin, au gré des vents marins...

L'ACRO demande la publication des résultats de toutes les mesures effectuées, et une étude de faisabilité sur la décontamination active des nappes phréatiques. Quant aux autorités de sûreté, sont-elles complices ou aveugles ? Il serait temps qu'elles exercent leur rôle et obligent les exploitants à prendre leurs responsabilités vis-à-vis de l'environnement. ▲

1) Le becquerel (bq) correspond à une désintégration par seconde. Compter le nombre de désintégrations par seconde, dans un litre d'eau, dues au tritium, permet de connaître la quantité de tritium dans cet eau. Le curie (Ci), ancienne unité, correspond à 37 milliards de bq.

POUR EN SAVOIR PLUS

- "L'état de l'environnement dans la Hague", *ACRONIQUE du nucléaire* n° 28 et suivant. ACRO, 18 rue Savorgnan-de-Brazza, 14000 Caen. Tél. 31 73 79 17. Adhésion : à partir de 100 F.
- *Cogema, la Hague : les techniques de production des déchets*, WISE-Paris, 31-33 rue de la Colonie, 75013 Paris. Pour comprendre ce qu'est le "retraitement" des déchets.
- *La presqu'île nucléaire*, Françoise Zonabend, éd. Odile Jacob. Une étude ethnologique de la région.

Les déchets nucléaires, un problème qui ne peut être enterré !

Si le fameux discours des "Atomes de la paix" d'Eisenhower date des années 50, ce n'est guère que dans les années 60 et même 70, que l'énergie nucléaire a pris une part importante dans la production électrique des États-Unis, de la Grande-Bretagne ou de la France. Pour les premiers réacteurs, la production d'électricité n'était qu'un sous-produit de la production du plutonium pour les bombes. Le programme électronucléaire a environ 25 ans et des milliers de tonnes de déchets derrière lui.

Le nucléaire c'est quelques années de confort électrique pour quelques millénaires de déchets nucléaires

Les programmes de stockage de déchets nucléaires sont plus ou moins bloqués ou retardés dans tous les pays. Aucun ne dispose d'un site d'enfouissement définitif. L'exemple le plus spectaculaire est peut-être celui des États-Unis. Le site de Yucca Mountain a été choisi en 1987, dans une zone quasi désertique. Dix ans de recherches et quelques milliards de dollars plus tard, on n'a jamais été aussi loin de la solution. En Allemagne, en Suisse ou en Angleterre, la bataille des déchets fait rage. En Corée, les opposants ont récemment réussi à faire échec à un projet de stockage dans une île.

On fait fréquemment allusion à ce sujet au syndrome NIMBY ("not in my backyard", "pas dans mon jardin"). Traduction : personne ne veut accepter les déchets d'un progrès dont tout le monde a été content de profiter. C'est à peu près la thèse qui est véhiculée par EDF et l'Andra (Agence nationale des déchets radioactifs). On accuse aussi parfois les antinucléaires de vouloir tuer le nucléaire par occlusion intestinale (constipation en termes plus directs...). Mais il n'y a rien de bien machiavélique là-dedans. Les populations défendent leur territoire, mais s'opposent également à une vision technocratique de notre futur commun. Si l'on n'a pas de solution pour les déchets nucléaires, il faut arrêter d'en produire. La bataille des déchets sera aussi la lutte contre le renouvellement du parc nucléaire.

En France, la presqu'île de La Hague reste l'épicentre de nombreux problèmes : d'une part, parce que l'Andra a fait preuve de son incompétence dans la gestion d'une décharge pour déchets de faible activité (le Centre de stockage de la Manche) ; d'autre part, parce que la Cogema (compagnie générale des matières nucléaires) voudrait

fidéliser nos clients étrangers (Allemands, Japonais, Belges, Suisses, Hollandais) en leur proposant de stocker leurs déchets de manière "temporaire". Nombreux sont ceux, en Allemagne, ou à Bruxelles, qui verraient d'un bon œil une "européanisation" rapide du problème des déchets nucléaires. Pourquoi ne pas les centraliser dans une France sensible aux arguments économiques du lobby nucléaire ?

L'ouverture des enquêtes publiques en vue de l'ouverture de "laboratoires" pour déchets de haute activité sera probablement un des événements marquants de 1996. Si les élus locaux des régions concernées (Gard, Haute-Marne, Meuse et Vienne) semble s'être rangés aux bons arguments (financiers) de l'Andra, il n'est pas sûr que les populations acceptent aussi facilement le futur radieux qui leur est proposé. Ils auront besoin de tous ceux qui pensent qu'il faut mettre un terme à la dangereuse expérience nucléaire.

Mais que faire des déchets déjà existants ?

« Mais les déchets sont là, il faut bien s'en occuper... » C'est l'argument massue pour nous faire avaler toutes les couleuvres. Oui, il faudra gérer ces millions de tonnes de déchets nucléaires, et ça prendra très, très longtemps. Mais il faut que toutes les mesures de gestion des déchets soient prises dans la perspective de l'arrêt des programmes nucléaires, non dans celle de sa perpétuation. Dans l'immédiat, il ne faut pas polluer d'autres sites, il faut stocker les déchets sur des sites déjà nucléarisés où — et ce n'est pas un argument démagogique — se trouve une main-d'œuvre qualifiée pour la surveillance. Il faut refuser toute solution irréversible. Une longue série de mensonges a ponctué ces cinquante ans d'histoire du nucléaire civil et militaire : nous ne voulons plus croire aux promesses rassurantes de ceux qui voudraient enterrer, au plus vite, des déchets qui resteront dangereux pendant des millénaires. ▲

POUR EN SAVOIR PLUS

- *La dignité antinucléaire*, de Martine Deguillaume, éd. Lucien Souny.
- *Les déchets nucléaires*, de Greenpeace/Wise, à paraître en mai 1996.

Tchernobyl : dix ans après

Le 26 avril 1986, un des réacteurs de la centrale nucléaire ukrainienne de Tchernobyl a explosé. Il est encore aujourd'hui bien difficile de connaître les conséquences de cet accident.

On estime à 9 millions minimum le nombre de personnes affectées par l'accident. 218 000 personnes, dont 93 700 Biélorusses, 84 200 Russes et 40 600 Ukrainiens ont dû déménager. En Ukraine, 2 millions d'enfants sur les 12 que compte le pays, vivent dans des zones très contaminées et 900 000 autres dans des zones à risques. En Biélorussie, ce sont au moins 500 000 enfants de moins de quatorze ans sur les 2,3 millions que compte le pays qui sont aussi en zone à risques. Enfin, en Russie, il y en a également 500 000.

Le nombre de cancers de la thyroïde chez ces enfants est en hausse rapide : on note déjà une multiplication par plus de cent dans le sud de la Biélorussie, et l'on s'attend à ce que la hausse se poursuive jusque dans les années 2005-2010.

L'Unicef a noté, depuis 1988, de nombreux dérèglements chez les enfants : désordre du système nerveux (+ 43 %), circulation (+ 43 %), digestifs (+ 28 %), génito-urinaires (+ 39 %), des os et muscles (+ 62 %), du sang (+ 24 %), anémie (+ 10 %), système endocrinien (+ 8 %), diabète (+ 28 %), défauts du cœur et circulatoires congénitaux (+ 25 %), tumeurs malignes (+ 38 %)...

Le groupe des *liquidateurs*, ceux qui ont participé aux travaux effectués sur le réacteur accidenté entre 1986 et 1990, présente un taux de leucémies élevé. Diverses maladies ont été détectées ainsi que des aberrations chromosomiques, précurseurs de leucémies et de cancers.

La morbidité de la population a augmenté : entre 1988 et 1992, en Ukraine, le nombre d'enfants en bonne santé a chuté de 51 % à 36 %. Elle est interprétée comme la conséquence d'une déficience immunitaire. En ce qui concerne les effets psychologiques, il faut être prudent. Les états dépressifs et anxieux sont fréquents, mais nous imaginons sans peine que la perte de biens, d'enfants ou d'amis, toujours présente lors d'une catastrophe quelle qu'en soit la cause, ainsi que les difficultés liées aux problèmes économiques, sont doublées, dans ce cas précis, de la crainte des conséquences à long terme de l'irradiation et de la contamination. Toutefois, la peur en elle-même est génératrice de maux physiques et, il demeure difficile dans ce domaine, de distinguer la cause de la conséquence.

Détection difficile

Hormis les régions très touchées des trois Républiques de l'Est, bien qu'un nombre substantiel de cancers puissent apparaître à cause de Tchernobyl, toute augmentation sera indétectable par rapport à l'incidence normale de cancers, sauf peut-être en Biélorussie. De surcroît, les études n'ont pas été rapides à se mettre en place. Ainsi, le programme international de l'OMS ne fonctionne que depuis 1991, soit cinq ans après la catastrophe et la collaboration entre le



A 200 m du sarcophage, 1 200 rem/heure fuient...

Photo © Les enfants de Tchernobyl

CIRC (Centre international de recherche sur le cancer à Lyon) et les trois Républiques n'a démarré qu'en 1992.

Contamination de l'environnement

Plus de 160 000 km² ont été très contaminés. Cela représente 30 % de la surface de la Biélorussie, 7 % de l'Ukraine... dont 40 % des forêts. En Russie, cela représente 57 000 km².

Les conséquences à l'extérieur de cette zone sont encore moins bien connues... Le nuage radioactif a déposé des particules radioactives dans toute l'Europe. Alors qu'après l'accident, des restrictions ont été imposées en Angleterre concernant l'abattage des moutons (qui mange de l'herbe contaminée), début 1996, les contrôles imposés sont toujours en place.

Conséquences économiques

Une grande partie du budget des trois Républiques est consacrée aux conséquences de Tchernobyl : 20 % pour la Biélorussie, 4 % officiellement pour l'Ukraine (mais 20 % officieusement) et 1 % en Russie, malgré la taille de ce pays.

Tout cela n'est qu'un début : un accident nucléaire dure décidément très longtemps. ▲

POUR EN SAVOIR PLUS

- *La vérité sur Tchernobyl*, de Grigori Medvedev, Albin Michel.
- *Tchernobyl, une catastrophe*, de Bella et Roger Belbeoch, Allia.

Et Malville explosa !

Superphénix la centrale de Creys-Malville (38), présente de grandes possibilités de scénarios-catastrophes. Espérons qu'il ne s'agira que de scénarios...

Plutonium : comme une bombe atomique !

A la différence des autres types de centrales nucléaires, le combustible des surgénérateurs n'est pas disposé dans la configuration la plus réactive. Divers scénarios d'accidents possibles pourraient amener à un emballement du réacteur, une "excursion de puissance". Même en admettant que la puissance de cette première explosion ne fasse pas céder le confinement, il est possible que celle-ci, après avoir soulevé la moitié du combustible contre le couvercle de la cuve, la laisse retomber sur le reste pour former une masse de plutonium suffisamment importante pour générer une véritable petite explosion atomique. Il est évident qu'aucune enceinte au monde ne peut retenir des puissances de cet ordre de grandeur. Une donnée n'est pas claire : la résistance du confinement de Superphénix (800 mégajoules) a-t-elle été calibrée pour correspondre aux calculs de l'accident maximal, ou le calcul a-t-il été fait dans l'autre sens ? Selon les calculs de plusieurs spécialistes des surgénérateurs, l'énergie dégagée pourrait être bien plus grande.



Action à Genève contre la centrale japonaise de Monju

Argon : les mystères de Phénix

Dès 1989, le réacteur Phénix, prédécesseur de Superphénix, a été le siège de variations brutales et inexplicables de réactivité. Depuis lors, toute l'activité de ce fleuron de la technique "CEA" (Commissariat à l'énergie atomique) a consisté en recherches vaines sur leurs causes. D'abord, on a pensé qu'une bulle d'argon avait pénétré dans le cœur du réacteur, malgré les filtres prévus pour le retenir. Une telle bulle, en chassant le sodium d'une partie du cœur, pourrait (le CEA l'a avoué publiquement à l'époque) induire une augmentation de réactivité suffisam-

ment brutale pour provoquer une "excursion" nucléaire (c'est encore un danger particulier aux surgénérateurs). Tout en disant que cela n'avait aucune incidence sur la sûreté de Superphénix, le CEA a immédiatement changé tous les filtres sur les deux réacteurs.

Hélas ! Quelques mois plus tard, les variations reprenaient. Cette fois-ci les spécialistes optaient pour un autre scénario-catastrophe : si les barres de combustibles se déforment, même de façon minimale, leur rapprochement les unes par rapport aux autres peut aussi provoquer un emballement... Mais quelques années d'essais et quelques millions plus tard, les experts n'ont toujours pas pu vérifier quelles sont les véritables causes de l'inquiétant phénomène. Peut-être que si, un jour, Superphénix monte à pleine puissance nous le découvrirons.

Sodium : un fluide dangereux

Depuis vingt ans les opposants le rappellent : le sodium prend feu au contact de l'air et explose au contact de l'eau. Un feu de sodium peut fondre l'acier et même traverser le béton. Il y a 5 000 tonnes de sodium à Malville alors qu'on ne sait pas comment éteindre un feu de plus de quelques centaines de kilos. Entre-temps, la centrale solaire d'Almeria a été entièrement détruite par un feu de sodium, et pratiquement, tous les surgénérateurs au monde ont subi des fuites et des feux de sodium. Le 8 décembre 1995, le tout nouveau surgénérateur de Monju a subi une fuite, et un feu majeurs, qui a fondu des structures en acier. Il est hors d'usage pour quelques années : il a liquéfié sa réputation dans l'opinion japonaise. La France disposait d'un grand expert des feux de sodium. Malheureusement, le 31 mars 1994, il a été écrasé par cent mètres carrés de béton, suite à l'explosion d'une centaine de kilos de sodium du petit surgénérateur Rapsodie à Cadarache (04).

Malville explosera-t-il?

Il n'est pas inutile de continuer : les fissures d'une cuve incontrôlable, les tremblements de terre non pris en compte, les erreurs humaines chaque fois au rendez-vous des pépins graves. De toute façon, l'accident réel serait sans doute encore autre chose à laquelle personne n'a jamais songé. Quand on a affaire avec une machine unique en son genre, d'un million de pièces...

Tout calcul des probabilités d'un accident s'est révélé illusoire. Même si celles-ci étaient très petites, il resterait criminel d'exposer, sans nécessité, la population à un accident aux conséquences aussi catastrophiques. ▲

POUR EN SAVOIR PLUS

- *Superphénix : le dossier*, ouvrage collectif diffusé par les Européens contre Superphénix (30 FF + port).
- *Le Dossier Creys-Malville*, Philippe Bach, éd. Slatkine, Genève.

Liste des 103 groupes adhérents aux Européens contre Superphenix et co-signataires de ce hors-série

(liste arrêtée au 10 mars 1996. Classement par ordre croissant de département)

- **CADENA**
Chantal Girard, Bat. L, 140, Bd de Brou, 01000 BOURG-EN-BRESSE
- **LE GRAIN DE SEL**
Bruno Cottier, Les Vernes 1, Lancras, 01200 BELLEGARDE-SUR-VALESERINE
- **EOLE**
Laurence Houpert, Vollien, 01300 CUZIEU
- **HUTIPI**
Ferme de Lachat, 01260 LE GRAND ABERGEMENT
- **NATURE ET PROGRES 05**
Robert Chahinian, HLM Beaugregard, Bat L1, Apt 42, 05000 GAP
- **FLOREAL**
Pascal Valde, 13, rue Fabre-d'Eglantine, 11300 LIMOUX
- **RESEAU URANIUM**
7, rue de l'Auvergne, 12000 RODEZ
- **CUN DU LARZAC**
Hervé Ott, 12100 MILLAU
- **LUCANE**
Luc Lesquir, Le Patus, 12240 VABRE-TIZAC
- **FARE SUD**
1, bd Marcel-Parraud, 13760 SAINT-CANNAT
- **COMITE STOP MALVILLE/AIE 17**
13, rue Frédéric-Mistral, 17000 LA ROCHELLE
- **CORI INFORMATIQUE**
Villeneuve-de-Forges, 17290 AIGREFEUILLE
- **LES VERTS CORREZE**
Philippe Bernis, 31, rue de la Barrière, 19000 TULLE
- **CRISE**
Ancien presbytère, 23340 FAUX-LE-MONTAGNE
- **RAAP**
7, rue Pierre-Magne, 24000 PERIGUEUX
- **LES VERTS HAUT-DOUBS**
Au Village, 25210 LE BARBOUX
- **VERTS FRANCHE-COMTE**
5, rue du Crêt, 25300 LES FOURGS
- **LES VERTS DROME**
Dominique Allain, 18, rue Henri-Fabre, 26000 VALENCE
- **FORUM PLUTONIUM**
Jean-Pierre Morichaud, Les Oliviers, 26110 VENTEROL
- **SEPNB**
BP 32, 186, rue Anatole-France, 29276 BREST CEDEX
- **SOLEIL LEVAIN**
Bernadette Boivin, 65, Faubourg du Soleil, 30100 ALES
- **ROUGE ET VERT ILLE-ET-VILAINE**
François Prévost, 10, rue Hippolyte-François, 35000 RENNES
- **SCARABEE BIOCOOP**
57, bd Voltaire, 35000 RENNES
- **SARL PRODUITS HERVE**
Rue de la République, 36700 CLION
- **LES VERTS TOURAINE**
BP 1247, 37012 TOURS Cedex
- **ASPIE**
Alain Moreau, La Guettrie, 37370 CHEMILLE-SUR-DEME
- **FRAPNA ISERE**
5, place Bir-Hakeim, 38000 GRENOBLE
- **LES VERTS ISERE**
4, place Saint-Eynard, 38000 GRENOBLE
- **LA CLE DES CHAMPS**
41 bis, rue de l'Abbé Grégoire, 38000 GRENOBLE
- **POUR UNE ALTERNATIVE SYNDICALE**
3 bis, rue Clément, 38000 GRENOBLE
- **VERTS SAINT-EGREVE**
Hélène Paumier, 50, domaine Saint-Hugues, 38120 SAINT-EGREVE
- **AIRE**
Foyer Henri-Barbusse, 38150 ROUSSILLON
- **LES VERTS LOIR-ET-CHER**
BP 12, 41150 OUZAIN
- **MDPL**
142, rue des Alliés 42100 SAINT-ETIENNE
- **ALCM**
Claire Habauzit, 5, rue Chaussade, 43000 LE PUY
- **AVERSE**
1, Le Pier, Trevas, 43600 LES VILLETTES
- **BASSE-LOIRE SANS NUCLEAIRE**
Philippe Bonnet, 41, rue de Vincennes, 44600 SAINT-NAZAIRE
- **STOP GOLFECH**
Maison des Associations, 108, bd de la Liberté, 47000 AGEN
- **SEFANSO LOT-ET-GARONNE**
Jean Blanc, 47220 FALS
- **NATURE ET PROGRES LOZERE**
Le Veyrassi, 48160 SAINT-HILAIRE-DE-LAVIT
- **MOUVEMENT ECOLOGIQUE DE L'ANJOU**
Maison de l'écologie, rue Lemeignan, 49150 BAUGE
- **LA SOURCE**
Local Sernam, 49400 SAUMUR
- **LES VERTS BASSE-NORMANDIE**
1, La Houchardière, 50200 COURCY
- **MANCHE NATURE**
5, rue Paul-Letarouilly, 50200 COUTANCES
- **LES VERTS HAUTE-MARNE**
1, chemin de l'Eglantine, 52100 SAINT-DIZIER
- **LES VERTS MAYENNAIS**
Claude Gourvil, 142, rue Bernard-Lepeccq, 53000 LAVAL
- **LES VERTS MOSELLE**
9, rue de la Garde, 57000 METZ
- **LES VERTS NORD-PAS-DE-CALAIS**
30, rue des Meuniers, 59000 LILLE
- **DUNKERQUE ECOLOGIE**
BP 105, 59942 DUNKERQUE Cedex 2
- **COMITE ANTI-POLLUTION**
27, rue des Poilus, Malo-les-Bains, 59240 DUNKERQUE
- **NORD NATURE ARRAS**
Jacqueline Ista, 5, rue des Erables, 62000 DAINVILLE
- **BIOCOOP**
17, rue T. Gautier, 65000 TARBES
- **TARBES ECOLOGIE**
56, rue Larrey, 65000 TARBES
- **DOUCEUR ET HARMONIE**
"El Faïg", 66230 SERRALONGUE
- **LES VERTS ALSACE**
1, quai Saint-Jean, 67000 STRASBOURG
- **MOUVEMENT ECOLOGIQUE INDEPENDANT**
Antoine Waechter, 26, rue de l'Est, 68100 MULHOUSE
- **LES VERTS ALSACE**
18, rue des Cédres, 68700 CERNAY
- **LES VERTS RHONE**
23, rue Sergent-Blandin, 69001 LYON
- **COMITE MALVILLE DE LYON**
9, rue Dumenge, 69004 LYON
- **FRAPNA REGION**
32, rue Sainte-Hélène, 69002 LYON
- **LES VERTS RHONE-ALPES**
M^{me} Thivolle, 26, av. Roger-Salengro, 69100 VILLEURBANNE
- **VIVRE VERT VILLEURBANNE**
31, rue Cervais-Bussière, 69100 VILLEURBANNE
- **PHEBUS**
Marc Jedliczka, Les Nioules, 69170 LES SAUVAGES
- **INFO VIE**
Adèle Nesme, Le Charnay Lantignié, 69430 BEAUJEU
- **LES VERTS ET APPARENTES. CONSEIL REGIONAL RHONE-ALPES**
78, route de Paris, BP 19, 69751 CHARBONNIERES Cedex
- **LES VERTS SAONE-ET-LOIRE**
17, rue Blanche, 71120 CHAROLLES
- **MAN SAONE-ET-LOIRE**
Patrick Hubert, Les Teppes, 71260 SAINT-GENGOUX-DE-SCISSE
- **LES VERTS SAVOIE**
34, rue Dacquim, 73000 CHAMBERY
- **VIVRE EN TARENTEAISE**
Alain Machet, Le Villard Dessous, 73210 LANDRY
- **ASDER**
BP 45, 73230 SAINT-ALBAN-LEYSSE
- **MOUVEMENT ECOLOGIQUE DE LA HAUTE-VALLEE DE L'ARVE**
1565, route du Crêt Saint-Martin, 74700 SALLANCHES
- **LES AMIS DE LA TERRE**
38, rue Meslay, 75003 PARIS
- **O' RACINES**
28, rue Petrelle, 75009 PARIS
- **GREENPEACE**
28, rue des Petites-Ecuries, 75010 PARIS
- **LES VERTS**
107, avenue Parmentier, 75011 PARIS
- **AREV**
40, rue de Malte, 75011 PARIS
- **FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT**
57, rue Cuvier, 75231 PARIS Cedex 05
- **LES VERTS DE HAUTE-NORMANDIE**
7 bis, rue de Buifon, 76000 ROUEN
- **ECOLOGIE POUR LE HAVRE**
Pierre Dieulefait, 111, avenue Gérard-Philippe, 76610 LE HAVRE
- **AQUAREM**
Place Henri-Dunant, 78200 MANTES-LE-JOLIE
- **LES VERTS PICARDIE**
BP 124, 80093 AMIENS Cedex 3
- **NATURE ET PROGRES VAR**
Michel Pizzole, Les Magnolias, Parc de la Chartreuse, 83000 TOULON
- **LES VERTS 85**
La Grangimare, 85310 LA CHAIZE-LE-VICOMTE
- **ECOLOGIE 86**
Marianne Schwitzgubel, 4, rue de la Chanterie, 86000 POITIERS
- **APNEV**
45, rue Aubeniaux, 86320 MAZEROLLES
- **COLLECTIF PAIX ET LIBERTE**
Bernard Bogusz, 37, rue de la Boucherie, 87000 LIMOGES
- **LES VERTS LORRAINE**
Joelyne Prudhon, 127, rue Michelet, 88130 LES CHARMES
- **LES VERTS VOSGES**
Hervé Boyé, 1, rue Saint-Nicolas, 88300 NEUFCHATEAU
- **CRUI-RAD NORD FRANCHE-COMTE**
M. Pellegrinelli, 55, Grande rue, 90300 VETRINGNE
- **LCR**
2, rue Richard-Lenoir, 93100 MONTREUIL
- **LES VERTS VAL-D'OISE**
33, avenue de la Grouette, 95000 CERGY
- **LES NOUVEAUX ECOLOGISTES**
BP 4, 95130 FRANCONVILLE
- **PLAGE**
Arenbersir, 10-A 5020 SALZBURG, Autriche
- **GEWALTFREIE AKTION KAISERAUGST**
CH-4410 LIESTAL, Suisse
- **SORTIR DU NUCLEAIRE VAUD**
Christain Van Singer CP 195 CH-1000 LAUSANNE 9, Suisse
- **PSR IPPNW MPE**
Jacques Moser, Postfach CH-1040, BASEL, Suisse
- **CONTRATOM**
CP 65, CH-1211 GENEVE, Suisse
- **GREENPEACE SUISSE**
CP 276, CH-8026 ZURICH, Suisse
- **GRUPS DE CIENTIFICS I TECNICS**
PER UN FUTUR NO NUCLEAR
PO BOX 10095, E-08080 BARCELONA, Espagne
- **GLI EUROPEI CONTRO IL SUPERPHENIX**
Sede c/o Assopace, via Perrone, 3 bis, I-10122 TORINO, Italie
- **MOUVEMENT ECOLOGIQUE**
6, rue Vauban, L-2663 LUXEMBOURG
- **LES EUROPEENS CONTRE SUPERPHENIX**
Hans Thomas, Straße, 30, D-71636 Lugwisburg, Allemagne

Liste des principaux groupes sympathisants aux Européens contre Superphenix

(liste arrêtée au 15 mars 96)

- 01 - HELIANTHE
- 02 - LES AMIS DE LA TERRE AISNE
- 04 - UDUN 04
- 04 - LES VERTS 04
- 04 - CRUI-RAD DES ALPES-DU-SUD
- 05 - LES VERTS HAUTE-ALPES
- 06 - OPEN MEDITERRANEE
- 12 - STOP ESSAIS
- 13 - COOPCINELLE
- 16 - LES VERTS CHARENTE
- 21 - MAN COTE-D'YOR
- 22 - LES VERTS PAYS DE GUIGAMP
- 32 - ENDE DOMAN
- 33 - CPDE
- 33 - SEFANSO
- 34 - CIEPAD
- 34 - ASPECTS
- 35 - LA POTION MAGIQUE
- 38 - VIVRE A CHAPAREILLAN
- 38 - GRESIVAUDAN SUD ECOLOGIE
- 40 - SEFANSO LANDES
- 40 - SESAME
- 41 - MAN LOIR-ET-CHER
- 43 - SOS LOIRE VIVANTE
- 44 - ECOLO J 44
- 44 - SEPNB
- 52 - NATURE HAUTE-MARNE
- 54 - TESLA
- 59 - GROUPE NON-VIOLENT LOUIS LECOIN
- 63 - AEDELEC
- 64 - NATURE ET PROGRES
- 67 - ASSOC PROTECTION DE LA FORET DU RHIN
- 68 - CLUB NATURE ET PATRIMOINE
- 69 - CRIC 69
- 69 - STOP ESSAIS
- 69 - LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
- 69 - ALTERN INFOS
- 69 - LIANE
- 69 - RETOUR A L'HEURE MERIDIENNE
- 70 - LA CHENEVIERE
- 71 - AUTUN MORVAN ECOLOGIE
- 71 - GIANA
- 71 - COMITE DPT DE PROTECTION DE LA NATURE
- 75 - FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE
- 75 - LIFPL
- 75 - MAN
- 77 - PROVINS ECOLOGIE
- 81 - L'ATTITUDE TERRE
- 82 - ASSOCIATION POUR UN MONDE ECOLO
- 93 - CITOYENS POUR LA PAIX
- 93 - LAB'ORTHO EUROPE
- A - FRIENDS OF THE EARTH AUSTRIA
- CH - CENTRE MARTIN LUTHER KING
- I - MOVIMENTO VERDE ALTERNATIVO
- I - AZIONE NON VIOLENTA
- I - WWF ITALIA

Non à Tchernoland !

Huit scénarii pour décrocher



La France est le pays le plus nucléarisé du monde, mais, contrairement à ce qu'on veut nous faire gober, ce n'est pas inéluctable.

Photo Maloin

Depuis des années, EDF nous gonfle avec sa propagande : « Énergie = électricité. Le nucléaire couvre plus des trois-quarts de nos besoins en électricité. Sans nucléaire, plus d'électricité, donc plus d'énergie. » Conclusion simpliste : « Le nucléaire, on ne peut plus s'en passer. »

Voici deux ans, à la demande du ministère de l'environnement et de l'Agence de la maîtrise de l'énergie, l'Inestene⁽¹⁾, un institut de recherche indépendant, a pondu un rapport, baptisé *Détente*, comprenant huit scénarii décrivant comment nous pourrions nous passer du nucléaire, sans que cela entraîne une augmentation de la production de gaz carbonique (évitant ainsi une aggravation de "l'effet de serre"). Un des scénarii estime que notre pays pourrait sortir du nucléaire vers 2010 !

En douceur, sans prévoir l'arrêt des centrales avant la fin de la durée de leur vie : leur exploitation est programmée pour vingt-cinq ans (à condition qu'il ne se produise pas de catastrophe avant !). Il s'agit d'entreprendre la substitution des réacteurs nucléaires et des combustibles fossiles par des énergies propres et renouvelables : le photovoltaïque (production d'électricité à partir du rayonnement solaire), l'habitat bioclimatique (diminution des coûts de chauffage), le bois (le gaz carbonique émis par sa combustion sera absorbé par les végétaux qu'il faudra bien gérer), l'énergie éolienne, hydraulique, la biomasse, etc.

D'autre part, il faudra arriver à modifier notre comportement d'achat de véhicules et repenser les systèmes de transports, lesquels représentent les deux tiers de la consommation de pétrole et sont ainsi, responsables de 40 % des émissions de gaz carbonique.

Ce scénario est optimiste, les raisons d'abandonner le nucléaire sont évidentes, mais il faudra compter avec le

très puissant lobby pro-nucléaire, qui exerce une pression soutenue sur les élus locaux en leur faisant miroiter de nombreuses créations d'emplois, grâce à l'installation de centrales, ainsi que de juteuses taxes professionnelles...

Mais aussi avec nous-mêmes, car nous devons changer nos petites habitudes de consommation quotidienne.

Selon une étude du Boston Center de l'Institut de l'environnement de Stockholm, fondée sur les estimations de croissances économique et démographique, un entêtement de notre fonctionnement énergétique actuel provoquera une situation aberrante dans les années 2030 : dans le monde, nous serions contraints de construire une centrale au charbon de 1 000 MW tous les deux jours et une centrale nucléaire toutes les huit semaines ! Alors, 2010, an zéro après le nucléaire ? Encore un effort ! ▲

1) Institut d'évaluation des stratégies sur l'énergie et l'environnement en Europe, 5 rue Buot - 75013 Paris.

POUR EN SAVOIR PLUS

- *Bronzage nucléaire pour éviter un nouveau Tchernobyl* de Grigori Medvedev, Albin Michel. L'auteur, ingénieur atomiste de haut niveau dénonce les dysfonctionnements de l'industrie nucléaire en Union soviétique. Trois récits interdits du temps du régime communiste.
- *L'hiver nucléaire* de Carl Sagan et Richard Turco, Seuil. En partant de l'évidence que, d'une guerre nucléaire, il ne sortirait aucun vainqueur, les auteurs racontent ce qu'il en résulterait : un "hiver nucléaire". Un livre qui a largement contribué à faire prendre conscience de la nécessité du désarmement.
- *Le nucléaire détrôné*, une bande dessinée et des tableaux simplifiés sur les moyens de sortie du nucléaire, diffusé par les Européens contre Superphénix, 9 rue Dumenge - 69004 Lyon (30 FF + port).

Économiser l'énergie

Si le nucléaire représente 75 % de l'électricité en France, cela ne correspond qu'à environ 30 % de l'énergie, tout ne fonctionnant pas à l'électricité (notre dépendance au pétrole est actuellement plus grande que celle au nucléaire).

L'un des défauts du nucléaire est l'impossibilité de stocker l'énergie produite. Ainsi pour écouler notre production nucléaire, EDF a mené différentes campagnes : promotion du chauffage électrique, de la climatisation, de l'éclairage à outrance...

Interdire le chauffage électrique

Le chauffage électrique, bien que décrié pour son prix d'usage, est encore installé dans près d'une habitation sur deux. C'est une aberration : on chauffe de l'eau dans une centrale (nucléaire ou non) pour faire de l'électricité qui, après transport, chauffe, par des résistances, l'air des maisons : le rendement est extrêmement mauvais... Alors qu'il est beaucoup plus efficace d'utiliser l'eau chaude du départ pour se chauffer directement, tel que cela peut se faire par un chauffage central ordinaire ou par un réseau de chaleur couplé avec une chaufferie collective.

Choisir une climatisation naturelle

Le meilleur moyen d'avoir une maison ou des bureaux frais en été... est le même moyen qui permet d'avoir une maison chaude en hiver : une bonne isolation. Il faut remarquer que plus on climatise à l'intérieur, plus on chauffe à l'extérieur : ce cercle vicieux a déjà provoqué dans le centre de Tokyo une hausse des maxima de température de 6°C ! Aujourd'hui, le gouvernement japonais multiplie les incitations à une climatisation naturelle comme la circulation d'eau ou d'air sous les planchers... Une méthode, très efficace et très ancienne, consiste à mettre un obstacle devant les fenêtres laissant passer le soleil en hiver et l'interceptant en été. Cette merveille a un nom : c'est un arbre !

Économiser la lumière

Depuis quelques années, EDF paie en partie ou totalement l'illumination des bâtiments dans les villes. Bien sûr, le contribuable paie ensuite la consommation d'électricité. Si cet éclairage peut se justifier en début de soirée (attire pour le tourisme), il n'est certainement pas nécessaire de maintenir l'éclairage entre minuit et six heures du matin ! Vous pouvez ici agir directement en interpellant les élus de votre commune.

Éviter les piles

Une pile consomme pour sa fabrication plus de 50 fois l'énergie qu'elle restitue. Évitez les appareils à pile et préférez-leur ceux qui se branchent sur le secteur ou qui fonctionnent avec des photopiles.

Développer le recyclage

Même si ce secteur est en développement car très rentable, nous sommes encore loin d'avoir utilisé toutes les ressources possibles : recycler du papier, du verre, de l'aluminium, de l'acier, etc., provoque d'énormes économies d'énergie. Méfions-nous toutefois de certaines illusions : la réutilisation du plastique n'est pas un recyclage (on n'obtient plus le plastique initial) et l'incinération n'est pas qu'une récupération d'énergie, c'est également une source de pollution extrêmement dangereuse. Le véritable recyclage est celui qui permet, facilement, de ramener une matière à son état initial pour un nouvel usage : de nombreux cycles existent dans la nature, mais c'est encore rarement le cas dans l'industrie.



Sous chaque fenêtre, un climatiseur...
Nous sommes aux États-Unis,
pays champion du gaspillage

Photo © R. Bernard

Diminuer sa consommation

Alors que l'économie classique nous pousse à consommer pour assurer la croissance (et, paraît-il, la lutte contre le chômage), une politique responsable de maîtrise de l'énergie va exactement à contre-courant : avant d'acheter quoi que ce soit, il faut toujours se demander si on a vraiment besoin de cet achat, si oui, en ai-je un besoin suffisant pour le posséder seul, ou ne puis-je l'acheter avec d'autres (a-t-on besoin d'avoir chacun sa perceuse électrique même non nucléaire ?). Si l'achat est nécessaire, il faut chercher quel est le matériel le moins gaspilleur. Comme vous ne pourrez pas vérifier sa consommation à la production (une voiture consomme entre 75 et 80 % de son énergie pour sa fabrication... le reste pour son usage !), choisissez du matériel de qualité qui dure longtemps et qui peut être réparé. Évitez les objets mono-usages (ex: les appareils photos jetables, les sacs en plastique (en coton, c'est mieux !), etc.).

Le meilleur moyen pour moins polluer est de moins consommer. ▲

POUR EN SAVOIR PLUS

- "Restructurer le secteur de l'électricité" de Christopher Flavin et Nicholas Lenssen dans *L'état de la Planète 1994* du WWI, La Découverte.

Efficacité énergétique et cogénération

Les économies d'énergie et l'augmentation de l'efficacité énergétique occupent la première place dans les programmes de scénarios énergétiques alternatifs.

Le choix politique du tout nucléaire a conduit la France à une surcapacité électrique, très peu d'efforts bien au contraire, ont été accomplis dans le domaine de l'efficacité énergétique, tant au niveau tertiaire que de la consommation des ménages. En terme d'efficacité énergétique, la cogénération est une solution connue et adoptée par certains pays, qui possèdent ainsi des centrales où, grâce à la production simultanée d'électricité et de chaleur, le rendement énergétique est proche du double des centrales classiques. On distingue trois techniques de cogénération (parfois appelée "couplage chaleur-force").

La cogénération industrielle

Elle consiste généralement à employer un flux de vapeur, par exemple réutilisé par une raffinerie ou une papeterie, pour produire de l'électricité en couplant le système de production de vapeur à une turbine. Le courant produit est, soit directement consommé par l'usine, soit revendu. Sachant que les usines susceptibles d'installer un système de cogénération doivent généralement être équipées d'installations de production d'électricité de secours, les investissements nécessaires, assez lourds dans ce cas, peuvent être ainsi plus facilement amortis. Il est certain que la cogénération industrielle permet de produire un courant

L'efficacité énergétique chez vous

Aujourd'hui, si l'on remplaçait les appareils électriques des particuliers par les appareils commercialisés les plus économes, on pourrait diminuer la consommation

du chauffage de.....	30 %
de l'eau chaude de	25 %
de l'éclairage de	60 %
de la cuisson de	30 %
de la réfrigération de	25 %
des machines à laver la vaisselle de	20 %
des machines à laver le linge de	30 %
des essoreuses à linge de	40 %
des fers à repasser de	10 %
des appareils électroniques de	20 %

Soit une moyenne de 30 % ; sans parler des substitutions possibles par l'utilisation d'énergies renouvelables.



Usine en cogénération à Peine (Allemagne)

D.R.

beaucoup moins cher, puisque même le ministère de l'industrie, dans ses coûts de référence, donne l'électricité produite par cette méthode comme meilleur marché que l'énergie d'origine nucléaire.

La cogénération tertiaire

Elle permet d'allier production d'électricité et récupération de chaleur, généralement utilisée pour le chauffage. Au cours de la production classique d'électricité, à l'aide d'un moteur ou d'une turbine, il y a automatiquement dégagement de chaleur, généralement rejetée. La cogénération consiste à récupérer cette chaleur supplémentaire afin de l'utiliser pour un autre usage : principalement le chauffage. Par exemple, dans le cas d'une turbine actionnant un alternateur, l'eau de refroidissement servira à réchauffer un circuit de chauffage. Au final, la consommation d'énergie primaire, gaz le plus souvent, n'est que très légèrement supérieure à une même installation n'ayant que le chauffage comme fonction, alors que dans le cas de la cogénération, on a produit en plus de l'électricité. Le couplage d'un réseau de chaleur à une unité de cogénération permet d'économiser jusqu'à 30 % d'énergie. Ce système est particulièrement bien adapté aux réseaux de chaleur urbains où la consommation d'électricité est généralement liée à la demande de chaleur.

Dans la cogénération, le rendement, c'est-à-dire le ratio-énergie dégagé par énergie utilisée, est très performant. Dans le cadre d'une centrale thermique classique (gaz, charbon, nucléaire), ce ratio se situe autour de 30 %, le reste partant en fumée par l'intermédiaire des cheminées de refroidissement ou des condensateurs. Grâce à la cogénération, le rendement global peut dépasser les 80 %.

Malgré les réticences d'EDF, la cogénération se développe, notamment dans le secteur des hôpitaux et des installations d'incinération, dont le passage au mode cogénération électricité/chaleur permet des économies conséquentes.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Économies d'énergies dans l'habitat d'Alain Gaumann, Energéco, diffusé par les Européens contre Superphénix (50 FF + port).

Les micro-centrales hydroélectriques

On trouve sous l'appellation "petites centrales hydroélectriques" des ouvrages d'une puissance maximum brute inférieure à 4 500 kw. Le matériel disponible aujourd'hui est fiable. Ses composantes sont issues de technologies maîtrisées depuis longtemps. La maintenance est peu coûteuse et sa simplicité autorise l'emploi d'un personnel de proximité.

Elles bénéficient, depuis la loi de juillet 1980 sur les économies d'énergie, d'un régime administratif plus simple que celui des ouvrages de plus forte puissance. Cette loi encourage les communes à avoir leur propre construction en autorisant l'exploitation des bénéfices, même si depuis quelques années, les autorisations se font rares et les complications se multiplient. Elle est renforcée dans ce sens par la loi du 9 janvier 1985 (appelée loi Montagne).

Le débouché de la production d'électricité est assuré par des lois obligeant EDF au rachat de la production en échange de ses monopoles. Le contrat doit avoir une durée permettant l'amortissement des installations.

Environnement : des impacts aujourd'hui maîtrisés

Du point de vue environnemental, il ne faut pas confondre grands barrages, aux impacts non négligeables, et petites centrales hydrauliques qui, installées dans les règles de l'art, s'intègrent parfaitement. On peut aujourd'hui, grâce à la longue expérience dans le domaine, garantir la qualité des eaux, la libre circulation des poissons (échelles à poissons si nécessaire) et des autres usagers de la rivière (passes à canoës). On sait également résoudre les problèmes de nuisances sonores et d'intégration paysagère des constructions.

Le souvenir de quelques "brebis galeuses" nuit cependant actuellement à la profession des producteurs auto-

En France, les micro-centrales hydroélectriques produisent en moyenne 7 milliards de kilowatt-heure chaque année, soit la consommation de près de 1,8 million de foyers (hors chauffage). Cela représente 1,5 % de la production électrique nationale.

Les grands barrages produisent environ dix fois plus.

Il n'est plus possible de construire de nouveaux grands barrages en France, par contre, il reste de nombreux sites exploitables en micro-hydraulique.

Le coût de revient de la production des micro-centrales est inférieur aux solutions classiques centralisées dans de nombreuses circonstances, en particulier dans les zones à faible densité de population. ▲

nomes d'électricité. Certaines centrales mal implantées ont en effet un impact néfaste sur l'environnement. D'autres, mal utilisées, ont vu leur exploitant turbiner les débits réservés (débits ne passant pas par la turbine et destinés à maintenir la bonne vie hydrobiologique du cours d'eau entre les portions dérivées). Ces abus ont déclenché — à juste titre — des actions procédurières de la part des organisations environnementalistes. On constate aujourd'hui un abus : toute nouvelle demande faisant l'objet de recours avec comme conséquence une baisse rapide de nouvelles installations.

La solution passe par une concertation entre les différents usagers de l'eau. ▲

POUR EN SAVOIR PLUS

- *La petite hydroélectricité, développement local et respect de l'environnement* du CLER, 28 rue Basfroi, 75011 Paris. Tél. 1/46 59 04 44.



Le bois : une énergie encore très mal utilisée

En France, le bois-énergie fait partie de ces réalités économiques et sociologiques très mal appréhendées par les statistiques énergétiques et forestières. Avec 5 % de la consommation énergétique finale (l'équivalent de 9,5 millions de tonnes de pétrole), il demeure à 90 % une énergie "domestique", ce qui lui donne une image archaïque et rurale. Pourtant, depuis quelques années, ça bouge...

Des progrès dans le matériel

Dans l'habitat individuel et le petit collectif, 6,5 millions de familles utilisent essentiellement des appareils à bûches, consommant 55 millions de stères par an. Les chaudières à eau chaude (550 000 appareils) sont principalement des modèles à combustion montante. Les "turbo-bois" à combustion inversée et tirage forcé présentent des performances très supérieures mais leur progression est freinée par un prix plus élevé, une image dégradée par des conditions d'installation et d'utilisation non satisfaisantes.

Avant les années 70, on comptait également de nombreuses cuisinières et des poêles. L'avènement du chauffage électrique par son coût élevé, a provoqué un développement important des inserts et des foyers fermés dans l'habitat péri-urbain. Aujourd'hui, ces "appoints" consomment 27 millions de stères par an. Enfin, les cheminées d'agrément sont très nombreuses et consomment 9,5 millions de stères.

Le chauffage industriel et collectif est assuré par des chaufferies au bois déchiqueté à alimentation automatique. Elles intéressent essentiellement l'industrie du bois (1 000 unités) et faiblement l'habitat et le tertiaire (300 installations). Malgré l'encouragement de l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), la France fait piètre figure à côté de ses voisins européens (pays scandinaves, Autriche, Suisse...).

Il existe encore un fort potentiel d'utilisation du bois



D.R.

On peut regretter que les pouvoirs publics aient laissé se développer, dans des conditions discutables, l'usage du bois de feu domestique, alors qu'aucun effort n'était fait pour le chauffage collectif. La voie de l'avenir, qui satisfait à la fois efficacité énergétique et préoccupations environnementales, réside plutôt dans les chaufferies de forte puissance (bois ou multi-énergies) avec des chaudières performantes, utilisant des produits connexes de l'industrie du bois, des bois de rebut, et alimentant des réseaux de chaleur dans les villes moyennes.

Freins et perspectives

On a eu tendance à considérer que le bois de feu provenait des forêts en massif, et à craindre qu'il n'entre en compétition avec les bois d'industrie. En fait, la forêt ne contribue que pour 20 % à la fourniture du bois-énergie : le reste est couvert par des produits non-valorisables en industrie ou du bois "en fin de vie", qu'il faut de toute façon éliminer. La forêt française (15 millions d'hectares), la plus importante de l'Europe des Quinze après la Suède, est sous-exploitée : seul 60 % de son accroissement biologique annuel est prélevé !

Ce n'est donc pas le manque de ressources qui pénalise le développement du bois-énergie, mais plutôt des idées reçues qui additionnent préjugés "modernistes" (image archaïque) et "pseudo-environnementalistes" (crainte de détruire le paysage). Curieusement, s'y ajoute, pour les chaudières à bûches des petits collectifs, la nécessité de créer des emplois : « *Embaucher une personne pour charger matin et soir une chaudière, pas question !* » (réaction de beaucoup de décideurs locaux, même lorsqu'on a démontré la rentabilité de l'opération...).

L'Ademe et trois ministères (industrie, environnement, agriculture), en collaboration avec les associations énergies renouvelables, ont impulsé en 1995 un programme visant à développer durablement le chauffage collectif au bois. Le plan "Bois-énergie et développement local" concerne 13 régions ou départements, dont les collectivités territoriales se sont engagées à doubler la mise apportée par l'État pour créer des chaufferies. En Basse-Normandie, par exemple, 8 chaufferies totalisant 35 MW sont prévues.

Le ministère de l'industrie et l'Ademe sont aussi disposés à accompagner d'autres projets importants dans des secteurs de pointe : production d'électricité à partir de bois, avec cogénération, co-combustion bois-charbon, etc.

La France pourrait-elle enfin commencer à utiliser rationnellement cette ressource renouvelable qu'est le bois-énergie ? ▲

Énergie solaire : la première des énergies



Maison équipée de capteurs et de serres

© ASDER

Le savez-vous ? L'énergie solaire est l'énergie déjà la plus utilisée. Reste à savoir comment profiter encore mieux de cette énergie gratuite, abondante, non polluante et décentralisée. Pour cela, plusieurs techniques, dont certaines très anciennes, ont été développées. En effet, c'est elle qui assure la croissance des plantes par le phénomène de la photosynthèse. C'est encore l'énergie solaire qui assure l'éclairage durant la journée. C'est toujours le soleil qui, en provoquant l'évaporation de l'eau, alimente nos centrales hydrauliques. C'est encore le soleil qui, en modifiant la température de l'air, provoque le vent dont l'énergie sert aux éoliennes. Le bois des arbres n'est que de l'énergie solaire en conserve tout comme le pétrole, le gaz et la biomasse. Globalement, la puissance du rayonnement solaire sur Terre est de 170 000 millions de mégawatts — soit l'équivalent de 170 millions de réacteurs nucléaires... — largement de quoi remplacer les 420 réacteurs installés dans le monde. ▲

Le solaire passif

Le solaire passif consiste à capter la chaleur du rayonnement solaire sans utilisation de mécanique. Cela passe essentiellement par des serres, des vitres à double vitrage... Cette technique développée dans l'habitat permet d'économiser sérieusement l'énergie. Dans certains pays — Suisse, Etats-Unis, pays scandinaves — le solaire passif, associé à une super-isolation, a permis de concevoir des lieux d'habitation sans chauffage : les pertes de chaleur à travers les murs sont compensés par la seule chaleur des habitants.

Les capteurs solaires

Les capteurs solaires à eau ou à air permettent également le chauffage de bâtiments ou la production de vapeur pour des usages industriels. Une technique qui connaît un développement rapide est celle du "plancher solaire direct" : de l'eau faiblement chauffée par le passage dans des capteurs solaires circule dans les sols assurant une température de base de l'ordre de 14°C et permet de diminuer la facture de chauffage de l'ordre de 50 %.

Les photopiles

Alors que les deux premières techniques utilisent directement la chaleur du soleil, les photopiles ont la particularité de transformer la lumière en électricité. Si les rendements restent modestes (inférieurs à 18 %) ; les débouchés pour cette forme de production d'électricité se multiplient du fait de la baisse du coût d'installation. On trouve aujourd'hui couramment des photopiles en remplacement des piles, en site isolé... Aux Etats-Unis, des compagnies privées se lancent actuellement dans la production électrique à grande échelle.

Des champs de capteurs ?

Où va-t-on mettre ces capteurs solaires ? Les Japonais ont résolu le problème : dans les immeubles neufs conçus pour le solaire, ils remplacent les tuiles par les capteurs, ce qui limite les frais d'investissements. L'organisme américain Worldwatch Institut a poussé le calcul plus loin : si l'on voulait fonctionner uniquement avec de l'énergie solaire, il faudrait, avec les rendements actuels, recouvrir 25 % des surfaces urbanisées et routières.

Un choix politique

Alors que la France compte ses installations solaires en centaines, la Norvège, pays qui ne bénéficie pourtant que d'un ensoleillement très modeste, comptait, fin 1995, déjà plus de 60 000 installations photoélectriques et leur nombre augmente de 8 000 par an. Quant aux maisons norvégiennes, elles sont toutes construites avec solaire passif et isolation.

En France, le lobby nucléaire nous impose chauffage électrique et climatisation, bref l'inverse d'une politique de maîtrise de l'énergie. Si l'énergie revenait dans la sphère de la démocratie, nul doute que les citoyens choisirait une rapide sortie du nucléaire. ▲

POUR EN SAVOIR PLUS

- "Énergies renouvelables", hors-série de *Silence*, diffusé par les Européens contre Superphénix (30 FF + port).
- "Domestiquer le soleil et le vent" de Christopher Flavin, dans *L'état de la Planète 1995/1996* du Worldwatch Institute, La Découverte.

Énergie éolienne : un petit courant d'air frais

Un groupe d'experts mis en place après le "débat national sur l'énergie" de l'été 94, a été chargé en mai 95 de réfléchir à la place des énergies renouvelables en France. Les résultats de cette réflexion devraient être examinés par le gouvernement au printemps 96.

La presse professionnelle et grand public s'est largement fait l'écho du décollage français imminent en matière d'énergie éolienne. Même si les projets révélés les plus optimistes mettraient la production française, dans dix ans, à la moitié de la production allemande actuelle, pour une fois qu'une énergie renouvelable n'est pas médiatisée comme un projet écolo-fumeux, ne boudons pas notre plaisir.

En fait de décollage, de quoi s'agit-il ?

Des appels d'offres seraient lancés, permettant de réaliser, d'ici 10 ans, 250 à 500 MW de production électrique⁽¹⁾. Le potentiel actuel est de 4 MW. « L'essentiel est de donner des perspectives aux acteurs [les professionnels de l'éolien] et de les mobiliser sur le long terme », affirme Claude Mandil, directeur de l'énergie dans la revue *Systèmes solaires*.

Il faut quand même savoir que, face à ces belles résolutions, les industriels français de l'éolien ont quelques mètres de retard par rapport aux Hollandais, Allemands, Anglais, Danois ou Américains qui bénéficient de 20 ans d'expérience industrielle dans ce domaine. Même si *A tout vent*, fabricant de pale en fibres de carbone, a su vendre son produit à tous les grands constructeurs européens d'aérogénérateurs, c'est l'arbre qui cache la forêt de ceux qui végètent ou ont fait faillite.

Alors pourquoi se détourner un tant soit peu du "Tout nucléaire" pour lequel des générations d'ingénieurs ont œuvré en se passant d'un quelconque contrôle démocratique ?

Il semble que plusieurs facteurs aient influencé cette Commission "énergies renouvelables". Tout d'abord, le marché international de l'éolien est prometteur et il faut une vitrine française minimale pour assurer une crédibilité à l'étranger à nos futurs constructeurs. La construction d'un

aérogénérateur fait appel à des industriels de la mécanique, de l'électronique, des constructeurs de pylônes, de pales, de systèmes de freinage... Les relations entre ces différents corps de métier ne sont qu'à l'état d'ébauche en France, et les industriels ne les réaliseront qu'avec le projet d'un volume minimum de commandes dans les dix ans. C'est en tout cas le raisonnement avancé par les commissions.

Ensuite, la Communauté européenne favorise le développement des énergies renouvelables chez de nombreux membres et la France ne peut pas indéfiniment garder sa seule spécificité nucléaire, sans indisposer ses voisins.

Enfin, l'image internationale de Chirac associée aux essais nucléaires a bien besoin d'un petit effet d'annonce en faveur de l'éolien.

Et EDF dans tout cela ?

Courtisée de toute part pour cofinancer des projets éoliens, l'entreprise nationale ne s'est jusqu'ici laissée convaincre que pour la construction dans les deux ans à venir d'une centrale de 50 MW (soit 13 fois la puissance actuelle installée en France), mais, tenez-vous bien, au Maroc !⁽²⁾

Bien sûr, il faudra construire quelques aérogénérateurs en France pour la fameuse vitrine technologique, et l'État vient d'imposer à EDF de racheter de l'électricité aux compagnies privées, à un prix supérieur à celui consenti jusqu'alors. Cela frise le crime de lèse-majesté. Toutefois, le monopole de l'électricité en France n'a pas pris une ride, même si le mode de l'éolien nécessite quelques minuscules concessions.

Enfin, si la décision gouvernementale de favoriser l'émergence d'un parc éolien est confirmée, la Bretagne est bien placée pour en bénéficier. En effet, un gros travail de cartographie du potentiel éolien, d'analyse de l'impact social en matière d'intégration des aérogénérateurs, et d'estimation des retombées économiques, a été réalisé dans cette région par l'Ademe, Tramontana, Espace Éolien Développement et l'association Avel Penar Bed.

On ne peut que souhaiter bon vent aux Bretons. ▲

POUR EN SAVOIR PLUS

- Espace Éolien Développement, 25 boulevard Bigo Danel, 59000 Lille. Tél. 20 09 41 75.
- Avel Pen ar Bed, 28 Keraliou, 29470 Plougastel Daoulas.
- *Les énergies de la vie*, vidéo réalisée par *Les Réalités de l'écologie* et le groupe Verts du Conseil régional Midi-Pyrénées, 31 mn. Disponible auprès des Européens contre Superphénix (110 FF).

1) 500 MW souhaités par l'Ademe (Agence de l'environnement et pour la maîtrise de l'énergie), 250 MW pour EDF, soit entre la moitié et le quart d'un réacteur nucléaire.

2) *Notre ami le Roi* qui veut ses centrales nucléaires (une première tranche de 900 MW est prévue pour 2005/2007 à Sidi Boulbra) ne peut rien refuser à EDF (39 % des investissements). Le patron de Tramontana, coordinateur du projet, feint de s'étonner d'avoir battu le japonais Mitsubishi ou l'Américain Kenetech à l'issue de l'appel d'offre pour ce marché.

Énergie et société

Le secteur de l'énergie est un enjeu important en cas de conflit interne ou en cas d'agression extérieure. Le choix du "tout électrique" dans les années 70 provoque une dépendance certaine : sans électricité, plus de pompes à essence (elles sont toutes électriques !), de transports ferroviaires, d'éclairage, d'ordinateurs, de télécommunications, etc., sans oublier le chauffage électrique (plus de la moitié des nouvelles habitations en sont pourvues), mais également la majorité des chauffages au fuel, gaz et charbon (en effet, les circulateurs et les brûleurs des chaudières fonctionnent à l'électricité).

Le niveau le plus vulnérable est le "transport" de l'énergie. Un oléoduc ou un gazoduc, enterrés, restent vulnérables aux stations de décompression et de circulation, mais cela n'aboutirait qu'à la fermeture de la portion de réseau attaqué. Pour l'électricité, il en va autrement. La grande panne du 19 décembre 1978 provoquée par un incident en Lorraine, avait affecté toute la France. Selon des documents officiels, la destruction d'une dizaine de postes d'interconnexion (sur une centaine) suffirait à paralyser l'alimentation en électricité.

Les centrales nucléaires, qui fournissent les trois-quarts de l'électricité constituent également des cibles de choix.

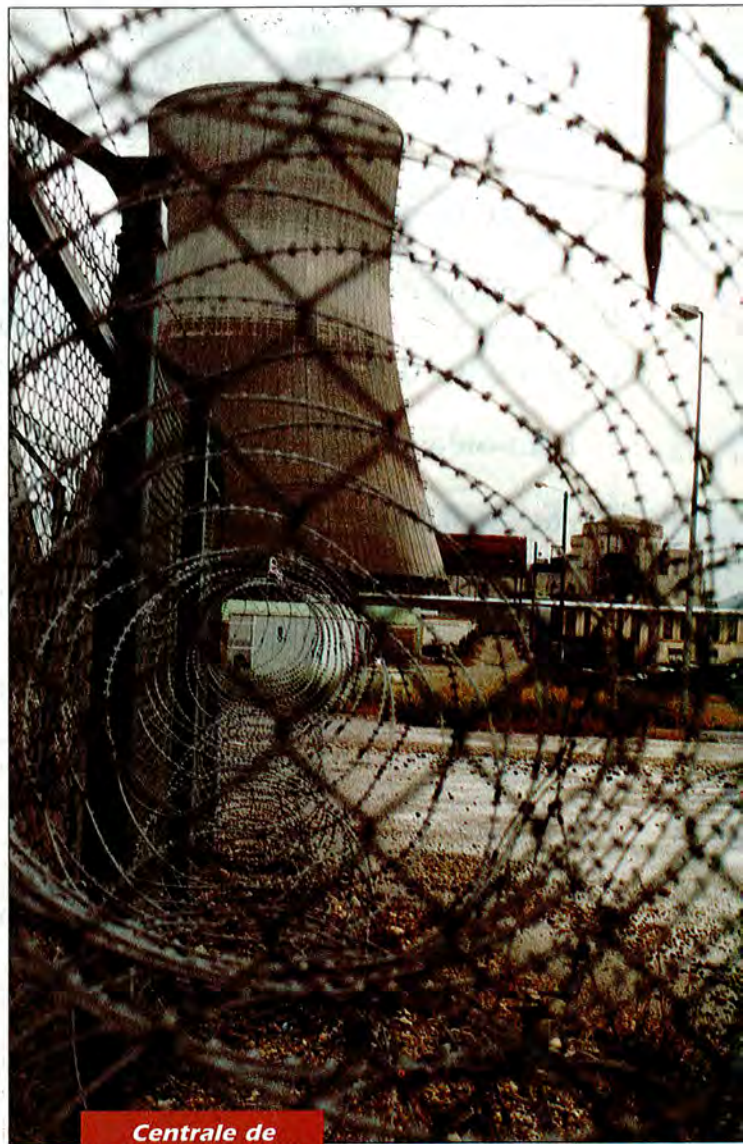
Du temps de l'occupation allemande, 300 000 hommes suffisaient à contrôler le pays. La concentration de l'énergie, conséquence des grandes centrales de production, permettrait aujourd'hui un contrôle par quelques milliers de personnes seulement.

Comme l'armée — à l'exception des usines d'armement — ne consomme plus qu'environ 1 % de l'énergie, ce sont essentiellement les civils qui pâtiraient de cette perte d'énergie. C'est donc aux civils de pouvoir s'exprimer sur les mesures appropriées pour assurer leur défense.

L'énergie et la défense civile

Première évidence : toute "maîtrise de l'énergie" entraînant une baisse de la consommation d'énergie favoriserait l'indépendance des civils lors d'une agression extérieure. Toute diversification de la production d'énergie (des centaines de milliers d'installations photoélectriques ou éoliennes à la place des 56 réacteurs nucléaires français) empêcherait efficacement toute prise de pouvoir par un agresseur. La responsabilisation des citoyens par la décentralisation des centres de production (au niveau des syndicats intercommunaux par exemple) faciliterait, en cas d'agression l'organisation de formes de résistances civiles.

Une telle réflexion sur la décentralisation de l'énergie permettrait également de réfléchir plus largement sur les moyens de développer une véritable politique de défense assurée par les citoyens et non déléguée à une armée de plus en plus professionnelle.



Centrale de Cruas (Ardèche)

Photo M. Bernard

C'est précisément parce que la France a une longue tradition centralisatrice, qu'elle hésite tant à passer de l'ère du nucléaire à celle des énergies renouvelables... car si la décentralisation permet de résister à une agression extérieure, c'est aussi une puissante remise en cause du pouvoir de l'État. ▲

POUR EN SAVOIR PLUS

- *Énergie et dissuasion civile*, IRNC, BP 19, 94121 Fontenay-sous-Bois.

SORTIR DU NUCLEAIRE

SOMMAIRE

Edito : Le nucléaire, vous n'en reviendrez pas !.....	3
<i>Philippe Val, Charlie Hebdo</i>	
Le mythe de l'énergie propre.....	4
<i>Régis Pluchet, l'Impatient</i>	
Le mythe de la filière civile.....	5
<i>Patrice Bouveret, Damoclès</i>	
Le mythe de la rentabilité économique.....	6
<i>Denis Clerc, Alternatives économiques</i>	
Le mythe de l'indépendance nationale.....	8
<i>Fabrice Nicolino, Politis</i>	
Peut-on expliquer Superphénix ?.....	9
<i>Jean Brière, Stop-Malville</i>	
Accident dans une centrale PWR.....	10
<i>Monique Séné, Gazette nucléaire</i>	
La Hague : pollution radioactive.....	11
<i>David Boilley, ACROnique</i>	
Les déchets nucléaires : un problème qui ne peut être enterré !.....	12
<i>Jean-Luc Thierry, Greenpeace</i>	
Tchernobyl : 10 ans après.....	13
<i>Perline, WISE-Paris</i>	
Et Malville explosa !.....	14
<i>Olivier de Marcellus, ContrAtom</i>	
Non à Tchernoland ! Huit scénarii pour décrocher.....	16
<i>Xavier Pasquini, Charlie Hebdo</i>	
Economiser l'énergie.....	17
<i>Michel Bernard, Silence</i>	
Efficacité énergétique et cogénération.....	18
<i>Régis Sauvanet, Observez</i>	
Les micro-centrales hydrauliques.....	19
<i>Renaud Cazetou, CLER</i>	
Le bois : une énergie encore très mal utilisée.....	20
<i>Serge Defaye et Renée Lagrange, Biomasse Normandie</i>	
Energie solaire : la première des énergies.....	21
<i>Michel Bernard, Silence</i>	
Energie éolienne : un courant d'air frais.....	22
<i>Yann Guyomard, Réalités de l'Ecologie</i>	
Energie et société.....	23
<i>Olivier Serret, Non-Violence Actualité</i>	



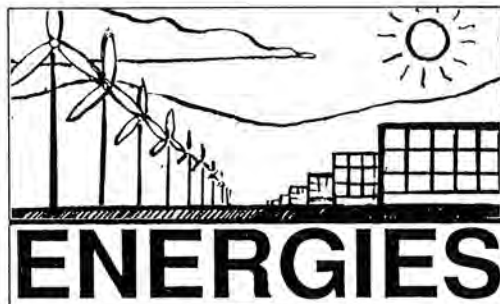
RUSSIE : MILITAIRE ACCUSE DE TRAHISON

Alexandre Nikitin, officier de marine russe en retraite, qui travaille pour la fondation écologique norvégienne Bellona, à la préparation d'un rapport sur les dangers des déchets nucléaires déversés par la flotte russe du Nord, a été arrêté le 6 février 1996 à Saint-Petersbourg. Il a été accusé de trahison et est passible d'une peine de 10 à 15 ans d'emprisonnement voire de la peine de mort.

Les Services de Sécurité fédéraux, le FSB, n'en est pas à son premier coup : le 6 octobre 1995, ils avaient perquisitionné dans les locaux de l'antenne locale de Mourmansk de l'organisation Bellona, confisquant matériels et documents. De

nombreuses personnes ont été interpellées et interrogées.

Bellona indique qu'Alexandre Nikitin avait surtout pour tâche de lire la presse russe et de traduire les informations portant sur la pollution par la flotte nucléaire russe. Amnesty International est intervenu après avoir appris qu'Alexandre Nikitin n'a pas été autorisé à prendre un avocat de son choix. Amnesty International demande le respect des accords internationaux signés par la Russie sur les Droits de l'Homme et demande la libération d'Alexandre Nikitin si aucune preuve n'est apportée concernant un éventuel délit. Renseignements : Amnesty International, Action Urgente, 2 rue Renée Aspe, 31000 Toulouse, tél : 61 23 53 73.



INSTALLATEURS D'EOLIENNES

Le gouvernement a promis de développer les éoliennes en France. Pour ce faire, l'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, organise du 3 au 7 juin un stage de formation sur les systèmes éoliens. Ce stage s'adresse à des personnes ayant une formation professionnelle dans le domaine de la mécanique, de l'informatique... Il s'agit de favoriser la création d'entreprises installatrices d'éoliennes. Renseignements : Thérèse Giordano, Ademe, tél : (1) 47 65 20 00.

ISERE : ENERGIES RENOUVELABLES AU SUD

Le Centre Inter-Peuples de Grenoble et l'AGEDEN organisent une conférence le lundi 1er avril à la Maison de la Promotion Sociale, sur le campus de Saint-Martin-d'Hères, à 20 h, sur le thème : "Les énergies renouvelables dans les pays en voie de développement". Cette soirée est animée par Dominique Groues. Renseignements : AGEDEN, MNE, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble.

LA HAGUE : NOUVELLES REVELATIONS

Greenpeace a commandé une étude à la CRIL-Rad qui a fait de nombreux prélèvements autour de l'usine de la Hague. Les résultats sont édifiants : sur 15 échantillons de mousse, 12 sont contaminés par de l'iode 129, un produit radioactif qui n'existe pas à l'état naturel.



Particulièrement radiotoxique et d'une durée de vie très longue (période de 15,7 millions d'années) ce produit peut contaminer durablement les chaînes alimentaires.

Greenpeace a révélé, lors d'une conférence de presse, mi-février, que l'OPRI (successeur du SCPRI) ne mesure la radioactivité que dans les poussières émises par l'usine alors que 99,99 % de la radioactivité rejetée par la Cogema se fait sous forme gazeuse. Officiellement, pas plus le SCPRI que son successeur l'OPRI n'ont jamais fait mention de cette pollution à l'iode 129. Ces services, dépendant du ministère de la santé, sont censés nous protéger contre les pollutions radioactives ! Cet iode 129 n'apparaît pas non plus dans les compte-rendus de la Cogéma.

D'autres mesures ont révélé la présence de radionucléides dans la faune marine, dans les eaux de surface : tritium, strontium 90, etc...

Ces nouvelles mesures viennent renforcer les craintes des opposants locaux : La Hague est bien la plus belle poubelle à merdes radioactives.

Un rapport complet de 60 pages peut-être demandé à Greenpeace, 28 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris.

TCHERNOBYL : MARCHÉ ANTINUCLEAIRE

Le groupe "For Mother Earth" qui avait organisé en 1995 une marche de 9 mois à travers l'Europe, organise une marche sur Tchernobyl

pour marquer le dixième anniversaire de l'accident. La marche partira le 17 avril de Kiev pour arriver le 26 à Tchernobyl.

Renseignements : For Mother Earth, Gewad 15, 9000 Gent, Belgique, tél : 19 (32) 9 233 73 02.



NORD-SUD

MEXIQUE : PETROLE CONTRE DROITS DE L'HOMME

Une cinquantaine de personnes ont été arrêtées le 7 février dernier à la suite de la mise en place d'un barrage pacifique à l'entrée du village de Huatacalca, dans le département de Tabasco, pour protester contre la pollution provoquée par une plateforme pétrolière toute proche. Toutes les personnes sont membres du PRD, parti de la révolution démocratique. Plus de 500 militaires et 300 policiers sont intervenus avec violence, relayés par des hélicoptères lançant des gaz lacrymogènes pour rompre le barrage. Plusieurs personnes ont été blessées. Ce sont surtout

des élus municipaux et des pêcheurs qui ont été arrêtés. Amnesty International est intervenu pour demander la liste des personnes arrêtées, la reconnaissance de leurs droits juridiques et pour prévenir les risques de tortures. Contact : Amnesty International, Action Urgente, 2 rue Renée Aspe, 31000 Toulouse, tél : 61 23 53 73.

LILLE : QUELLE VILLE QU'ON VIT ?

En juin 1996, se tiendra à Istanbul, la 2ème conférence des Nations Unies sur l'habitat. Un réseau d'associations a décidé de mettre en place à la Maison de l'Environnement de Lille, une suite d'actions pour discuter de la question de l'habitat,

SALAIRES DE MISERE : SOYEZ SPORT

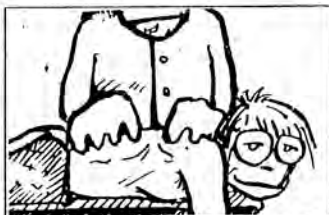
L'association Agir Ici, en partenariat avec onze autres associations, lance une campagne sur l'amélioration des conditions de fabrication des chaussures de sport en Asie du Sud-Est. Cette campagne veut profiter de la proximité de grands événements sportifs (Jeux olympiques, Coupe d'Europe de Football...) pour montrer les conditions misérables des personnes produisant les chaussures de sports. L'association lance un défi aux marques Adidas, Nike, Reebok et aux magasins Auchan, Leclerc, Carrefour pour qu'ils adoptent un code de conduite conforme aux normes internationales définies par les conventions de l'organisation internationale du travail (OIT) et pour qu'ils acceptent la mise en place de vérifications indépendantes. Cette campagne est menée conjointement avec d'autres associations dans d'autres pays (Italie, Grande-Bretagne, Australie, Canada, Allemagne, Pays-Bas, USA). Agir Ici vous propose de faire signer des cartes postales adressées aux grands fabricants et aux grands magasins. Pour connaître l'argumentaire complet, un dépliant de six pages est également disponible avec la liste des adresses nécessaires (5F l'ex, 40 F les dix). Une brochure de 50 pages plus complète, réalisée avec Artisans du Monde (et la campagne "Libère tes fringues" qui va dans le même sens) est également disponible (30 F l'ex). On peut commander cela à : Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris.

ici et là-bas. On y retrouve des groupes tiers-mondistes, consommateurs, écolos... Au programme : exposition sur le logement social (jusqu'au 28 mars), conférence sur les droits des habitants en HLM (10 mai), exposition "jardin familial, jardin social" (jus-

qu'au 31 mars), conférence sur les déchets (22 avril), exposition sur l'eau sur une péniche (30 avril, 1er mai), visites d'habitats écologiques (1er juin), exposition sur l'habitat écologique (du 24 au 30 juin) avec une conférence sur le sujet (24 juin)... Programme complet : Maison de la Nature et de l'environnement, 23 rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 20 52 12 02.

LYON : ACTIONS D'URGENCE ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT

L'association Altaïr, association d'aide au développement agricole, organise le jeudi 4 avril à la Salle Jean-Paul II, 19 rue du Plat, Lyon 2ème, à 14 h, une série d'ateliers sur le thème "Aide humanitaire : comment articuler actions d'urgence et projets de développements" suivis d'une conférence à 20 h : "quel rôle pour l'aide au développement d'une culture de Paix dans la prévention des crises humanitaires" avec Richard Petris (amis d'une école pour la paix), Claire Tabet-Pirotte (comité urgence réhabilitation développement) et René Valette (ex-Président du comité catholique contre la faim et pour le développement). Renseignements : Altaïr, 31 place Bellecour, 69002 Lyon, tél : 72 77 63 83.



SANTE

VIANDE AUX HORMONES : L'EUROPE RESISTE

Les ministres des quinze pays européens ont refusé de se plier aux exigences américaines concernant l'entrée en Europe de viande aux hormones. Les Etats-Unis ont décidé de saisir les instances de l'Organisation mondiale du commerce (OMC, ex-GATT) pour essayer de passer en force. La pétition qui circule actuellement en Europe reste donc toujours d'actualité (voir Silence n°202). L'Alliance Paysans-Ecologistes-Consommateurs qui

regroupe de multiples associations organise une journée d'information sur le sujet le lundi 1er avril au Centre Eugénie Milleret, 17 rue de l'Assomption, 75016 Paris avec des intervenants provenant de la Confédération Paysanne, de France-Nature Environnement, etc... Renseignements : Alliance c/o FNAB, 40 rue de Malte, 75011 Paris, tél : (1) 43 38 38 69.

GARD : UNE MEDECINE DE SANTE

L'association de sauvegarde de l'environnement gardois organise le mardi 14

mai à 20 heures au Centre Pablo Neruda de Nîmes, une conférence avec le Dr Guylaine Lanctôt sur le thème "Une médecine de santé". Pour en savoir plus : ASA Environnement, 126 route d'Avignon, 30000 Nîmes, tél : 66 75 30 82.

LYON : LA SANTE DE L'ENFANT

L'association Lyonnaise pour comprendre et choisir sa santé, ALYCCS, organise le samedi 11 mai de 10 h à 18 h, à la salle Assomption Bellevue, 39 quai J.J. Rousseau, à la Mulatière, une journée sur "la santé de l'enfant, prévention simple et naturelle" avec une réflexion sur la naissance, le témoignage d'un médecin de sa démarche vers une vision globale de la santé, des témoignages, des méthodes naturelles de prévention présentées par un naturopathe. Inscriptions avant le 15 avril auprès de ALYCCS, Maison du Citoyen, 135 rue Bataille, 69008 Lyon, tél : 78 27 10 18.



PETITES PHRASES

"Quand on ne bouge pas, on ne sent pas ses chaînes"
Rosa Luxembourg.

"Au bout de dix ans, l'écologie politique a intégré les questions sociales et la citoyenneté. Pour créer un mouvement modernisé capable de tisser un partenariat avec les gauches traditionnelles, je suis plus intéressé par les lecteurs de Silence, d'Alternatives Economiques et de Politis, que par les micro-appareils. Notre but est de créer un parti écolo refondé, pas de finir à l'extrême-gauche". Guy Hascoët, co-porte-parole de Verts, Politis du 29 février 1996.

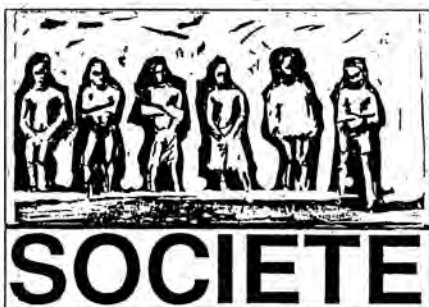
FUSION DES JEUNES ECOLOGISTES

Alors que leurs aînés n'arrivent pas à impulser la création d'un mouvement écologiste réunifié, quatre mouvements de jeunes (ceux des Verts, de l'AREV, de la Convention pour une alternative progressiste et de Confluences-écologie-solidarité) ont décidé de fusionner lors d'une assemblée générale qui se tiendra le week-end du 18 et 19 mai. La coordination de cette réunion est assurée par : "Chiche !", BP 19, 93700-Drancy.



PARIS : LOGEMENTS SOCIAUX EN PERIL

Laure Schneider, élue MEI, à Paris, est montée au créneau lors de la séance du conseil municipal du 26 février pour dénoncer un appel d'offre de la mairie bien particulier. Celui-ci porte sur 4,4 millions de francs pour du matériel destiné à condamner les accès de plus de 1000 logements vacants appartenant à la mairie et jugés trop vétustes. L'élue écologiste a demandé que cette somme soit allouée à la rénovation des logements qui, même s'ils n'ont pas tout le confort moderne, peuvent servir à l'accueil de nombreuses familles. Contact : Laure Schneider, Hôtel de Ville, bureau 528 G, 75196 Paris RP.



APPEL EN FAVEUR DE CHRISTIAN MARLETTA

Le 10 juin 82, Christelle Bancourt, une fillette, est violée puis assassinée. Christian Marletta qui vient témoigner librement au poste de police est mis en garde à vue puis après des aveux obtenus dans des conditions douteuses, il est inculpé. Christian Marletta revient sur ses aveux et crie son innocence. En avril 1983, il fait une grève de la faim de 47 jours. En juin 1984, pendant 49 jours. Le 15 mars, il est condamné en cours d'assises à la réclusion à perpétuité. Il n'y a pas d'appel possible en assises. Un comité de soutien se met en place.

MOBILISATION CONTRE LE G7

• **PREMIERES MANIFS A LILLE.** Une réunion préparatoire du sommet du G7 (prévu fin juin à Lyon) se tiendra à Lille les 1er et 2 avril sur le thème de l'emploi. Les ministres du travail français, allemand, états-uniens, canadien, italien, japonais et britannique peaufineront la mise à mort des acquis sociaux au nom de la mondialisation de l'économie. Différentes actions sont prévues à cette occasion pour manifester en faveur des plus démunis, de la réduction du temps de travail... Contacts :

- Humeurs noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.
- AC !, 70 Bd Victor Hugo, 59000 Lille, tél : 20 52 56 42.

• **MULTIPLICATION DES GROUPES LOCAUX.** Une centaine d'organisations nationales ont signé l'appel général pour l'organisation d'actions contre le G7 qui se tiendra à Lyon fin juin. Des groupes locaux se mettent en place :

- **Alpes Maritimes :** Collectif "50 ans ça suffit" c/o Yamina Benrokia, 22 rue Soleau, 06300 Nice, tél : 92 04 23 91.
 - **Grenoble :** Les Autres voix de la planète c/o CLIP, Maison des Associations, 6 bis rue Berthe de Boissieux, 38000 Grenoble, tél : 76 87 59 79. (meeting le 8 juin)
 - **Lyon :** Les Autres voix de la planète c/o Maison de l'Ecologie, 4 rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 78 27 29 82. (28 mars : premier meeting)
 - **Nantes :** Les Autres voix de la planète c/o Cri du Sud, 22 rue des Carmélites, 44000 Nantes, tél : 40 12 49 96. (mi-mai, meeting 10 heures contre le G7)
 - **Paris :** Les Autres voix de la planète c/o CETIM, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél : (1) 43 71 09 11 (meeting à Créteil le 30 mars)
 - **Rennes :** Les Autres voix de la planète, C/O CRIDEV, 41 av. Janvier, 35000 Rennes, tél : 99 30 27 20. (semaine d'action du 28 mai au 1er juin)
 - **Saint-Etienne :** Les Autres voix de la planète c/o Eric Comte, 23 rue Rouget de Lisle, 42000 Saint-Etienne, tél : 77 25 92 69.
 - **Saint-Nazaire :** "50 ans ça suffit !" c/o MRAP, Place Allende, 44600 Saint-Nazaire.
- Pour devenir correspondant local, prendre contact avec le groupe de Paris.
Une coordination nationale se tiendra à Lyon les 4 et 5 mai.

des enfants sont mal vus en prison. Christian Marletta a donc déjà fait 14 ans de prison et crie toujours son innocence. Son comité de soutien demande sa mise en liberté conditionnelle et la révision de son procès. On peut soutenir en prenant contact avec : Comité de soutien à Christian Marletta c/o Gaby Chalvin, 6 rue Dode, 38500 Voiron.

ILE-DE-FRANCE : CHOMAGE ET MONNAIE

En économie, nous marchons sur la tête ! Pour retomber sur nos pieds, l'association AIRE, association internationale pour la rénovation de l'économie, propose des week-ends de réflexion. Elle étudie en particulier le rôle de la monnaie temporaire et payante comme cause du chômage. Le prochain week-end se déroule les 27 et 28 avril. Participation financière selon ses moyens. Renseignements : AIRE, 14 rue du Lieutenant Ricard 78400 Chatou, tél : (1) 30 71 12 21.



LIVRES

AVERTISSEMENT AUX ÉCOLIERS ET LYCÉENS

de Raoul Vaneigem
Ed. Mille et une nuits.
1995 - 79 p. - 10 F

Le rapport qualité-prix de ce texte original est extrêmement intéressant. Le sens de la formule est excellent. La critique du système éducatif est imparable lorsqu'il est question de "dénoncer l'aliénation qui s'empare des élèves et des enseignants" et de démontrer ce que l'école pourrait être : "un lieu d'autonomie, de savoir et de création".



Domage que l'auteur, fidèle depuis 30 ans à ses idées, ne va pas au-delà de l'engouement et de la nécessité de se libérer ! La manière d'y parvenir est aussi essentielle. DZ

MEMOIRE DU MONDE NOIR

de David Gakunzi
Ed. L'Harmattan
1995 - 400 p. - 120 F

Sous forme d'un agenda perpétuel, David Gakunzi, propose, à travers des images, des proverbes et des textes poétiques, 366 évocations d'hommes, de femmes ou d'événements qui ont marqué l'histoire du monde noir. Un voyage à travers l'Afrique, les Antilles

et l'Amérique du Nord qui dure toute une année. Mais il vous sera bien difficile d'attendre jour après jour pour dévorer ce magnifique ouvrage aux antipodes de l'Almanach Vermot. FV.

AU CŒUR DES POSSIBLES

de Gabriel Gagnon
Ed. Ecosociété (Québec)
1995 - 180 p.

La revue québécoise "Possibles" fête aujourd'hui ses vingt ans. Regroupant sociologues et poètes, elle s'interroge sur les "possibles" autres sociétés. Analysant la montée du mouvement pour la souveraineté du Québec, ce livre reprend des textes parus entre le référendum de 1980 et celui

de 1995. Face aux idées souvent nationalistes présentes dans les partis traditionnels québécois, la revue essaie de mettre en valeur, l'idée de l'indépendance de la région francophone comme opportunité pour lancer un autre modèle de développement que le tout-puissant libéralisme nord-Américain. Si certains débats théoriques sont abordables par le lecteur français, une bonne moitié de l'ouvrage est trop spécifiquement québécois pour être compréhensible et l'on reste sur sa faim : y-a-t-il l'ombre d'une possibilité

pour que la recherche de l'indépendance québécoise puisse déboucher sur autre chose qu'une nouvelle technocratie et un nouvel affairisme ? Un livre qui aura du mal à traverser l'Atlantique. MB.

FEMMES, VILLES ET ENVIRONNEMENT

Coordonné par Yvonne Preiswerk et Isabelle Milbert
Ed. IUED Genève
1995 - 230 p.

Compte-rendu d'un colloque du même nom, cette compilation de textes regroupe des interventions théoriques et des descriptifs d'expériences pratiques. Le côté théorique rappelle souvent des éléments bien connus, mais soulève quand même quelques points novateurs : augmenter la largeur des rues pour laisser passer les voitures oblige les femmes à mieux surveiller leurs enfants et donc diminue leur temps libre ou, encore, la conception des cuisines américaines ne permet pas le travail à plusieurs ce qui de fait pousse au maintien de la femme derrière les fourneaux. Les exemples pratiques sont



Le livre du mois

LA DÉCROISSANCE

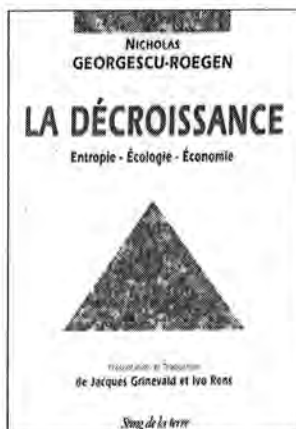
ENTROPIE - ÉCOLOGIE - ÉCONOMIE

de Nicholas Georgescu-Roegen
Présentation et traduction
de Jacques Grinevald et Ivo Rens
Éd. Sang de la terre. 1995 - 256 p. - 139 F

Comme nous vous l'avions annoncé dans notre numéro d'avril 93 consacré à la bioéconomie, une nouvelle édition de "Demain la décroissance" était en préparation. L'ouvrage est maintenant disponible. Avec un quatrième chapitre supplémentaire, déjà connu d'un public averti et intitulé "la dégradation entropique et la destinée prométhéenne de la technologie humaine", Georgescu-Roegen nous livre sa réflexion sur le caractère non déterministe du processus de l'évolution de la vie. L'auteur considère la vraie crise actuelle comme

étant celle de la sagesse humaine, au-delà de celle de l'énergie. L'intérêt de

ce livre tient dans la mise en évidence des rapports entre la loi de l'entropie et le processus économique, démontrant que le dogme économique moderne, en contradiction avec les sciences du vivant, est une tromperie. Préoccupé par la survie de l'espèce humaine à long terme, Georgescu-Roegen nous propose un programme bioéconomique minimum tout à fait raisonnable (p.132) : ayant pour seul défaut d'entraver l'attachement à un confort lié à l'exploitation destructrice irréversible des ressources disponibles. Considéré par certains comme l'un des plus grands économistes du 20ème siècle, Georgescu-Roegen est un hérétique car il explique la nécessité de la décroissance économique. Décédé il y a un an et demi dans l'indifférence, son œuvre est indispensable à tous.



DZ

souvent plus intéressants. On regrettera qu'aucune synthèse n'ait été faite pour voir comment les initiatives présentées peuvent induire un mouvement plus global. MB.

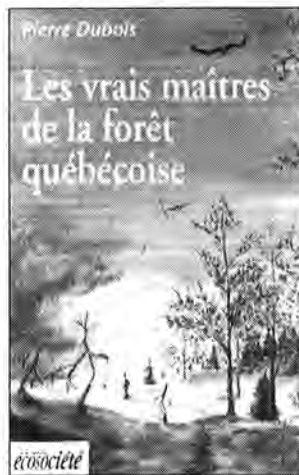
LES VRAIS MAÎTRES DE LA FORÊT QUÉBÉCOISE

de Pierre Dubois
Ed. Ecosociété (Québec)
1995 - 120 p. - 15 \$
TRONÇAIS,
LA FORÊT AUX ABOIS
de Jacky Boutonnet
Ed. Chemin de Ronde (03)
1995 - 160 p. - 240 F

Ces deux livres abordent le même sujet, mais à deux échelles différentes : l'industrialisation de la forêt.

Le premier ouvrage est une longue enquête sur le fonctionnement des exploitants forestiers au Québec. Avec des ouvriers travaillant dans des conditions lamentables, de grosses multinationales sont en train de piller sans vergogne les forêts du Nord de l'Amérique du Nord. Les nouvelles plantations sont fragilisées par la monoculture et l'épandage de produits phytosanitaires se fait par avion. L'auteur, qui connaît bien les rouages de cette industrie, met surtout l'accent sur la soumission de l'Etat aux grandes entreprises et propose un retour à la démocratie pour stopper le massacre.

Dans le deuxième ouvrage, qui se présente comme un "beau livre" avec d'immenses photos pleine page, l'auteur, militant pour la sauvegarde des cervidés fait, à l'échelle d'une des plus belles forêts de France, exactement le même constat. Là aussi la connivence Etat-entreprise est totale sous la coupe de l'ONF, office national des forêts, rebaptisé ici office nuisible des forêts. On y tue les cerfs parce qu'ils abiment les plantations. Les cervidés qui sont à l'origine des animaux de plaine se sont réfugiés dans les forêts pour éviter l'homme. Le remplacement de forêts mixtes et diversifiées par des plantations en monoculture prive les grands mammifères de leur nourriture et il ne leur reste plus qu'à s'attaquer aux jeunes pousses pour ne pas mourir. L'auteur dénonce l'image de "la forêt qui se développe en France",



alors qu'il s'agit de monocultures et souhaite un retour aux forêts mixtes. La qualité plutôt que la quantité. FV.

LA TENTATION NUCLEAIRE

de Marie-Hélène Labbé
Ed. Payot/Document
1995 - 340 p. - 145 F

Spécialiste des questions de défense, Marie-Hélène Labbé pose ici la question de savoir si le traité de non-prolifération peut avoir une réelle efficacité ou si l'on ne va pas au contraire assister à une prolifération nouvelle impulsée non plus par des Etats mais par des groupes de pression, des mafias... La première partie du livre trace un état des lieux depuis la première bombe américaine jusqu'aux programmes clandestins de l'Irak et de la Corée du Nord. La deuxième partie présente les formes de coopérations connues entre les Etats qui a permis la prolifération des armes jusqu'à nos jours. On y relèvera qu'à la base de tout nucléaire militaire, on retrouve toujours et d'abord la mise en place de nucléaire dit "civil". La troisième partie traite de la lutte contre la prolifération : TNP, AIEA, des limites et des risques encourus. Les derniers chapitres abordent les stratégies de défense et les alternatives possibles à la force de frappe. Si c'est bien documenté et très lisible, cela reste dans le domaine technique. La coopération est surtout présentée comme un moyen de lutte contre le terrorisme, mais pas comme une méthode de prévention des conflits. Les ouvertures politiques sont très timides. MB

NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

PRODUCTION D'ARMEMENT
Mutation du système français
de Jean-Paul Hébert
Ed. Documentation Française
1995 - 220 p. - 120 F

Avec la fin de la course aux armements, les marchands d'armes et l'Etat sont confrontés à deux problèmes ; comme les technologies se complexifient sans cesse, les coûts augmentent très vite et, comme les ventes à l'exportation diminuent, cela ne permet plus d'amortir les coûts de recherche des armes utilisées par l'armée française. Ainsi, en voulant maintenir ses armes au plus haut niveau, la France se condamne à les payer très cher. Ce livre, extrêmement technique, montre qu'à l'exception des satellites où les usages civils permettent une répartition des dépenses, la production d'armements est touchée de plein fouet et le maintien de notre "indépendance" va devenir très coûteuse. L'armement nucléaire étant le plus soumis à cette dérive, il devrait être le premier à être remis en question. Mais ce secteur n'étant pas très démocratique, la situation peut s'enliser encore longtemps.

LOCATAIRES :
GUIDE DE VOS DROITS,
DEMARCHES ET RECOURS
de Ch. Jouin et Y. Rouquet
Ed. Syros
1995 - 280 p. - 75 F

Ce livre rédigé sous la responsabilité de la confédération syndicale du cadre de vie, CSCV, fait le tour du parcours d'un locataire : comment prétendre à un logement social, comment signer un bail, quels moyens d'actions contre un propriétaire défaillant... Malgré la présence des textes de loi en annexe, la multitude des situations possible rend la lecture du livre un peu ardue.

PRATIQUER LA BIO-DYNAMIE
AU JARDIN
Rythmes cosmiques et
préparations bio-dynamiques
de Maria Thun
Ed. Mouvement de Culture
Bio-Dynamique (Colmar)
1995 - 130 p.

La culture bio-dynamique est une méthode de culture biologique liée à l'influence des astres. Ce livre aux photos d'une excellente qualité annonce dans son introduc-

tion qu'il présente les résultats de longues études sur les liens cosmos - culture. Malheureusement, le procédé mis en place pour faire ces études n'est pas indiqué, ce qui laisse sceptique sur les résultats. D'autant plus qu'au milieu de multiples conseils de jardinage de bon sens, on trouve des affirmations du genre : "Le vendredi et le samedi saints ne sont pas des jours favorables au semis et plantations (...). Les événements qui ont eu lieu il y a presque 2000 ans sur le Golgotha laissent leurs traces chaque année sur la terre". Allons bon, voilà que les plantes se convertissent au christianisme !

TRES HUMBLE REMONTRANCE
AUX CHASSEURS, PECHEURS,
ECOLOGISTES, QUI SE TIRENT
DANS LES PATTES OU SE VOLENT
DANS LES PLUMES
de Jean-Marcel Dubos
Ed. Vague Verte (80460
Woignarue)
1995 - 160 p. - 85 F

Sous le prétexte de concilier les trois catégories du titre, il s'agit en fait d'une contre-offensive contre les demandes radicales de nombreux groupes écologistes qui affirment qu'aujourd'hui la chasse n'a plus de raison d'être. L'auteur passe en une page sur la critique du "plaisir du tuer" qu'il justifie parce que les chasseurs consommeront d'autant moins de viande d'élevage. Mais les écologistes sont contre la chasse et pour limiter le plus possible la viande d'élevage. De même, rien sur la prise en otage des forêts par 2 millions de fusils empêchant la promenade tranquille des 58 autres millions de français. Une seule page sur le rapport entre chasse et instinct de guerre. Aucuns des arguments en faveur de la chasse ne tient : tous se retrouvent dans la seule chasse supportable, la chasse photographique.

LE BOUCLIER ET LA TEMPETE
Aspects militaire de la guerre
du Golfe
de Jean-Jacques Langendorf
Ed. Georg (Suisse)
1995 - 270 p.

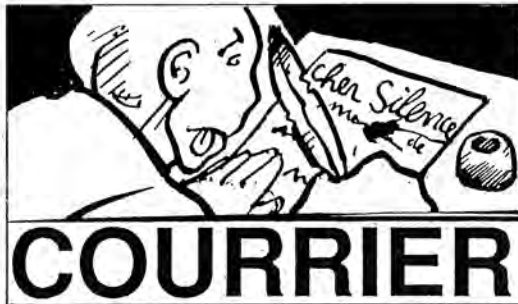
Historien militaire, l'auteur fait un bilan de la guerre du Golfe tout à l'honneur des militaires. Pas question de s'apesantir sur la vie humaine : soldats et civils ne sont que de la chair à canon. Les journalistes, qui ne font plus leur service, sont des ignares. Laisser la guerre aux spécialistes. Beurk !

Pour que demain soit

De Serge Mongeau. L'écologie sociale en action : le récit de multiples initiatives pour montrer qu'il n'est pas besoin d'attendre une hypothétique prise de pouvoir. Comparaison entre les pratiques des groupes écologistes québécois De quoi vous donner envie d'agir à la base.
190 pages 15 x 21 cm.



Bon de commande page 39



GREENPEACE N'EST PAS MONOLITHIQUE

L'éditorial de Silence du mois de février, intitulé "Ecocide light ?" se permet de critiquer la "voiture écologique" présentée par Greenpeace à Berlin en septembre dernier.

En tant que responsable de la campagne sur les déchets toxiques à Greenpeace France, vous me permettez... d'abonder dans votre sens. Prétendre résoudre les problèmes de pollution que posent les transports par la mise sur le marché d'une "voiture écologique" est - dans le meilleur des cas - fantaisiste. Afin d'éviter tout malentendu : ma position n'est pas celle d'un franc-tireur. Je viens de rentrer de l'étranger où j'ai passé une semaine avec mes 70 collègues qui, sur les cinq continents de la planète, sont - comme moi - responsables au niveau de leur pays de la campagne internationale de Greenpeace sur les déchets toxiques. Ils travaillent sur les problèmes de PVC, d'incinération, d'exportations de déchets vers les pays pauvres... Or la très grande majorité de mes collègues pensent que cette campagne pour une "voiture écologique" est assimilable à du "greenwash", terme anglais qui désigne le fait de passer un coup de peinture verte plutôt que de changer quoi que ce soit à un problème environnemental donné. Alors pourquoi la "Gringo" - c'est effectivement son nom ! - fait-elle quand même l'objet d'une campagne "Greenpeace" ? Tout simplement parce que notre organisa-

tion n'est pas monolithique et que certaines personnes ont des vues moins "radicales" que, par exemple, mes collègues spécialistes des déchets. En d'autres termes, certaines personnes à Greenpeace ne cherchent pas la racine du problème - en l'occurrence l'aménagement du territoire - mais plutôt l'un des symptômes les plus voyants - la baignole.

Cependant, réduire Greenpeace à une association "qui se trompe de lutte et de planète" (ce qui est affirmé, même si c'est fait de manière implicite) est aussi bêtement simplificateur que la campagne dénoncée dans l'éditorial.

J'invite son auteur, René Hamm, à prendre contact avec ma collègue Chandra Kirana qui travaille en Indonésie (interdiction par le pouvoir militaire d'un rassemblement de plus de cinq personnes), Annie Leonard qui travaille en Inde et a déjà subi des "avertissements" de la part d'industriels, Marijane Lisboa au Brésil, ou, plus près de nous, mes collègues russes, ukrainiens ou européens. Ou bien des amis des bateaux de Greenpeace qui ont risqué leur peau sur les zodiacs envoyés de nuit vers le lagon de Moruroa le 1er septembre dernier. L'auteur se rendra compte que Greenpeace se trouve bel et bien sur cette planète.

Pierre-Emmanuel NEURHOR
Responsable campagne
déchets toxiques
Greenpeace-France.

NE NOUS TROMPONS PAS DE CIBLE !

Qu'il s'agisse d'une siège de conseiller(e) municipal(e) ou de la présidence de la République, briguer un poste d'élu(e) n'a rien de critiquable en soi. Par contre, les agissements des élus sont éventuellement déplorables. Je crois qu'Emile Vaissaire (voir Silence n°202) se trompe de cible quand il parle des "petits chefs qui se taillent la bourre les uns les autres, histoire de montrer que l'écologie politique n'est encore qu'un chaos". En effet, pourquoi s'en prendre aux personnes relativement proches de nous qui se sont exprimées dans le numéro de janvier - qu'elles aient des "préoccupations électorales" ou non - alors que nous devrions plutôt consacrer notre énergie à lutter contre ce qui nous choque et nous révolte ? Comme Silence, je considère que les différences de pensée sont une richesse. Alors ne nous trompons pas de cible pour éviter de creuser notre tombe.

Ugo de MAUBEUGE
Morbihan.

SECTE" ET LIBERTE DES VACCINATIONS

Le numéro d'"Envoyé spécial" du 4 janvier 1996 a apporté sa contribution au débat sur les sectes depuis la mort inexplicable des adeptes du temple solaire et le rapport de la commission parlementaire. Le choix des deux reportages qui se sont succédés n'est pas anodin.

Le premier reportage ("Naissance d'une secte") condamnait sans équivoque les pratiques d'une "secte" dans la Drôme : vie communautaire, maltraitance (d'enfants à travers un cas de téanos constaté), déscolarisation, soumission à un gourou tout puissant, manipulation mentale, richesse douteuse, travail hors réglementation...

Le deuxième reportage ("La reine blanche") montrait d'un regard plaisant la vie d'une européenne en Afrique : vie communautaire, maltraitance (des femmes lors de l'épreuve du veuvage), non scolarisation (de Rodolphe), respect d'un Chef tout puissant, polygamie, travail obligatoire (créer et entretenir une plantation). Le prince Rodolphe, pieds nus au bord de l'eau est-il à jour de ses vaccinations ? Dans la Drôme, comme à Banganté, on entend des gens apparemment épanouis, qui chantent en travaillant, qui se disent heureux dans un milieu riche, qui vivent loin de tout et qui prétendent qu'ailleurs on s'ennuie. D'un côté comme de l'autre, on parle de sacré, la vie est empreinte de mystères et de secrets.

A bien regarder ces deux reportages, le parallèle montre bien que les choses sont complexes et qu'il ne faut pas céder à l'amalgame : ce qui dans un contexte paraît beau, positif, paraît tout à coup condamnable dans un autre contexte. Parmi ces amalgames, je retiendrais la question des vaccinations. En effet, un jeune enfant de la communauté a attrapé le téanos alors qu'il était prétendument vacciné. Les médecins qui l'ont guéri ont affirmé que le certificat de vaccination était un faux. Je ne peux juger ici de la valeur du dit certificat. Néanmoins la question vaccinale est ainsi mise en évidence à la télévision.

Dans un téléfilm diffusé en décembre par France-Télévision sur Pasteur, on y voit clairement qu'outre le succès contestable du chercheur, ses partisans n'ont pas hésité à mentir à la justice lors de l'autopsie du jeune Royer, un enfant dont le père avait porté plainte et qui est mort de la rage inoculée par le vaccin de Pasteur.

Un siècle plus tard, la recherche sur l'immunité, qui s'est beaucoup développée avec l'épidémie du SIDA, a commencé à dévoiler le fonctionnement du système immunitaire. Certains chercheurs commencent à mettre en doute l'absolue efficacité et l'innocuité de la pratique vaccinale : "L'administration répétée d'antigènes en quantités très importantes ou très faibles, favorise la production de cellules suppressives (inhibitrices de la réaction immunitaire) plutôt que de cellules auxiliaires (cellules de montage de la réaction immunitaire)", affirme Marc Felman, professeur d'immunologie dans "La Recherche" de mai 1986.

Par ailleurs "L'institut Pasteur reconnaît que le vaccin contre l'hépatite B provoque ou révèle la sclérose en plaques une fois par million de doses. Quand on sait que chaque vaccination suppose de 3 à 4 doses, cela donne environ un cas pour 300 000 personnes vaccinées" rapporte Régis Pluchet dans "Impatient" de Mai 1995.

Ce rapide exposé montre l'empirisme dans lequel la vaccination a vu le jour puisque les médecins de la première moitié de ce siècle ne connaissaient rien au système immunitaire que le vaccin prétend éduquer. Aujourd'hui "l'immense corpus de données révèle une organisation du système immunitaire dont la complexité et l'efficacité n'ont d'égale que celle du système nerveux" (Pierre Cazenave et Antonio Coutinho, Université P&M Curie, CNRS dans "Pour la Science", novembre 1993). Il ne peut se réduire aux simples anticorps.

Il existe bien un courant de pensée scientifique qui relativise la panacée que constituerait la vaccination et qui met en évidence ses dangers (...). Ce courant s'appuie sur les travaux d'Antoine Bechamp et de Claude Bernard à qui l'on doit la citation célèbre : "le microbe n'est rien, c'est le terrain qui est tout". Deux siècles après son apparition (1798, Jenner) et à la lumière des recherches récentes, le temps semble venu de remettre la vaccination à sa place, c'est-à-dire comme un acte médical prescrit pour une personne donnée et non pas, comme c'est souvent le cas, comme un acte administratif de masse. Les médias acceptent-ils de se pencher sur cette question controversée avec la rigueur qu'elle nécessite ? Dominique Jarru Isère.

SEMEZ DES ARBRES

Concernant l'article "Semez des arbres" du numéro 201 p.17, s'il est exact que la reproduction en pépinière des feuillus se fait rarement par graines, il en va différemment avec les espèces résineuses. Ce sont dans des plantations classées - avec des critères très stricts - que les graines de résineux sont collectées puis utilisées en pépinières. Malheureusement, les essences disponibles ont souvent une origine d'importation avec tous les risques d'adaptation au milieu que cela sous-entend. Il semble pourtant que le sérieux soit

devenu une règle pour ce qui est de la sélection. Les textes de loi y sont pour quelque chose et l'on se souviendra de centaines d'aberrations rencontrées dans les années 60.

La proportion d'essences exotiques en forêt française est à mes yeux symptomatique. L'objectif purement économique de leur introduction a parfois engendré des erreurs catastrophiques. Je pense notamment à l'hécatombe du Grandis ou Sapin de Vancouver dans nos régions. Cet arbre, introduit, bien que totalement

inadapté au milieu, se dessèche en pleine croissance et doit être abattu avant de devenir vecteur de maladies. La compatibilité des arbres à l'écosystème se révèle être une nécessité (si l'on pouvait en douter).

L'attrait suscité par l'introduction d'essences dans nos forêts chez les "décideurs du bois" devrait amener à s'interroger sur les conséquences à long terme de cette énième manipulation de la nature par l'homme. Alexandre MAINI Tarn.

GAIA, EOLIENNE, ALLAITEMENT...

Après la lecture du "Défi du XXIème siècle", livre fondamental, je ne partage pas votre acrimonie envers "Gaïa, comment soigner une terre malade" de Lovelock. Celui-ci nous offre en effet une chose magnifique : un symbolisme européen propre à nous permettre de nous réapproprier le mythe de la Terre-Mère. Deux questions "insolubles" sur lesquelles vous avez peut-être des lumières ou des pistes :
1 - Je cherche des renseignements (en vue d'achat) sur l'éolienne qui alimente le "campement" mongol dans le

magnifique film "Urga" de Nikita Michalkov.

2 - A propos d'allaitement, il me semble (observations personnelles) que la plupart des jeunes femmes françaises n'ont pas assez de lait. L'alimentation est sans doute en cause, mais je soupçonne un effet pervers des pesticides (...)
René SAGNIER
Oise

Silence :

1 - Quand Lovelock affirme que le nucléaire n'est pas un problème car en cas de catastrophe, Gaïa s'en relèvera toujours,

même si l'espèce humaine doit disparaître, nous ne sommes pas d'accord avec ce fatalisme car il est possible d'agir préventivement.

2 - Pour connaître une expérience d'éolienne de petite taille, voir celle du Cuz du Larzac, 12100 Millau.

3 - Pour l'allaitement, nous constatons un retour en force de l'allaitement maternel et nous n'avons pas entendu parler d'un manque de lait... même s'il est vrai que celui-ci peut-être pollué, mais pas plus que celui des biberons.

anciens numéros

- 136 Stop essais : Moruroo, Nevada, Semipalatinsk. Aliments irradiés. Etain. Verts. Fermeture à la vie.....14 F
- 146 Verts : la politique autrement. Maison de vigilance de Taverny. Canal Rhin-Rhône. Rythme de travail et santé. Orcaïdes.....18 F
- 153 Economies d'énergie. Autonomie et solidarité. Ecolos rose écarlate. Ecologie de libération. 18 F
- 154 Amiante. Vallée d'Aspe. Arsenic en Ardèche. LHT. Agir ici. Assises de l'écologie. Essais nucléaires. Femmes et travail.....18 F
- 157 Non à l'écologie libérale. Maastricht. Plutonium. Fessenheim. Civaux. Malville. Aide au développement. Appel Heidelberg 18 F
- 158 Extrême-droite et écologie. Green Belt Movement. Violence télé. Yougoslavie. Japon et plutonium. Nickel et chrome. Plastiques. Label. Nike. Nestlé. Pensée sauvage.....18 F
- 162 La prison autrement. Somport. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavie. Malville. Argent et pouvoir comme drogues. Utopie verte.....20 F
- 164 Bioéconomie et biosphère. Narmada. Malville. Bio-carburants. Tchernobyl. Seuil d'exemption. Economiser l'électricité.....20 F
- 165 Yougoslavie. Semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Malville.....20 F
- 166 Moruroo : comment s'arrêter. Yougoslavie. Tonks. Malville. Somport. Banque Mondiale et citoyens. Nouveaux écologistes. Ecotopia. Banques alternatives. Croissance durable.....20 F
- 169 Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois. Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Verts.....20 F
- 170 Racisme et environnement. Somport. Péniche pour la paix. Chanvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. l'AIEA. Energie solaire et barrages. L'emprise des logiques sociales.....20 F
- 171 Pollutions électromagnétiques. Phébus. Malville. Inondations et aménagement doux. A.Carrel. L'avenir du travail. Le système planétaire.....20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir. Feuille d'érable. Palestine-Israël. La dérive technologiste. Espérance. Malville. Inondations.....20 F
- 173 Mir Sada. Ingérence méfiance. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide. Malville. Somport.....20 F
- 174 Vallée d'Aspe : alternative ferroviaire. Arsenic. Barrages et nucléaire. Entre réduction ou ouverture (1).....20 F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe ? Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2).....20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence. Transports : suivons les Suisses ! Entre réduction et ouverture (3).....20 F
- 177 Quelle écologie radicale ? Héritage du nucléaire. Marche contre le chômage. Voile et intégrisme ? Somport. Malville. Escroquerie du développement durable.....20 F
- 178 Comment démanteler ? Citoyens pour la paix. Conscription. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inesténe. Malville. Importations de déchets. Mac-dô.....20 F
- 181 Energies douces au Sud (1) : Mauritanie, Zimbabwe, Bénin. Malville. Libérons les boîtes aux lettres.....23 F
- 182 Energies douces au Sud (2) : Burkina. Mali. Tunisie. Zaïre. Quel développement ? Artisans du Monde. La « Ville-monde » face à l'inertie sécuritaire.....23 F
- 183 Les centres écologiques. Malville. Ecologie : quelle expression politique ? Bazar sans frontières. Le travail valeur d'échange ?.....23 F
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit ! Le piège du gouvernement mondial. Une société équitable en paix avec la planète. Maison de quartier de Neudorf. Energies renouvelables. Bhopal.....23 F
- 185-186 Amiante. La fin du travail. Espère. Castors. Centre énergies renouvelables de Tarbes.....35 F
- 187 Prolifération nucléaire (1). Israël. Asie. Marcher. Société informatique-policier.....23 F
- 188 Prolifération nucléaire (2). pour une prolifération solaire, bannir l'arme nucléaire. Neve Shalom. Le solaire dans les régions froides. Matérialisme, mécanisme et impérialisme.....23 F
- 189 Autonomie toujours. Réseau Santé. Cuz du Larzac. Servas. Laine de verre cancérogène. Ecologistes : éloge de la différence.....23 F
- 190 Le Nicaragua face au marché mondial. Brennelis : démantèlement. Malville. La retraite : une solution au chômage ?.....23 F
- 191 Santé : vers l'autonomie (1). Climat : compromis de Berlin. Champ d'action. La loi et les femmes. Yougoslavie. Verts Allemands.....23 F
- 195 Stop Essais : Campagne contre la reprise. La fin de la dissuasion la simulation alibi. Le nucléaire civilitaire... Israël : Vanunu. Somport.....23 F
- 196 Canal Rhin-Rhône : non à l'eau-toroute ! Autoroute Grenoble-Sisteron. Santé, vers l'autonomie (4). Irlande. Les umes ou la vie.....23 F
- 197 La défense par actions civiles (1). La Hague. Grünen et non-violence. Essais nucléaires. Amiante. Salsigne. Ozone. ASI. Coface.....23 F
- 198 Ni décharges, ni incinérateurs. Lobbys routiers européens. Défense par actions civiles (2). Méthanisation. Essais nucléaires.....23 F
- 199-200 Ecologie, à gauche, à droite, ailleurs ? avec Anger, Archimbaud, Bégin, Clark, Cochet, Dierickx, Fernex, Galland, Galtié, Lalande, Lipietz, Mongeau, Parkin, Wachter. Turquie sanglante. Santé, vers l'autonomie (5).....35 F
- 201 Marée noire sur les droits de la personne, Shell au Nigéria. Total en Birmanie. Monju. Loi de programmation militaire. Déficit Etat.....23 F
- 202 Soyons Réseau-nables, la Maaform de Pantin, Primevère. L'Impatient. Cuisinier solaire.....23 F

Prix franco de port. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

Je m'abonne :

- Particulier 12 n°.....220 F
- Dom-tom et étranger 12 n°.....270 F
- Institution 12 n°.....440 F
- Soutien 12 n°.....300 F et +
- Petit futé 24 n°.....380 F
- Groupés par 3 ex. 36 n°.....570 F
- Groupés par 5 ex 60 n°.....850 F
- Petit budget 12 n°.....190 F

Je m'informe :

- Hors-série Silence**
- Paris Dakar : Pas d'accord.....25 F
 - La menace climatique.....30 F
 - Radioactivité, les faibles doses.....30 F
 - Energies renouvelables.....30 F
 - Les métiers de l'écologie.....70 F
 - Du chômage à l'autonomie conviviale.....30 F
- Editions Silence**
- Le soleil à votre table.....89 F
 - La liberté de circuler.....70 F
 - Nucléaire ? Non merci.....75 F
 - Le nucléaire détrôné.....30 F
 - Séphastoché, mon premier cuisinier.....36 F
 - Superphénix : le dossier.....30 F
 - Quelle écologie radicale ?.....70 F
 - Un cuisinier solaire facile à faire.....20 F
 - Construire une cuisinière solaire.....20 F
- Diffusion Silence**
- Ed. Ecosociété (Montréal)*
- Pour un pays sans armée.....75 F
 - Pour que demain soit.....75 F
 - L'écologie ou la sagesse de la nature.....75 F
 - Moi, ma santé.....75 F
 - L'Ecologie politique.....75 F
 - Entre Nous, rebâtir nos communautés.....98 F
 - Et si le Tiers-Monde s'autofinçait.....98 F
 - Deux roues, un avenir.....98 F
- Ed. Lucien Somy (Louvain)*
- La dignité antinucléaire.....50 F
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)*
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ?.....35 F
 - Pour une écologie de la liberté.....88 F
 - Ecologie et politique de l'anarchisme.....38 F
- Ed. Ulovie (Londres)*
- La désobéissance civile.....36 F
 - Nous sommes peut-être frères.....36 F
- Ed. Alternatives (Paris)*
- Le catalogue des ressources.....180 F
- Ed. Courrier du livre (Paris)*
- Le solaire pour tous.....90 F
- Ed. Georg (Lausanne)*
- Additifs alimentaire.....98 F
 - Gestion des déchets.....98 F
 - Les sols.....98 F
 - L'eau.....98 F
 - La radioactivité.....98 F
 - L'alimentation.....98 F
 - La diversité biologique.....98 F
 - L'air.....98 F
 - Le bruit.....98 F

- Frais de port :**
- 1 ouvrage.....15 F
 - 2 ouvrages.....28 F
 - 3 ouvrages et plus.....40 F
 - Je souhaite recevoir une présentation plus détaillée des ouvrages ci-dessus
 - Je commande les anciens numéros suivants :

Je règle un total de : Mes coordonnées :

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Règlement à l'ordre de Silence, à retourner 9 rue Dumenge, 69004 Lyon

LES HORS-SÉRIE DE L'IMPATIENT

UN CADEAU SURPRISE POUR COMMANDE DE 4 HORS-SÉRIE

MÉDECINES ALTERNATIVES CHARLATANS OU THÉRAPEUTES

25 F + 4,90 F de port



Enquête sur la formation des homéopathes, acupuncteurs, ostéopathes...



SANTÉ VOS DROITS AU QUOTIDIEN

98 F + 17,90 F de port

Guide pratique de 346 pages sur vos droits à toutes les étapes de la vie

CANCER MENSONGES ET RÉALITÉS

35 F + 4,90 F de port



Comprendre Prévenir Soigner... Adresses, Associations



VINS ET SANTÉ

25 F + 4,90 F de port

La vigne
La revanche des vins bios
Les bienfaits et méfaits du vin

LA SANTÉ DES FEMMES

35 F + 4,90 F de port



Contraception
Grossesse
Problèmes gynécologiques
Ménopause...



CHANGER D'ALIMENTATION

35 F + 4,90 F de port

Les aliments qui soignent
Maigrir : les bonnes méthodes...



VOS DENTS

48 F + 4,90 F de port

Les caries
Les amalgames
Les prothèses
L'orthodontie
Les coûts...

SANTÉ, GUIDE DES ASSOCIATIONS

78 F + 8,90 F de port



600 Adresses
Femmes et santé
Usagers
Maladies
Méd. alternatives



LES HORMONES

28 F + 2,50 F de port

Alimentation
Pilule
Enfants
Sport
Stress, cancer...

BON DE COMMANDE

Bulletin et règlement à renvoyer à *L'IMPATIENT*, 9 RUE SAULNIER 75009 PARIS

Je désire recevoir : CHARLATANS OU THÉRAPEUTES

SANTÉ, VOS DROITS AU QUOTIDIEN CANCER, MENSONGES ET RÉALITÉS

VINS ET SANTÉ SANTÉ DES FEMMES CHANGER D'ALIMENTATION VOS DENTS

SANTÉ, GUIDE DES ASSOCIATIONS LES HORMONES

Ci-joint mon règlement d'un montant de F

(par chèque bancaire ou postal à l'ordre de l'Impatient)

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL | | | | VILLE